



L'année scolaire 2009-2010 vient de prendre fin... C'est l'occasion pour certains de se poser un peu et de goûter au calme ou de redécouvrir le plaisir d'avoir des petits moments de temps libre pour penser à soi ou encore le moment de faire le bilan de l'année écoulée pour mieux redémarrer en septembre! Pour d'autres, c'est encore l'occasion de découvrir d'autres cultures, de se perdre dans une ville inconnue ou tout simplement de profiter de la nature... Quoi que vous fassiez, toute l'équipe vous souhaite d'agréables vacances!

En termes de bilan, le *Printemps des Ecoles de Devoirs* a fait beaucoup parlé de lui dans la presse et a ainsi contribué à mieux faire connaître le secteur. Il semble cependant que le public se soit encore fait rare durant cette semaine de portes-ouvertes. C'est pourquoi, afin d'améliorer l'organisation du Printemps 2011, les Coordinations régionales, en lien avec la Fédération, vous convieront à des réunions d'évaluation et de préparation...

En ce qui concerne le colloque du 8 mai consacré aux « *Ecoles de Devoirs d'hier, d'aujourd'hui et de demain* », cette matinée fut positive à plus d'un titre : l'échange de points de vue portant sur des préoccupations communes, la rencontre des membres d'un même secteur, l'annonce d'une augmentation de 10 % du budget consacré aux Ecoles de Devoirs par le Ministre Nollet... Lors de ce colloque, vous avez été nombreux à nous avoir fait part de votre besoin de développer tout un travail de réflexion sur l'école... D'où le présent dossier consacré au fonctionnement du système scolaire belge afin de vous permettre de mieux comprendre ses rouages! Ce volet sur l'école sera suivi de plusieurs déjeuners-débats. Le colloque de l'année 2011 portera lui aussi sur cette thématique en vue d'arriver à un véritable travail de fond sur la question plus particulière des devoirs.

En attendant de recevoir le nouveau programme de formations 2010-2011, vous pourrez déjà découvrir dans cette *Filoche* quelques-unes des formations proposées par la Fédération et les Coordinations régionales.

Enfin, l'année scolaire 2010-2011 s'annonce également importante pour le combat que nous menons pour le refinancement du secteur avec la réforme du décret en cours. En effet, sans moyens supplémentaires, nous refuserons toutes propositions de nouveau décret! Des discussions vont être entamées à partir de septembre autour de revendications telles que la protection du nom « Ecole de Devoirs », l'obtention d'un emploi mi-temps par Ecole de Devoirs subsidiée... Nous ne manquerons pas de vous tenir informés de l'évolution de ces discussions.

Bonne lecture!

Sommaire

ACTUALITÉS

- p.4 ► Les Écoles de Devoirs d'hier, d'aujourd'hui et de demain: bilan du 8 mai
- p.8 ► Le Printemps des EDD 2010 : un succès en demi teinte
- p.9 ► Une augmentation de 10% des moyens de fonctionnement accordés aux EDD
- p.10 ► Suivi de l'évaluation du décret
- p.11 ► Rappel aux EDD
- p.11 ► Enfin un arrêté relatif à la formation qualifiante d'animateur ou de coordinateur en École de Devoirs ?
- p.12 ► Des nouvelles du Brevet d'animateur et de coordinateur en EDD

LES INFOS DE VOTRE RÉGION

LIEGE

- p.14 ► Un embryon d'évaluation et un bébé en prévision
- p.15 ► Vivre la diversité au quotidien
- p.15 ► Les lundis Créa-Sciences débarquent à l'AEDL

BRABANT WALLON

- p.16 ► École et École de Devoirs, réflexion en marche
- p.17 ► Centre de documentation

HAUT

- p.18 ► Nouvelle arrivée à la CEDDH
- p.18 ► Un petit retour sur nos formations 2010
- p.19 ► EDD du Biézet: ensemble pour l'art, l'art d'être ensemble

CALENDRIER DES FORMATIONS

DOSSIER

- "Le système éducatif belge pour les nuls"

DES INFOS PÊLE-MÊLE

Les Écoles de Devoirs d'hier, d'aujourd'hui et de demain

Bilan du samedi 8 mai 2010

par Kristel Brusadelli, employée à la FFEDD

Le samedi 8 mai, une petite centaine de citoyens (animateurs et coordinateurs en EDD, bénévoles...) ont participé à notre colloque consacré aux EDD. Ce fut une belle occasion de réunir les principaux acteurs du secteur, d'échanger des témoignages sur ce que chacun vit au quotidien, de s'exprimer, de faire entendre ses revendications, de s'arrêter un peu, de faire le point... et aussi de se détendre! Ainsi la journée du 8 mai fut marquée par quelques moments forts et hauts en couleurs! Je vous invite ici à survoler ces quelques moments...

Un historique « rythmé »...

Charles Hutlet, coordinateur de la Coordination des EDD de Namur-Luxembourg, nous a retracé dans ses grands lignes l'histoire de la naissance des EDD (dont vous retrouverez ci-dessous les principaux points) avant de nous faire chanter (« les Ecoles de Devoirs ont besoin d'argent! »)... au son du djembé!

Quant à **Annick Cognaux**, responsable du service EDD de l'ONE, elle s'est surtout attachée à expliquer les points principaux relatifs au fonctionnement du secteur et à tisser des liens entre ce dernier et l'accueil extra-scolaire.

En ce qui concerne les critères de reconnaissance et de subventionnement, nous vous conseillons vivement de contacter la Coordination régionale de votre région ou de consulter le site de l'ONE (www.one.be) ou bien encore de prendre contact directement avec le service EDD de l'ONE au 02/542.12.46.

Histoire de la naissance des EDD

L'origine du mouvement des EDD remonte à 1967 en Italie (Toscane) où les premières offensives contre l'enseignement traditionnel furent lancées à travers un livre écrit par des enfants, « Barbiana : lettre à une maîtresse d'école », où ils y dénoncent notamment le mécanisme de reproduction des inégalités sociales par l'école...

C'est en 1973 que les premières EDD se créent à Bruxelles pour se répandre ensuite un peu partout en Belgique. Il s'agit surtout de lieux qui accueillent des enfants exclus par la société, lieux créés la plupart du temps à l'initiative de bénévoles.

Entre 1973 et 2004 se créent près de 400 EDD en Belgique! Se met ainsi en place une « véritable chaîne de solidarité » où ces « écoles » se sentent désormais plus fortes pour défendre leurs idées... mais il faut attendre 2004 pour que ce secteur soit enfin reconnu et qu'un décret, lui accordant entre autres un soutien financier, voit le jour. En 2007, un nouveau décret tenant davantage compte des problèmes rencontrés par les EDD en milieu rural est mis en place, mais sans modifier véritablement le précédent...

En 2010, un premier groupe de travail se crée afin d'évaluer le décret EDD et d'en promulguer un nouveau prévu pour la fin 2011.

En 2009, on compte 363 EDD reconnues dont 279 sont subsidiées, ce qui représente 15000 enfants accueillis! Et si l'on considère les journées de présence de ces enfants sur une année, ils s'élèvent à 900000 !

Ces EDD sont là pour apporter une aide « différente » de celle dispensée par l'école traditionnelle : il s'agit de lieux où « le temps s'arrête », où l'enfant se retrouve face à l'adulte qui essaye de comprendre son véritable fonctionnement et tente de cerner quelles sont ses réelles difficultés qu'il proposera de résoudre par le biais d'activités ludiques, créatives, culturelles...





A propos de la reconnaissance et du subventionnement de l'ONE...

La reconnaissance ainsi que le subventionnement des EDD relèvent de l'ONE qui gère non seulement les dossiers administratifs, mais exerce aussi une mission de contrôle et d'accompagnement des non affiliés (ou à la demande). C'est pourquoi, un « service EDD » a été créé au sein de la Direction ATL (Accueil Temps Libre).

Pour obtenir une reconnaissance par l'ONE, une EDD doit répondre à divers critères tels que « organiser des activités de soutien scolaire et des animations éducatives, ludiques, culturelles ou sportives » ; « élaborer et mettre en oeuvre un projet pédagogique »... Afin d'être subventionnée, l'EDD doit répondre à des critères supplémentaires comme « faire la preuve d'une année de fonctionnement » ; « être ouvert, après les heures scolaires, au moins 20 semaines par an entre le 1er septembre et le 30 juin »...

Pour en savoir plus sur son intervention, nous vous conseillons d'aller consulter les actes du colloque que vous pouvez télécharger sur notre site www.ffedd.be.

La vie en EDD et le rythme de l'enfant

Le psychosociologue français **Jean Epstein** a abordé pendant une bonne heure (passée trop vite selon la majorité des participants!) la problématique du rythme de vie de l'enfant au sein de la société actuelle tout en établissant des parallélismes avec le rôle joué par les EDD... A travers son exposé appuyé par des cas concrets issus de différents pays tels la France ou le Canada, il a maintes fois souligné une information primordiale et très valorisante pour notre secteur : **« les EDD belges sont parvenues à résoudre des difficultés rencontrées par l'enfant à l'école en passant le moins possible par le scolaire et en faisant plutôt appel à des activités ludiques, récréatives, sportives... »**

Vous trouverez ici une synthèse des principales idées que Jean Epstein a véhiculées tout au long de son intervention afin de permettre à ceux qui n'étaient pas présents de profiter de ses apports réflexifs :

D'après l'analyse de Jean Epstein, les EDD belges sont un cas unique en Europe en ce qui concerne leur philosophie : à la différence de l'Italie par exemple où règne au sein des EDD le souci de la rentabilité à travers le devoir, la Belgique passe le moins possible par le scolaire (et donc par le devoir) pour résoudre les difficultés rencontrées par l'enfant à l'école.

Nous vivons dans une société qui est de plus en plus préoccupée par la rentabilité à court terme et les

parents eux-mêmes ont intégré ce souci de rentabilité, souci qui transparait lorsqu'ils déposent leur enfant dans une EDD où la préoccupation majeure pour eux reste le devoir (« je paye, donc mon enfant doit faire ses devoirs »). De plus en plus, on pousse les enfants à s'occuper sans cesse en les inscrivant à des stages sportifs, à des cours de musique... Finalement l'enfant, toujours en action, se retrouve très rarement avec lui-même. Alors que la notion de « temps libre » est fortement liée à la question de l'équilibre chez l'enfant. **Un enfant doit en effet pouvoir « éprouver l'ennui » et trouver par lui-même les moyens de s'occuper. C'est en gérant intelligemment ce temps libre, en faisant appel à son imagination que l'enfant apprend et prépare son avenir.** C'est de cette manière qu'il parviendra à lutter contre un des grands fléaux de notre époque, à savoir le manque de motivation à s'investir dans un projet. Les autres grands fléaux de notre société pour Epstein sont le sentiment de frustration ainsi que la confusion entre la réalité et la virtualité. Face à ce constat, l'EDD peut d'après lui jouer un rôle majeur...

Tout d'abord, il faut tenir compte de l'importance du rôle joué par les parents. Selon le psychosociologue, il est fondamental pour l'animateur de prendre le temps de discuter avec eux afin de dédramatiser certaines situations d'échec et de parvenir ainsi à poser un regard différent sur son enfant et son rythme de vie. Ce qui importe est de parvenir à **voir « l'enfant » derrière le « mauvais élève »**. Nous avons trop souvent tendance à observer l'autre à travers une logique de manque, c'est-à-dire que nous le voyons essentiellement à travers ce qu'il n'a pas (ex. cas d'une personne handicapée vue uniquement à travers le prisme de son handicap). Pour contrer cette logique de manque, il s'agit de **valoriser davantage les compétences propres à chacun afin qu'il renforce son estime envers lui-même et, une fois cette estime de soi retrouvée, qu'il renoue avec le plaisir d'apprendre.** Ce dernier point est primordial quand on sait qu'aujourd'hui de moins en moins d'enfants et d'adolescents accordent encore du sens à l'apprentissage. L'école traditionnelle est dès lors en crise. Face à cette situation, **l'EDD peut être le lieu d'un déclic pour l'enfant** : la rencontre avec quelqu'un qui le regarde à travers ce qu'il possède comme compétences (qui peuvent être autres que purement scolaires) et le fait vivre au rythme de sa passion...

Jean Epstein s'est ensuite attardé sur le cas du Québec où le nombre d'enfants jugés hyperactifs est particulièrement élevé afin de nous montrer comment une EDD peut prétendre résoudre ce type de difficulté. Une étude a révélé qu'il existait un lien entre le problème d'hyperactivité et l'alimentation, plus précisément c'est la manière de manger qui serait ici en cause : les enfants hyperactifs ne connaissent pas ou très peu les repas pris tranquillement en famille autour d'une table. Ainsi le véritable problème de

l'hyperactivité est le fait que l'enfant n'a pas eu l'habitude de rester assis et éprouve donc des difficultés pour se concentrer sur une activité précise. Il est en mode « zapping ». Selon Epstein, l'EDD peut apporter une solution à ce problème d'hyperactivité qui peut ressurgir, par exemple, à travers des difficultés liées à l'apprentissage de la lecture en invitant l'enfant à se concentrer par le biais du jeu... L'EDD, en tant que lieu extérieur à la famille qui peut s'avérer être un huis clos pathogène, peut ainsi aider l'enfant à résoudre certaines de ses difficultés, quelles qu'elles soient, en lui proposant autre chose...

Pour conclure, Jean Epstein revient sur cette notion de

« déclic » en ce qui concerne l'apprentissage du jeune. Ainsi il fait référence à une émission française qui a invité des « mal barrés célèbres » qui, grâce à une rencontre, ont éprouvé le déclic nécessaire afin de les remettre « sur le bon chemin ». C'est le cas notamment de l'écrivain Alphonse Boudard, né de père inconnu et qui a vécu une partie de son enfance avec sa mère, une prostituée, et qui fut surnommé le « petit plouc ». Il fut ensuite placé dans une famille d'accueil, un couple d'agriculteurs. Et c'est ce père agriculteur qui, en lui donnant une parcelle de terrain à gérer jusqu'à la fin de sa vie, fut le déclencheur qui fit ressortir son talent...

A vous la parole!

Un temps a ensuite été accordé à la salle afin de leur permettre de s'exprimer à propos du vécu de leur EDD. Voici un bref aperçu de ces interventions :

1. Les EDD souffrent d'un manque de subsides qui entraîne un manque de personnel permanent. La plupart d'entre elles fonctionnent en effet à l'aide de bénévoles ou de stagiaires. Certes, c'est une richesse mais du personnel permanent pourrait assurer un minimum de stabilité en terme de gestion de l'EDD.
2. La pression des parents se fait grandissante par rapport aux devoirs. Il semble dès lors important de mettre en place une plate-forme pour lutter contre l'échec scolaire.
3. Le secteur des EDD éprouve des difficultés à travailler en partenariat avec les écoles. Celles-ci ont tendance à envoyer les « mauvais élèves » dans les EDD qui sont perçues un peu comme des « écoles poubelles ». Les EDD sont donc mal connues et peu valorisées. Elles devraient être mises davantage en avant afin

que le milieu scolaire connaisse quelles sont leurs véritables missions. Il faudrait aussi qu'une « remédiation pour tous » soit mise en place au sein de l'école. Or ce qu'on voit apparaître, c'est plutôt un système de remédiation scolaire élitiste!

4. « Apprendre autrement » est une priorité pour les EDD, mais comment faire face aux pressions exercées par l'école et les parents, aux attentes de la société tout en tenant compte du bien-être de l'enfant ? Comment dans ce contexte faire autre chose que les devoirs ? Encore une fois il faudrait travailler davantage avec l'école : l'EDD doit rester « un plus », mais ne doit pas devenir une « bouée de sauvetage »!
5. Certains ont l'impression d'un double discours: d'une part, les médias diffusent le message selon lequel « tous les fonds doivent aller à l'enseignement » et, d'autre part, les EDD fonctionnent avec peu de moyens et accueillent bon nombre d'enfants qui ont besoin d'autre chose que l'école!
6. Il est possible d'avoir de bonnes relations avec le milieu scolaire, mais cela prend beaucoup de temps en dehors du travail avec les enfants...





Matinée de réflexion

Les Écoles de Devoirs d'hier, d'aujourd'hui et de demain



Jean-Marc Nollet, qui nous a fait l'agréable surprise d'être présent pour le débat, a ensuite réagi aux propos :

Le décret est en phase d'évaluation, d'autres réunions sont prévues pour récolter l'ensemble des revendications du secteur.

Jean-Marc Nollet a l'impression qu'il existe 2 blocs dans les interventions : d'une part, il y a une réflexion sur le sens de ce que l'on fait et, d'autre part, la problématique du financement.

Tout d'abord en ce qui concerne les missions des EDD : il existe un idéal commun avec des réalités différentes. Il s'agit du fait que la mission éducative ne se limite pas à la question de l'enseignement. Selon Jean-Marc Nollet, les EDD et l'école se posent les mêmes questions.

Les EDD jouent un rôle charnière entre les parents et les enfants, ces relations sont primordiales. Et l'école a besoin du feedback de ce qui se passe en EDD.

L'enfant intègre lui-même la pression exercée par la société, l'école et les parents. Soit il refuse et la mission de l'EDD est de lui redonner de l'espoir et lui faire comprendre qu'il n'y a pas que l'école dans la vie. Soit l'enfant prend tout sur lui et se met lui-même dans une situation de « drill scolaire ». Cet enfant a lui aussi besoin d'autre chose... autre chose qu'il peut trouver dans une EDD. Il faut donner de la place dans le décret pour cette reconnaissance : ce qu'il faut consolider, ce sont les missions des EDD et non les changer.

Ensuite à propos de la question du financement, un subsidie spécifique afin d'entreprendre une campagne de communication et de sensibilisation en ce qui concerne les missions des EDD va être dégagé pour fin 2011. Deuxièmement, des négociations vont être entreprises avec les Ministres des Régions wallonne et bruxelloise en vue d'obtenir des emplois APE et ACS. Et

troisièmement, **une augmentation de 10% du budget relatif au secteur est prévue**. Les modalités de répartition de ces 10% doivent être discutées.

Les collaborateurs de la Ministre de la Jeunesse, Evelyne Huytebroeck, ont également assisté au débat et ont notamment souligné la diversité des missions remplies par les EDD au quotidien ainsi que l'importance d'un partenariat avec le monde traditionnel de l'enseignement (et non d'une concurrence étant donné la mission commune entre les EDD et l'école).

Les réactions...

Voici ce qu'il ressort des **questionnaires d'évaluation** qui ont été remis à la sortie du colloque :

La plupart des participants ont été satisfaits de ce colloque, principalement grâce au fait qu'il a permis la rencontre des acteurs d'un même secteur ainsi que l'échange autour de préoccupations communes. Beaucoup insistent également sur l'aspect valorisant du discours de Jean Epstein qui a souligné à diverses reprises qu'une EDD dépassait largement la mission du soutien scolaire...

De nombreux participants pensent qu'il s'agirait d'un événement à répéter en raison du sentiment de solidarité qu'il engendre. Vous êtes aussi nombreux à nous avoir fait remarquer qu'il faudrait consacrer lors de prochaines éditions tout un volet sur l'école en y conviant professeurs et directeurs ainsi qu'une réflexion sur une éventuelle réglementation en ce qui concerne les devoirs.

Enfin, de manière générale, se rencontrer plus régulièrement permet une prise de conscience des diverses réalités de terrain, de dégager ensemble des pistes d'actions, d'établir une ligne directrice en ce qui concerne les missions des EDD... tous ces éléments qui permettent de faire avancer le secteur!

Nous ne manquerons pas de prendre en compte les diverses remarques émises et de respecter les nombreuses propositions de thématiques pour l'organisation d'un futur colloque...

Le Printemps des EDD 2010 un succès en demi teinte...

par Kristel Brusadelli, employée à la FFEDD



Du 17 au 23 mai 2010, une centaine d'EDD ont ouvert leurs portes dans toute la Communauté française. Voici un petit bilan de cet événement qui fut un succès tant sur le plan médiatique que politique...

aperçu de cette presse qui a bien su mettre en évidence le véritable travail réalisé par chacun d'entre vous et a su mettre l'accent sur les nombreuses missions des EDD qui vont bien au-delà du soutien scolaire :

« Mais contrairement à ce qu'on pourrait croire, leur rôle dépasse le soutien scolaire. Elles accueillent souvent un public plus précarisé. Alors au-delà des maths ou du français, les écoles de devoirs proposent des jeux, des formations, des ateliers. De quoi faire face à d'autres difficultés que les problèmes du rattrapage scolaire. Du coup, pour beaucoup d'enfants, l'école de devoirs c'est une bouffée d'oxygène, une manière de sortir de chez eux... » (RTBF, Une semaine pour mieux connaître les EDD, 17 mai)

◆ Presse télévisuelle

Canal C (21 mai) a réalisé un reportage sur l'EDD « Plomcot 2000 » de Namur où l'on y voit notamment les enfants préparant le spectacle du samedi... C'est l'EDD « Les grands loups d'Isengrin » de Limelette qui est cette fois mise à l'honneur avec un reportage sur ses différentes activités réalisé par **TV Com** (17 mai), tandis que l'asbl « D'cole » de Jumet a ouvert ses portes ce 19 mai à **Télesambre**.

◆ Presse audio

La **RTBF** a consacré de nombreuses émissions à notre secteur :

La chronique de Paul Hermant (matin première du 21 mai) met en avant l'EDD « L'oasis » de Saint-Servais fonctionnant de manière entièrement bénévole : « C'est peut-être à l'acte gratuit que se mesure la vraie richesse d'une société. C'est bien de le dire par les temps qu'on vit. »

Les EDD à l'honneur, reportage réalisé le 20 mai, s'est penché sur l'asbl « Contre-poing » de Charleroi. « *Espoir et vie* », une EDD pour le Longdoz (18 mai), émission consacrée à l'EDD liégeoise.

Une semaine pour mieux connaître les EDD qui a inauguré le Printemps avec son émission du 17 mai consacrée à « Plomcot 2000 ».

Appelez, on est là où Serge Vanhaelewijn m'a reçue en compagnie d'Eveline Nelles du service EDD de l'ONE afin de répondre aux questions des auditeurs à propos des EDD (21 avril).

L'équipe de la FFEDD tient tout d'abord à remercier toutes celles et tous ceux qui ont participé à cette seconde édition du Printemps. Beaucoup d'entre vous ont mis les petits plats dans les grands pour nous accueillir... Et certains ont eu la surprise de recevoir la visite de la Ministre de la Jeunesse, Eveline Huytebroeck! En ce qui concerne les médias, le Printemps a fait beaucoup parlé de lui aussi bien dans la presse écrite qu'audio-visuelle.

Rencontre à Molenbeek...

Le mercredi 19 mai, la **Ministre Eveline Huytebroeck** s'est rendue à l'ABEF (Association d'entraide et de formations) afin d'y rencontrer ses représentants ainsi que des membres de la FFEDD et de la Coordination des Ecoles de Devoirs de Bruxelles. Les animateurs ont pu également discuter avec la Ministre des diverses missions remplies par leur EDD, missions dépassant largement le cadre du soutien scolaire (ateliers lecture, théâtre...), ainsi que des réalités de terrain. Cette rencontre a donc été l'occasion pour Eveline Huytebroeck de se rendre compte du vécu des EDD. Ce fut aussi l'opportunité pour la FFEDD d'interpeller la Ministre à propos de l'accueil des jeunes de 15 à 18 ans qui nécessitent un encadrement spécifique et pour lequel il faudrait dégager des moyens supplémentaires...

Revue de presse : une foule d'articles et de reportages!

La presse a beaucoup parlé de notre secteur durant le Printemps, notamment en réalisant des reportages sur certaines de vos EDD. Voici un petit



Quant à **Bel RTL**, ils ont interviewé à deux reprises Stéphanie Demoulin (coordinatrice de la FFEDD) qui, outre la mise en valeur du secteur, a annoncé la volonté de Jean-Marc Nollet de nous soutenir en octroyant une augmentation de 10 % des moyens de fonctionnement des EDD.

♦ **Presse écrite**

Vers l'avenir, en plus de leur partenariat promotionnel du Printemps, nous a consacré trois articles : *Le printemps à l'EDD* (12 mai) annonçant l'inauguration des nouveaux locaux des « Zolos » de Fosses-la-Ville ; *Après l'école...l'école* sur « La Fourmilière » de Gedinne (26 mai) et *Sambreville : Sambre-Alpha ouvre ses portes* consacrée à cette EDD de la Moignelée (6 mai).

Le Soir a également rédigé un article sur notre secteur *L'école qui va au-delà de l'école* (15 mai) dans lequel il aborde notamment la problématique du financement du secteur tout en consacrant un petit reportage sur « *Les ateliers du soleil* » de Bruxelles.

La **Dernière Heure** a réalisé un article sur « *L'oasis* » de Saint-Servais : *Un lieu de vie convivial où l'enfant se construit* (20 mai).

La revue de l'actualité sociale **AlterEchos** nous a aussi consacré une page : *EDD, y a pas que les devoirs!* dans son numéro de mois de mai (n°295).

Quant au magazine **Imagine demain le monde** (n°79, mai-juin), il annonce le Printemps et aborde

également les différentes missions remplies par les EDD.

♦ **Internet**

Plus d'une dizaine de sites (COJ.be, enseignement.be, Namur.be, AlterEchos...) ont relayé l'information concernant le Printemps!

Vous pouvez dès à présent écouter via notre site www.ffedd.be certaines des émissions mentionnées ci-dessus ainsi qu'y lire divers reportages. Un album souvenirs sera également bientôt mis en ligne...

L'heure du bilan...

Pour le Printemps, la FFEDD a distribué près de 25000 invitations, 2500 Fil d'Infos et diffusé environ 2500 affiches dans toute la Communauté française! Le premier constat, en termes de retombées médiatiques, est plus que positif cette année et nous devons maintenir nos efforts pour qu'il en soit de même pour les éditions futures...

Par contre, il semble que les visiteurs se soient encore faits rares dans bon nombre d'EDD. Afin d'améliorer l'organisation du Printemps 2011, les Coordinations régionales, en lien avec la Fédération, vous convieront à des réunions d'évaluation et de préparation... C'est ainsi qu'ensemble nous mettrons tout en oeuvre pour faire de ce Printemps un événement incontournable!

Une augmentation de 10% des moyens de fonctionnement accordés aux Écoles de Devoirs

Lors de notre matinée de réflexion du 8 mai 2010 à Namur, le Ministre Nollet a annoncé vouloir soutenir notre secteur et ce, en commençant par une augmentation de 10% des moyens de fonctionnement. Mais à quoi vont être attribués ces 10%?

Le 8 mai, lors de notre matinée de réflexion, le Ministre Nollet nous a fait l'agréable surprise de sa présence afin d'entendre les réalités et difficultés rencontrées par les Écoles de Devoirs. Cette matinée a été l'occasion pour le Ministre Nollet de montrer son soutien à notre secteur et ce, entre autres, en annonçant d'ores et déjà une augmentation de 10% de l'enveloppe budgétaire octroyée aux Écoles de Devoirs. Certes, ce montant est dérisoire par rapport aux besoins effectifs des Écoles de Devoirs, mais doit être perçu comme un signal politique important qui intervient en pleine crise économique.

Suite à une réunion fin juin entre le Cabinet du Ministre Nollet, la responsable du service EDD de l'ONE et la Fédération, en concertation avec les Coordinations régionales, il a été acté que cette augmentation, qui représente une somme de 100.000€, sera affectée à l'augmentation du subside forfaitaire alloué aux EDD. Les modifications nécessaires sont donc en cours pour que tout soit effectif dès la rentrée prochaine.

Suivi de l'évaluation du décret

En juin 2009, la Fédération, en collaboration avec les Coordinations régionales, a édité un *Mémoire* pour le secteur des Écoles de Devoirs. Suite à ce dernier, une première rencontre a eu lieu avec le Cabinet du Ministre Nolle en 2009 afin de faire le point sur les attentes de la Fédération et ensemble d'établir un plan d'actions. L'objectif étant d'avoir un nouveau décret pour fin 2011 renforçant financièrement et qualitativement le secteur. Où en sommes-nous aujourd'hui?

Les Coordinations régionales vous ont toutes contactées afin de pouvoir récolter vos revendications et besoins par rapport à un éventuel nouveau décret.

La matinée de réflexion du 8 mai avait également pour objectif de vous permettre de vous exprimer et d'être entendus à la fois par nous mais aussi par les représentants des différents Ministres de tutelle. Toutes vos demandes, besoins ont donc été relayés lors de nos premières rencontres avec les représentants des Ministres Nolle et Huytebroeck afin de voir ensemble ce que nous pouvons modifier et entamer des négociations.

A ce jour, il y a eu deux réunions qui ont permis de réunir l'ensemble des représentants du secteur, les représentants de deux Ministres de tutelle mais également l'O.N.E. et le Service de la Jeunesse de la Communauté française.

Les principaux points qui devront être débattus, négociés, sont:

- bénéficier d'une **augmentation substantielle du subside alloué au secteur qui pour la Fédération est le point principal de toute la réforme du décret**. En effet, sans moyens supplémentaires, nous refuserons toutes propositions de nouveau décret. Nous insistons sur l'importance d'établir des **rencontres interministérielles** étant donné que les Écoles de Devoirs réalisent des actions qui peuvent aussi être reconnues pour l'Égalité des Chances, l'Intégration de personnes d'origines étrangères, l'Action sociale, la Culture, le PCS (plan de Cohésion sociale) en Wallonie et la Cohésion sociale à Bruxelles ;
- obtenir un **emploi mi-temps** par École de Devoirs subside qui pourrait être un emploi subsidié par la Région wallonne via les APE ou par la région de Bruxelles-Capitale via les ACS ;
- **prendre en compte**, dans le calcul du subside, de la présence des enfants pour les **activités organisées durant les week-ends** ;
- avoir un **subside spécifique**, octroyé par le Ministre de la Jeunesse, pour le soutien apporté aux jeunes du secondaire ayant **plus de 15 ans** ;
- demander qu'il y ait une **participation financière des parents maximum pour la reconnaissance d'une EDD** et pas uniquement pour les subsidiés et ce, afin de s'assurer que toutes les Écoles de Devoirs reconnues le soient bien dans une philosophie

d'accessibilité pour tous. L'ONE demande également que nous revoyons le système de participation financière des parents durant les vacances scolaires ;

- **accentuer le rôle fondamental que les EDD jouent auprès des enfants** et bien mettre en avant leur **identité socioculturelle** qui va bien au-delà qu'uniquement la lutte contre l'échec scolaire. L'ONE propose d'ores et déjà de bannir des missions le terme « remédiation scolaire » qui est de l'ordre des missions de l'école et non de l'EDD ;
- organiser des **rencontres avec la Ministre de l'Enseignement** afin de rendre à l'école ce qui est de l'ordre de ses missions, à savoir la remédiation mais aussi de rappeler le décret du Ministre Nolle concernant la limitation du temps pour les devoirs qui est loin d'être mis en application. L'idée est d'ensemble entamer une réflexion pour une meilleure collaboration et un véritable travail de partenariat entre les EDD et les écoles ;
- insister à nouveau sur l'**importance que la langue véhiculée au sein de l'EDD soit le français** ;
- **protéger le nom « Écoles de Devoirs »** ;
- **clarifier** certains articles liés aux critères de reconnaissance et de subside des EDD et ce, en clarifiant peut-être plus **les notions de « PO », « sites » et des possibilités de regroupement de sites** ;
- demander la **simplification administrative** en informatisant beaucoup plus tous les documents mais pour ce faire, il faut donner les moyens à toutes les EDD d'être informatisées ;
- **réfléchir à l'obligation de tenir une liste de présence journalière** des enfants sachant que des EDD ayant un projet plus communautaire et où les enfants ne font parfois que passer (vu l'absence de nécessité d'inscription), n'ont pas toujours la possibilité de la compléter chaque jour intégralement ;
- demander qu'une EDD qui est déjà reconnue et subside et qui ouvrirait un nouveau site puisse bénéficier d'office d'un subside pour ce site et ne devrait donc pas attendre un an de fonctionnement.

Il s'agit donc là d'un condensé des discussions qui vont être entamées à partir de septembre. Nous ne manquerons pas de vous tenir informés de l'évolution de ces discussions et vous rappelons que pour nous la priorité est réellement le renforcement financier de notre secteur.



RAPPEL AUX ÉCOLES DE DEVOIRS

Documents à rentrer à l'ONE pour le 30 septembre 2010 au plus tard !

Pour rappel, vous devez impérativement rentrer pour **le 30 septembre au plus tard** les documents suivants :

- **si vous avez été subventionnée en 2009 - 2010 et que vous souhaitez percevoir une subvention pour 2010 - 2011**: complétez l'annexe S volet 1 et 2 + le modèle minimal de rapport d'activités pour l'année 2009 - 2010 + votre plan d'actions 2010 - 2011 ;
- **si vous avez été subventionnée en 2009 - 2010 et ne souhaitez pas percevoir de subvention pour 2010 - 2011**: complétez l'annexe S volet 1 + le modèle minimal de rapport d'activités pour l'année 2009 - 2010 ;
- **si vous n'avez pas été subventionnée en 2009 - 2010, que vous êtes reconnue et avez un an de fonctionnement et que vous souhaitez être subventionnée en 2010 - 2011**: complétez l'annexe NS + votre plan d'actions 2010 - 2011.

De plus, n'oubliez pas afin que votre dossier soit complet de joindre les documents suivants:

- **une liste des enfants** inscrits dans votre EDD pour l'année écoulée **avec leur date de naissance**. Celle-ci est indispensable pour différencier les enfants et déterminer s'ils ont entre 6 et 15 ans. Si pour des raisons déontologiques, vous ne pouvez révéler les noms et prénoms des enfants, les initiales des noms et prénoms suffisent ;
- **une photocopie des diplômes des animateurs ou coordinateurs**, et ce si vous souhaitez qu'ils soient reconnus comme qualifiés et que vous n'avez jamais envoyé ce document à l'ONE auparavant. Pour les personnes nées en ou avant 1945 et qui auraient perdu leur(s) diplôme(s), une déclaration sur l'honneur suffit.

Les formulaires sont téléchargeables sur le site de l'ONE (www.one.be) en format PDF ou WORD. **ATTENTION! Si vous utilisez le format WORD, il est impératif de conserver la même mise en page et de ne rien modifier à cette dernière.**

Tous ces documents sont à renvoyer à l'adresse suivante :

**ONE -Service ATL/EDD
Chaussée de Charleroi, 95
1060 Bruxelles**

L'ONE enverra un accusé de réception pour chaque dossier rentré.

Si vous avez besoin d'aide, n'hésitez pas à contacter votre Coordination régionale ou le service EDD de l'O.N.E.

Enfin un arrêté relatif à la formation qualifiante d'animateur ou de coordinateur en École de Devoirs !?

On n'y croyait plus et pourtant cette fois-ci, cela semble être la bonne!!! Un arrêté devrait être promulgué pour la fin de l'année 2010 qui permettra enfin de reconnaître la formation de base pour être animateur ou coordinateur en École de Devoirs!

Depuis 2005 nous y travaillons, mais les changements au niveau du Ministre de la Jeunesse à la Communauté française (la Ministre Arena, ensuite le Ministre Tarabella et maintenant la Ministre Huytebroeck) ne nous ont pas facilité la tâche. Cette fois, la proposition d'arrêté relatif à la formation qualifiante d'animateur ou de coordinateur en École de Devoirs est enfin partie dans les rouages des 1^{re} lecture, 2^e lecture... au Gouvernement avant de pouvoir entrer en vigueur et être publiée au Moniteur.

L'objectif est que cet arrêté soit en application pour la fin de l'année 2010 au plus tard.

La parution de cet arrêté permettra également aux animateurs et coordinateurs qui ont suivi les modules-pilotes organisés par la Fédération et la Coordination des Écoles de Devoirs de Bruxelles ainsi que ceux ayant suivi la formation longue organisée par la Fédération, il y a environ huit ans, de pouvoir obtenir une équivalence au brevet.

Nous ne manquerons pas de vous tenir informés de l'évolution de cet arrêté et vous préciserons tous les changements que ce dernier apportera à la formation de base d'animateur et de coordinateur en École de Devoirs dès qu'il sera avalisé.

DES NOUVELLES DU BREVET D'ANIMATEUR ET DE COORDINATEUR EN ÉCOLE DE DEVOIRS

Julie DEGROOTE, animatrice à la FFEDD

Présentation des projets de fin de formation

Ce lundi 31 mai 2010, trois animateurs et une coordinatrice sont venus présenter leur projet de fin de formation, clôturant ainsi leur parcours.

Un peu de stress au début... beaucoup d'enrichissements personnels, d'échanges et de partages par la suite !



Jean-Jacques Kande Mukuna, animateur à l'Ecole de Devoirs « Enfants du monde » à Herstal nous présentait son projet de mise en place d'une équipe de football. Partant d'une nostalgie de ce sport qu'il jouait lui-même quand il était petit dans son pays d'origine, Jean-Jacques voulait faire passer aux enfants de son EDD la richesse que lui avait apporté cette expérience. Esprit d'équipe, solidarité, coopération, mais aussi rigueur, respect des règles établies, contrôle de soi... tant d'éléments que le sport peut apporter aux enfants.

Ainsi, dans son École de Devoirs multiculturelle, où des difficultés de clans apparaissaient, Jean-Jacques souhaitait utiliser le football comme moyen d'unification des enfants, quelle que soit leur culture d'origine. Outre la constitution d'une équipe au sein

de l'asbl, la recherche d'équipements, l'organisation d'entraînements, des matchs ont également été organisés entre différentes EDD qui se sont jointes au projet.

Sa collègue **Valentine Kissika**, animatrice à l'EDD « Enfants du Monde » a souhaité s'atteler, elle aussi, aux difficultés de clans basés sur l'appartenance culturelle rencontrées dans leur EDD. Étant elle-même étrangère, la question de l'accueil et de l'intégration lui tenait à cœur. C'est ainsi que

Valentine a construit un jeu de société qui s'intitule : « Qui es-tu ? ou dis-moi qui tu es ». Ce jeu est l'occasion pour les enfants de parler d'eux-mêmes, de leur parcours d'immigration, de leur famille, de leur pays d'origine, de leur religion... Les enfants sont amenés à livrer une partie de leur vie en dehors de l'Ecole des Devoirs et petit à petit de nouveaux liens se créent, des centres d'intérêts communs se révèlent et les clans disparaissent peu à peu. « Nous sommes souvent amenés à quitter le plateau de jeu pour une petite leçon de géographie, d'histoire, ou encore de religion », nous livre Valentine. Un jeu pour mieux se connaître, un jeu pour créer de nouveaux liens, un jeu aussi de découvertes et d'apprentissages...



D'une toute autre région, **Delphine Verplanken**, animatrice à l'EDD « L'Après 4h » à Ghlin, nous a présenté un jeu de société pour apprendre les tables de multiplication. Sous la forme de la roue de la fortune, les enfants sont amenés à répondre aux tables de multiplication pour obtenir le plus de billets possibles. Mélangeant différents jeux, Delphine y a ajouté « l'appel à un ami », ou « l'appel à la possibilité d'utiliser du matériel » afin d'aider les enfants en difficultés. Des cases « défi de groupe » ont également été élaborées, permettant aux enfants de s'entraider afin de résoudre ensemble un défi mathématique faisant intervenir les tables de multiplication dans la vie quotidienne. Entraide,

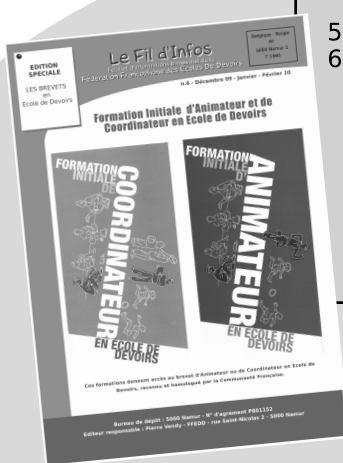


coopération, rapidité malgré les difficultés, plus de facilité avec les tables de multiplication... voilà quelques-uns des apports de ce nouveau jeu au sein de son EDD.

Enfin, **Sabrina Bailliez**, coordinatrice de l'EDD « Bulle de Gom » à Héviliers, venait présenter un projet en vue de l'obtention du brevet de coordinateur en EDD. Son projet visait à changer les mentalités des enfants, des parents, mais aussi des animateurs bénévoles de l'EDD qui voyaient l'EDD uniquement comme un lieu de remédiation scolaire. Par l'intermédiaire de réunions de parents, de conseils de coopération menés avec les enfants, d'activités culturelles, créatives et autres et par l'intermédiaire aussi de réunions d'équipe plus fréquentes où l'on joue, partage et échange, petit à petit les mentalités ont changé. Les enfants ne partent plus dès que les devoirs sont terminés mais souhaitent aussi rester aux autres activités. Les parents n'attendent plus que les devoirs soient finis et corrigés. Les bénévoles proposent régulièrement des jeux ou des activités plus créatives. Un travail de longue haleine et qui est loin d'être clôturé. Néanmoins, le chemin parcouru montre que cela en vaut la peine, et petit à petit, son EDD se construit en réel lieu de développement pour chaque enfant.

Notez tous dans vos agendas la prochaine date de présentation du PAC:

le 5 octobre 2010.



De nouveaux brevets se mettent en place dès septembre

Dès la rentrée, c'est reparti !

Afin d'offrir la possibilité à un maximum d'animateurs de pouvoir suivre le brevet, nous diversifions notre offre. Ainsi, trois possibilités vous seront présentées :

Durant les vacances scolaires

Un brevet d'animateur aura lieu durant les congés de Toussaint et durant les congés de Pâques.

Neuf jours seront donc programmés : les 2, 3, 4 et 5 octobre 2010 durant les congés de Toussaint; et ensuite les 11, 12, 13, 14 et 15 avril 2011 durant les congés de Pâques.

Ces journées se déroulent de 9h à 17h.

Mais la particularité de cette offre, c'est que nous vous offrons un cadre verdoyant, avec la possibilité de dormir sur place, et des animations proposées pour vos enfants durant la journée. En bref, de vraies vacances !

A Bruxelles

Un brevet d'animateur et un brevet de coordinateur seront organisés à Bruxelles. Ces brevets s'étaleront sur 10 journées de 9h à 16h. Les dates fixées sont les suivantes : 24 et 25 janvier 2011, 7, 8, 21 et 22 février 2011, et les 14, 15 et 28, 29 mars 2011.

Le lieu à Bruxelles est encore à déterminer.

A Charleroi

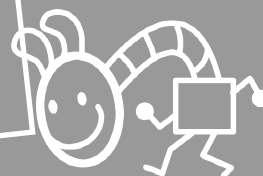
Un brevet d'animateur sera organisé sur Charleroi. Ce brevet s'étale sur 10 journées de 9h à 16h. Les dates fixées sont les suivantes : 16 et 17 décembre 2010; 13 et 14 janvier 2011; 10 et 11 février 2011; 3, 4, 24 et 25 mars 2011.

Pour rappel, pour prétendre au brevet reconnu et homologué par la Communauté française, ces 9 ou 10 journées de formation ne sont qu'une partie de l'ensemble du parcours de formation. Celui-ci comprend six étapes qui doivent être réalisées sur une période de minimum 6 mois à maximum 3 ans. Voici les six étapes qui ne doivent pas forcément être réalisées dans l'ordre cité ci-dessous :

1. suivi de 70h de formation de base (9 ou 10 jours en fonction de l'organisation des journées) ;
2. réalisation d'un stage de 100h dans une EDD reconnue par la Communauté française ;
3. participer à trois matinées de réflexion avec la FFEDD (accompagnement pour le stage, l'élaboration du projet de fin de formation, l'élaboration du plan de formation individualisé) ;
4. suivre des formations complémentaires en fonction du profil de compétences de chacun ;
5. élaborer un projet de fin de formation ;
6. participer à une journée d'échange des projets de fin de formation.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à contacter la FFEDD. Nous pouvons également vous envoyer un « Fil d'Infos » spécial brevet qui explique en détail chacune des étapes.

PLACE AUX INFOS REGIONALES ! La rubrique des Coordinations



Retrouvez toute l'actualité régionale de notre secteur proposée par les Coordinations !

Aedl



Association des Écoles de Devoirs de Liège

LIEGE

Un embryon d'évaluation et un bébé en prévision

par Christian DENGIS

Les projecteurs se sont éteints sur 2009-2010 et je crois qu'à l'AEDL personne ne s'en plaindra tant elle fut éprouvante. D'un point de vue conditions de travail s'entend, car en ce qui concerne le bilan des activités et les relations entretenues avec vous, nos fidèles affiliés, nous en retirons bien des satisfactions. Les formations, les déjeuners-débats et les Temps d'Voir ont, globalement, rencontré les attentes et répondu aux objectifs. Les travaux menés en collaboration avec la FFEDD (commission formations, Filoche, groupes de travail en vue d'optimiser notre travail et de renforcer nos cohérences d'action) évoluent dans le bon sens. Le développement de notre réseau, les diverses collaborations menées, ... sont également des éléments qui nous semblent pencher nettement du côté positif et pour lesquels nous garderons vraisemblablement le cap suivi jusqu'ici.

Cela ne signifie pas pour autant que nous ne tirons pas les enseignements de ce qui s'est moins bien déroulé. Que nenni !

Le jour où vous lirez ces quelques lignes (euh ben non, nous ne sommes pas en direct), notre petite équipe aura sans doute prescrit un remède de cheval aux plus chétives de ses activités ainsi qu'à ses plus vilains manquements.

Mais à l'heure où je rédige ce texte, sous la menace de Nathalie, maîtresse es Filoche, qui tel un chasseur de tête, me pourchasse sans relâche, dès le moindre retard (bon, certes ! 10 jours...allez djo !) pour m'extraire les mots de la plume, nous n'en sommes encore qu'aux premiers constats, à l'évocation d'hypothèses et à la recherche de solutions potentielles.

En vrac donc, les réunions de coordination, que ce soit à Liège ou à Verviers, connaissent un gros coup de mou dû, partiellement sans doute, à la multiplication des autres rendez-vous ainsi qu'à la profusion de communications par mail ; dans une moindre mesure, les lundis créatifs, dans leur formule actuelle, ont eu tendance à s'essouffler un tantinet également.

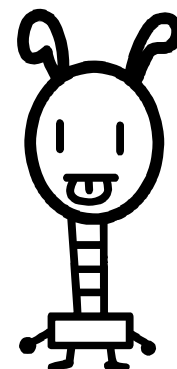
Si les formations ont toutes pu être organisées

malgré leur nombre sans cesse croissant, le nombre de participants par module est lui en baisse. Cela peut paraître logique, les animateurs/trices n'ayant pas un quota d'heures extensible à consacrer à la formation. Argument validé...mais...il reste un bastion important d'associations, d'animateurs/trices et de coordinateurs/trices qui ne viennent pas en formation...du moins chez nous ! Et c'est ce public-là que nous espérons toucher aussi. Copie à revoir donc !

Dans un autre domaine, citons encore la diminution très sensible des candidats volontaires en EDD qui se présentent chez nous et que nous réorientons systématiquement vers l'une de nos EDD affiliées. Gageons que notre changement de localisation n'est pas totalement étranger à ce phénomène. De grandes fenêtres au rez-de-chaussée à proximité d'une gare, de plusieurs écoles et de nombreux kots, il faut bien avouer que ça nous facilitait les choses de ce point de vue.

Ce ne sont là que quelques-uns des chantiers auxquels nous allons nous atteler dans les jours à venir.

Pour la mise en œuvre en 2010-2011, notre équipe, déjà surdimensionnée (...c'est ironique, hein, Madame la Ministre) sera orpheline de Lara. Certains l'avaient subtilement constaté : Lara avait tendance à...euh...disons...s'épanouir... (je marche sur des œufs...c'est souvent susceptible une femme enceinte). Déjouant tous les pronostics des mauvaises langues qui, observant d'un œil torve mon léger (ça a bien le droit d'être susceptible aussi un homme !) embonpoint, misaient sur moi, c'est bien notre sémillante et précieuse jeune collègue qui donnera naissance, au mois d'août, à un petit Romain. Autant vous dire que si Marie-Hélène et moi-même sommes ravis pour elle et pour son prince charmant, nous carburons dès à présent au Prozac avant de nous jeter, derrière la cravate, une bonne dose de boissons énergisantes pour compenser au mieux l'absence de notre petite fourmi hyperactive...





Vivre la diversité au quotidien Vaincre la barrière des langues avec les parents

par Christian DENGIS

En EDD, nous rencontrons souvent des familles dont les parents ne parlent pas français. Comment communiquer et accueillir ces familles ?

Pour débiter notre programmation 2010-2011, nous vous proposons un déjeuner-débat permettant d'explorer les enjeux et les moyens de communication avec les parents qui ne parlent pas ou peu le français.

En partant de situations réelles, cette matinée visera à favoriser le partage d'expériences et la découverte d'outils concrets à adapter à la réalité de chacun.

Les objectifs de cette matinée seront de :

- prendre conscience de la possibilité de communiquer avec les parents même quand on ne parle pas la même langue ;
- percevoir les enjeux de cette communication et de la prise en compte des langues maternelles, pour les enfants et les parents eux-mêmes, dans le contexte de l'EDD ;
- mettre en place des outils concrets de communication, avec les parents, adaptés à la situation et en imaginer des nouveaux.

Quentin VERNIERS du RIEPP (Réseau des Initiatives Enfants-Parents-Professionnels) nous accompagnera tout au long de cette matinée qui aura lieu le mardi 28 septembre de 9h à 13h, rue Sainte Walburge, 71 (au rez-de-chaussée) à Liège.

Information et inscription au 04.223.69.07 - info@aedl.be

Les Lundis Créa-Sciences débarquent à l'AEDL !

par Christian DENGIS

Les Écoles de Devoirs ont pour mission, parmi bien d'autres, d'élargir l'horizon culturel des enfants et de développer leur curiosité.

Cet axe concerne principalement des matières qui sont souvent présentées comme « périphériques » à l'école, en raison des pressions « utilitaristes », mais pour lesquelles nous pouvons offrir un minimum de familiarité, les ressources, mais aussi les compétences des parents étant, peut-être plus là encore, inégales. Sortir du tout scolaire, mais fournir aux enfants des points de repère en diversifiant leur univers conceptuel et culturel, développer leur esprit critique et leur sens analytique pour former des individus réflexifs.

Les lundis cré-actifs ont vécu ! Vive le créatif ! La créativité ne se réduisant pas uniquement aux ateliers artistiques, nous souhaitons l'aborder à travers d'autres pratiques éducatives car il en va de la pédagogie comme de l'amour...un zeste de créativité peut éveiller bien des sens... Et de s(c)i(en)(ce)s, c'est justement de cela qu'il sera question lors de nos nouveaux rendez-vous bimestriels, animés par une animatrice de la Maison de la Science de Liège, les lundis Créa-Sciences !

La science est un domaine qui se prête particulièrement bien au développement d'activités interdisciplinaires, permettant la mise en œuvre d'une pédagogie active par la pratique et la découverte de l'environnement qui nous entoure. Jugez-en plutôt : les cinq séances programmées en 2010-2011 nous entraîneront ¹ à la découverte de l'astronomie, des couleurs et de la lumière, des nouvelles technologies, du son ainsi qu'au cœur d'une station météo et d'un volcan. Et si, comme nous n'en doutons pas, vous deveniez accros, une deuxième saison pleine de surprises est déjà envisagée...

Le premier lundi Créa-Sciences est prévu pour le **4 octobre** ² à La **Maison de la Science**, Quai van Beneden à Liège. Information et réservation au 04.223.69.07 - info@aedl.be

1. Sous réserve de modification
2. A confirmer à la rentrée scolaire

École et École de Devoirs, réflexion en marche !

par Kevin NATELHOFF

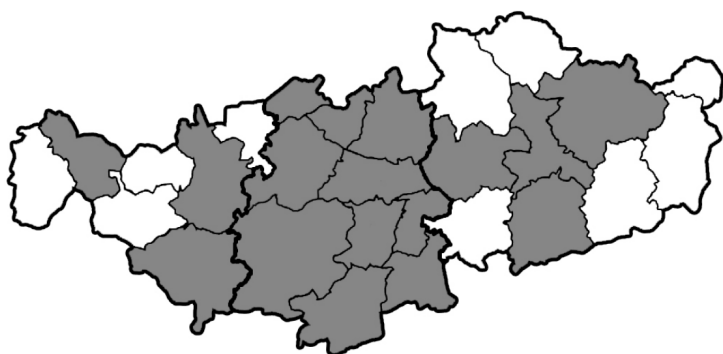
Vous êtes nombreux à avoir participé à des déjeuners-débats liés au cycle de conférences « L'École en questions ». La question de l'école est effectivement au centre de nos préoccupations ; non pas pour les files lors des inscriptions, mais bien sur le rôle de l'école et l'avenir de nos jeunes.

C'est pourquoi, nous désirons poursuivre ces débats au travers de rencontres entre Écoles de Devoirs, et ce, afin de pouvoir débattre de nos constats pour ensuite relayer toutes les informations récoltées auprès des instances concernées.

Dans un premier temps, nous allons récolter un maximum d'informations, de manière à alimenter le débat ; et ensuite nous organiserons des rencontres entre EDD, acteurs de l'enseignement et autres partenaires.

Vous faites face à des difficultés avec les jeunes fréquentant vos Écoles de Devoirs, vous avez du mal à créer des liens entre EDD et école, ou au contraire vous constatez de belles initiatives, une évolution dans les pratiques, etc. Contactez-nous ! info@ceddbw.be

Quelques chiffres sur l'accueil EDD en Brabant wallon



Au 1^{er} juin 2010, nous recensons sur l'ensemble de notre ressort territorial 42 sites d'accueil EDD répartis sur 27 communes. La répartition géographique actuelle des sites est de 5 dans l'Est, 14 dans l'Ouest et de 23 dans le Centre. Comme le montre la carte ci-dessous, toutes les communes du centre du Brabant wallon bénéficient d'un site EDD, tandis que la situation est toute autre dans l'Est et l'Ouest. Ainsi, dans l'Ouest, seules 3 communes sur 7 bénéficient d'un site d'accueil EDD, tandis que dans l'Est 4 communes sur 10 en disposent. Il est intéressant de constater que toutes les EDD de l'Est ont été créées après la parution du décret.

28 pouvoirs organisateurs sont présents dans la province. 27 sites d'accueil EDD dépendent de 19 pouvoirs organisateurs de forme juridique ASBL, tandis que 15 sites d'accueil EDD dépendent de 9 pouvoirs organisateurs communaux. 11 nouveaux sites ont été créés depuis la parution du décret (5 dans le Centre, 5 dans l'Est, 1 dans l'Ouest), tandis que 8 ont été fermés (5 dans le Centre, 3 dans l'Ouest).

Nos relevés au 1^{er} mai 2010 nous permettent de constater que les Écoles de Devoirs présentes en Brabant wallon accueillent près de 1800 enfants. Cela représente 2,83% de la population en âge d'obligation scolaire dans la province. (63 597 enfants. Source : Institut national de statistiques, données au 01/01/2008)

Parmi ceux-ci, la population d'enfants accueillis entre 6 et 12 ans est de 4,16 % de la population de cette tranche d'âge, tandis que la section 13 - 15 ans représente 2,5%. Quant à la population d'enfants accueillis entre 16 et 18 ans, elle est de 0,32%. De nombreuses hypothèses peuvent expliquer cette différence, notamment la complexité des compétences nécessaires à l'accompagnement d'enfants fréquentant le secondaire supérieur, mais aussi le manque de moyens alloués aux Écoles de Devoirs dans leur ensemble.

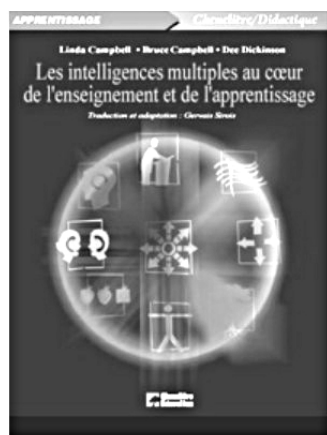
Quoi qu'il en soit, l'accueil EDD en Brabant wallon n'est pas insignifiant, loin de là. L'ensemble de nos EDD se retrouve ainsi avec de longues listes d'attentes. Est-il normal de se retrouver avec tant de listes d'attentes ? En attendant que les pouvoirs politiques prennent la mesure du véritable travail réalisé en EDD et subsidient enfin ce secteur d'une manière correcte, nous devons toujours fonctionner avec des solutions de fortune...

Centre de documentation

par Kevin NATELHOFF

Nous vous rappelons que notre centre de documentation est à votre disposition gratuitement. Vous y trouverez, entre autres, des ouvrages pratiques et théoriques, des jeux collectifs, éducatifs et pédagogiques, mais aussi de la documentation en matière de législation, les dossiers d'épreuves des CEB des années précédentes, etc. La durée des emprunts est de 3 mois renouvelables.

Voici pris au hasard, un exemple de livre et un exemple de jeu à votre disposition :



- LIVRE -

Les intelligences multiples, au cœur de l'enseignement et de l'apprentissage,

CAMPBELL L., CAMPBELL B.,
DICKINSON D., Chenelière
Education, Collection
Apprentissage, 358p.
CANADA 2006

Tous les enfants
n'apprennent pas de la
même façon !

"Les intelligences multiples
au cœur de l'enseignement

et de l'apprentissage" est une ressource absolument remarquable qui présente une analyse de la théorie des intelligences multiples de Howard Gardner, ainsi que les connaissances requises pour intégrer cette théorie à des pratiques efficaces.

Tous les acteurs de l'enseignement peuvent aider les enfants à développer les huit formes d'intelligence et leur enseigner les habiletés fondamentales en adoptant différentes approches. Des outils d'évaluation prêts à être utilisés et des plans d'activités font de cet ouvrage un point de départ et un de référence incontournable. Les auteurs y définissent les huit formes d'intelligence et fournissent une liste de vérification qui permet de reconnaître les qts propres à chacune. Ils traitent également des facteurs environnementaux propices au développement des intelligences multiples et suggèrent des stratégies d'enseignement connexes.

Il s'agit d'une excellente vue d'ensemble sur les intelligences multiples à partir du point de vue des éducateurs. L'ouvrage est rempli d'exercices à réaliser en classe, de ressources, de matériel

d'évaluation et d'idées sur des modules interdisciplinaires. Il contient également une analyse complète de l'intelligence naturaliste, récemment découverte, de même que de nombreuses suggestions d'enseignement.

- JEU -

Carcassonne, WREDE K-J, ALLEMAGNE 2000

Carcassonne est un jeu de pose de tuiles, où l'on construit le plateau de jeu au cours de la partie. Des points sont attribués en fonction de la taille des combinaisons créées — villes, champs, routes.

Le jeu commence avec une seule tuile, les autres étant cachées dans la pioche. Chacun à son tour, les joueurs piochent une tuile et tentent de la placer, en respectant les tuiles déjà placées : les villes et les routes ne peuvent être coupées.

Après avoir placé sa tuile, et uniquement à ce moment-là, le joueur peut, s'il le souhaite, placer un pion sur une des parties de cette tuile (morceaux de villes ou de champs, tronçons de chemins). La ville, le champ ou le chemin formé par les éléments contigus devient alors la propriété exclusive de ce joueur, et personne, pas même le propriétaire, ne pourra y placer d'autre pion en l'agrandissant par une nouvelle tuile contiguë. Cependant, une nouvelle tuile peut réunir des parties disjointes sur lesquelles il y a déjà des pions. C'est alors le joueur qui a le plus de pions qui devient le propriétaire de l'ensemble (si les joueurs sont à égalité, le terrain appartient autant à chacun).

Quand une route ou une ville est complétée, ses propriétaires comptent leurs points (chaque tuile a une certaine valeur), et récupèrent leurs pions. Les pions placés sur les champs y restent jusqu'à la fin du jeu.

Le jeu est terminé quand toutes les tuiles ont été placées. On compte alors des points pour les champs, et pour les routes et les villes non complétées.

N'hésitez donc pas à venir le consulter. Vous trouverez une partie non exhaustive du contenu de notre centre de documentation sur notre site Internet : <http://www.ceddbw.be>





Nouvelle arrivée à la CEDDH...

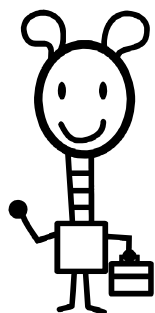
par Armony BEAUJEANT

Nouvel arrivage depuis peu au sein de la sphère des Écoles de Devoirs, j'ai intégré voilà trois semaines la Coordination des Écoles de Devoirs du Hainaut. Huit mois auparavant, j'avais terminé un Master en Animation socioculturelle et Education permanente à l'IHECS, Haute École de Bruxelles. Après de nombreux doutes, prospections et interrogations sur les différentes ouvertures professionnelles que me proposait le secteur socioculturel et celui de l'éducation permanente, je tombe sur ce poste. Alors que je venais de m'installer dans le Hainaut depuis quelques mois et que je commençais à apprécier véritablement la culture locale, ce poste semblait coller parfaitement à mes attentes. Correspondant en de nombreux points à ma formation initiale, je me rends compte aujourd'hui qu'il répond également à mes aspirations professionnelles voire personnelles. Dans le cadre de mon mémoire de fin d'études, j'ai eu l'opportunité de réaliser un outil pédagogique à destination d'animateurs en milieu extrascolaire pour le public 12-16 ans. Sur base d'un support multimédia, cet outil permet de réfléchir autour du thème de la construction identitaire. En coopération avec la Maison de Jeunes Action Josaphat, appartenant à une Maison de quartier bruxelloise, nous avons pu tester notre outil et l'améliorer au fur et à mesure des mises en situation.

Plus tard, j'embarque dans un projet d'échange culturel au Maroc. Une association basée à Essaouira est à la recherche d'animateurs afin de mettre sur pied un atelier ponctuel inscrit dans un projet continu à destination des jeunes de quartier. Sur fond d'atelier vidéo, nous construisons ensemble une réflexion autour de l'émigration et la pérennité des traditions culturelles marocaines.

Ces diverses expériences m'ont éveillée à une nouvelle dimension de l'éducation. Je comprends mieux à présent ce qu'on appelle « l'éducation permanente ».

Aujourd'hui, c'est avec soif de m'investir que je me lance dans cette nouvelle aventure en espérant pouvoir apporter, à ma façon, ma pierre à l'édifice.



Un petit retour sur nos formations 2010

par Caroline SALVATORI

D'octobre 2009 à juin 2010, nous avons initié un groupe de pratiques sur l'accompagnement à la scolarité de l'enfant.

Notre objectif premier était que le devoir devienne porteur d'apprentissages. Nous souhaitons échanger, pouvoir lancer des pistes concrètes, faire découvrir de nouveaux outils, expérimenter des démarches pour que vous puissiez offrir à l'enfant un répertoire riche dans lequel il trouverait un appui méthodologique qui lui corresponde. Autrement dit, pouvoir proposer autre chose que des trucs qui ont fonctionné pour soi.

Le pari n'est certes pas gagné mais tous ont pu repartir avec des pistes à explorer.

Les mathématiques et le français ont récolté tous les suffrages dans les matières à travailler.

Nous avons découvert à la fois des outils concrets, utilisables au quotidien, peu chers, à fabriquer ou en prêts à la coordo ; mais également des supports plus complexes remettant en question nos conceptions arrêtées sur une seule façon d'aborder une problématique.

Dans nos missions, nous n'envisageons que trop souvent l'accompagnement à la scolarité via l'axe « aide aux devoirs et aux leçons ». Or, notre secteur se caractérise par une richesse incroyable : la possibilité d'explorer le monde de manière souple, créative et participative.

La gestion de cet univers « École de Devoirs » ne passerait-elle pas par l'organisation d'activités transversales et cohérentes, en parallèle aux activités scolaires ?

Nous avons tenté de lancer des pistes d'ateliers pédagogiques, entre autres, via des outils tels que la gestion mentale, le brain gym®, les situations-problèmes, les ateliers d'écriture,...

Nous avons bien perçu chez les participants la nécessité, le plaisir et les « bienfaits » de confronter leur travail de soutien au quotidien avec d'autres animateurs.

Ce sujet est bien entendu inépuisable mais les enseignements que nous pouvons tirer de l'évaluation de ces rencontres sont qu'à l'avenir, nous consacrerons plusieurs matinées sur la mise en œuvre d'ateliers pédagogiques, cela afin que vous puissiez être soutenus dans leur conception, dans leur élaboration pratique et que vous puissiez échanger avec le groupe vos expériences de terrain, pouvoir répondre aux imprévus, apporter des modifications, travailler en partenariat...

Nous sommes plus que motivées à reprogrammer ce type d'ateliers, en petits groupes, à votre demande.

École de Devoirs du Biézet à Péruwelz: Ensemble pour l'art, l'art d'être ensemble

par Françoise LASSAUX, EDD du Biézet

L'École de Devoirs du Biézet a pris l'initiative d'un projet artistique intergénérationnel et a obtenu un soutien financier dans le cadre de l'appel à projets du Fonds Delhaize.

L'idée de départ était de permettre à deux publics différents (enfants et résidents d'un home pour personnes âgées) de se rencontrer et de s'enrichir mutuellement. Le fait de faire de l'art ensemble fut pour nous le « vecteur de création de liens ». 6 ateliers ont été organisés avec comme résultat l'organisation d'une exposition au sein du home.

Le projet fut un réel succès. Les enfants se sont réellement attachés aux personnes âgées et on a pu entendre de leur part des commentaires tels que : « moi je travaille de nouveau avec lui.. », « ça fait un petit temps qu'on est venu, il doit s'ennuyer de moi ». Par ailleurs, il n'a pas été rare de voir les enfants non seulement collaborer avec les résidents du home pour réaliser une œuvre commune mais également de prendre la main du résident pour l'aider à réaliser cette œuvre.

Tout ceci dans une bonne humeur et un peu de brouhaha.... Mais cette ambiance semblait convenir à tout le monde.

Nous tenons à partager quelques réflexions à partir de notre expérience. Il nous semble en effet que quelques éléments sont essentiels pour la réussite d'un projet comme le nôtre.

1. Il est important que **la direction et le personnel du home partenaire** aient envie d'accueillir des enfants et acceptent d'être un peu « bousculés » dans leurs habitudes. Nous avons d'abord collaboré avec un home dans lequel le personnel n'était visiblement pas preneur du projet et où la direction était totalement absente lors des ateliers. Résultat : l'animatrice du home était seule avec nous pour gérer une quinzaine de résidents ainsi que la quinzaine d'enfants de l'École de Devoirs. De plus elle était très vite irritée par le bruit et l'animation liée à la présence des enfants. Nous avons eu l'opportunité de poursuivre notre projet au sein du home « les jardins de Picardie » où la directrice nous a accueillis les bras ouverts. Elle était présente à chaque atelier et a mis du personnel en nombre à notre disposition pour encadrer les ateliers. Résultat : les enfants ont eu l'occasion d'être naturels dans les contacts avec les personnes âgées et leur arrivée était vécue par tous comme un souffle de vie bienvenu. Le bruit, les petites taches ... étaient considérés comme « faisant

partie du jeu ».

2. Il est préférable de **maintenir au maximum les mêmes participants** au cours des différents ateliers. Au sein du premier home partenaire « on nous mettait des résidents différents » d'une semaine à l'autre. Résultat : les liens étaient difficiles à construire. Enfants et résidents ne prenaient aucun plaisir à travailler ensemble. Aux « jardins de Picardie » nous avons eu la chance de travailler avec un groupe de résidents relativement stable. Résultats : enfants et résidents étaient contents de se retrouver. Tout cela a pu aller au-delà de l'activité artistique puisque les enfants ont fait le tour de toutes les chambres pour aller effectuer leur chasse aux œufs organisée par le home et que quelques résidents sont venus encourager les enfants dans la construction de leur cabane dans le jardin de l'École de Devoirs.
3. **La présence d'un artiste** amène les techniques artistiques et met en valeur les réalisations. Dans un premier temps nous avons travaillé avec Delphine Moura, notre permanente formée aux Beaux-Arts. N'ayant pu reconduire son contrat au-delà de janvier 2010, nous avons ensuite fait appel à un artiste local, Frédéric Gobert, qui a encadré les 3 derniers ateliers et monté l'exposition. Son intervention a permis d'arriver à un résultat final dont tout un chacun a pu être fier.
4. **La disponibilité du matériel nécessaire.** Pour réaliser ce genre de projet nous avons constaté que pour pouvoir faire quelque chose de valable il est parfois bon de pouvoir disposer de certains matériaux (gouache, pinceaux, aquarelle, fusain, toiles...) dont nous ne disposions pas. Le Fonds Delhaize nous a permis d'acquérir tout le matériel dont nous avions besoin.

Nous nous tenons à la disposition des Écoles de Devoirs désireuses d'en savoir plus sur notre projet.

Pour info : l'École de Devoirs du Biézet :

Rue du Biézet 2 - 7600 Péruwelz,

069/77.05.74 - francoise.lassaux@belgacom.net

Projet intergénérationnel soutenu par le Fonds Delhaize (cohésion sociale)





Calendrier des formations

Cette rubrique vous tient informé des différentes formations organisées par la Fédération et dans l'ensemble des Coordinations régionales.

Pour toute information complémentaire relative aux modules de formation, n'hésitez pas à contacter la Fédération ou votre Coordination régionales !



FEDERATION FRANCOPHONE DES ECOLES DE DEVOIRS

Renseignements et inscriptions :

www.ecolesdedevours.be - 081/24.25.21 - formation@ffedd.be

→ NOVEMBRE 2010 & AVRIL 2011

Une formation qualifiante, donnant accès au brevet d'animateur ou de coordinateur en École de Devoirs.

Brevet homologué par la Communauté française

Cette formation est une corde indispensable au **métier d'animateur ou de coordinateur en École de Devoirs**. En effet, le travail en École de Devoirs représente un métier aux multiples facettes qui exige le développement de **nombreuses compétences** dans des domaines variés tels que l'animation de groupe, la gestion de conflits, l'accompagnement scolaire, les relations avec les familles, etc.

Nous proposons un dispositif qui a pour objectifs spécifiques de permettre à chaque participant d'élaborer des **outils de réflexions**, de **questionner des savoirs** ainsi que d'**acquérir des connaissances pratiques et techniques**, en lien avec la fonction exercée dans l'EDD.

Le parcours complet de formation comprend **six étapes** :

- Module de **formation de base** : Ce module se déroule sur **9 ou 10 journées**, soit **70h** de formation.
- Réaliser un **stage pratique** de minimum 100h pour les animateurs ou de 150h pour les coordinateurs dans une École de Devoirs (pour les coordinateurs, 50h doivent être réalisées en animation et peuvent faire l'objet de dispense).
- Participer à minimum **trois matinées de réflexion** organisées à la FFEDD.
- Suivre des **formations complémentaires** en fonction du profil de compétences de chacun.
- Concrétiser **un projet** de fin de formation.
- Participer à **une journée d'échanges** autour des projets fin de formation.

Afin de varier notre offre de formation et de permettre à un maximum de personnes de suivre ce brevet, cette année nous proposons une formule durant les congés scolaires avec une animation proposée pour vos enfants.

- **Formateurs** : l'équipe de la FFEDD, en partenariat avec 2 organismes de formation, à savoir COALA asbl et Nature et Loisirs asbl Louis Picalausa
- **Nombre de participants** : 15 maximum
- **Dates et lieux** :

**Semaine des vacances de Toussaint
du 2 au 5 novembre 2010 de 9h à 17h.**

Auberge de jeunesse de Namur
Avenue Félicien Rops, 8
5000 Namur

**Première semaine des vacances de Pâques
du 11 au 15 avril 2011 de 9h à 17h.**

Centre Culturel Marcel Hicter La Marlagne
Chemin des Marronniers, 26
5100 Wépion

- **Prix** :

Affiliés : 10€/pers. et 5€/pers. à partir de la deuxième inscription

Non affiliés / Externes : 100€/personne

- **Condition d'accès** : être âgé de 16 ans minimum

- **Concernant l'animation des enfants** :

- Horaire d'animation : les enfants sont pris en charge toute la journée, de 9h à 17h. Le repas de midi est pris séparément.

- Type d'animation :

- Durant les congés de Toussaint : découverte de la ville de Namur et de sa citadelle
- Durant les congés de Pâques : découverte de la nature (faune et flore)

- Âge : nous accueillons les enfants de 3 à 12 ans.

→ OCTOBRE 2010

L'abécédaire du management en asbl

Cette formation vise à permettre aux participants de comprendre et appliquer les législations propres aux asbl. Elle leur permettra aussi de mieux gérer le personnel de l'association (en prenant connaissance des obligations légales) et d'en assurer le suivi auprès du Conseil d'administration.

Durant trois jours, la formation permettra de passer en revue les différents textes législatifs que tout responsable d'asbl se doit de connaître tel que la législation sur les asbl, le volontariat, le règlement de travail ainsi que le rôle et les obligations au niveau des commissions paritaires liées au secteur.



FEDERATION FRANCOPHONE DES ECOLES DE DEVOIRS

Renseignements et inscriptions :

www.ecolesdedevours.be - 081/24.25.21 - formation@ffedd.be

Elle permettra également d'analyser l'organigramme d'une asbl et de pouvoir clarifier les rôles et fonctions des différentes instances.

Cette formation permettra de donner des outils de gestion, de créer un répertoire de bonnes adresses et de références afin de permettre à tous les responsables de savoir où s'adresse au besoin.

- **Formatrices** : *Stéphanie Demoulin*, coordinatrice de la FFEDD ; *Julie Degroote*, formatrice à la FFEDD.
- **Dates** : les 8, 22 et 29 octobre 2010 de 9h à 15h.
- **Lieu** : Rue d'Harscamp, 9 à 5000 Namur

→ OCTOBRE 2010

L'ABC de la comptabilité

Cette formation vise à rendre les participants capables de lire et présenter les comptes annuels et le bilan de leur association. Les participants pourront aussi analyser la situation financière de leur association, établir et gérer un budget, utiliser l'informatique comme outil de gestion.

Durant 2 jours, la formation tentera d'éclairer les bases de la comptabilité afin de pouvoir mieux comprendre la différence entre les comptes de résultat et le bilan, de pouvoir les lire et les présenter aux instances dirigeantes.

Qu'est-ce que représente l'actif et le passif dans un bilan? Quels sont les différentes classes dans un plan comptable et à quoi servent-elles? Quels sont les obligations comptables? Comment calculer mon budget et m'assurer de la viabilité des mes projets et de mon association? Comment organiser mon classement? Comment utiliser les tableurs?

Cette formation vous apportera des réponses à ses différentes questions et vous donnera des outils qui vous permettront d'améliorer votre quotidien en tant que gestionnaire, responsable de votre association.

- **Formateur** : *Scoriels Claude-Etienne*, directeur de Nature et Loisirs (asbl Louis Picalausa).
- **Dates** : en octobre, à déterminer. Journées de 9h à 15h.
- **Lieu** : Rue d'Harscamp, 9 à 5000 Namur

→ OCTOBRE 2010 - AVRIL 2011

A la rencontre de notre système scolaire belge

Les objectifs poursuivis par ce déjeuner débat seront de vous faire découvrir ou d'approfondir vos connaissances concernant le système scolaire belge, de vous situer en tant qu'Ecole de Devoirs par rapport à ce système et de découvrir les structures qui entourent l'école et les relais possibles.

Nous vous apporterons des informations sur les différentes thématiques suivantes afin de bien en comprendre toutes les subtilités :

- les différents niveaux d'enseignement de notre système scolaire : maternelle, primaire, secondaire et supérieur ;
- l'enseignement spécialisé : pour qui, pour quoi, comment... ;
- les différents réseaux, les Pouvoirs Organisateurs, les associations de parents, etc. ;
- quelques textes fondamentaux : le décret missions et le contrat pour l'école.

Ces thématiques feront l'objet de questionnement, de prise de recul, de débat afin de voir quelle place l'Ecole de Devoirs souhaite prendre par rapport au système scolaire.

La méthodologie se veut interactive et participative. Les moments d'apport d'informations alterneront avec des moments de débats, d'échanges, etc. Les participants seront mis en situation de questionnements et de réflexions.

- **Formatrices** : *Stéphanie Demoulin*, coordinatrice à la FFEDD; *Sandrine Piron*, détachée pédagogique à la FFEDD; *Julie Degroote*, formatrice à la FFEDD

• **Dates et lieux :**

En Brabant Wallon

- Date : 26 avril 2011, de 9h à 13h
- Lieu : Maison de la Laïcité, Rue des Deux Ponts, 19 à 1340 Ottignies
- Renseignements et inscriptions : FFEDD, formation@ffedd.be ou 081/24.25.21.

En Hainaut

- Date : 25 novembre 2010, de 9h à 13h
- Lieu : CEDDH, Rue des Forgerons, 82/201 à 7100 La Louvière
- Renseignements et inscriptions : CEDDH, coordo-edd-hainaut@skynet.be ou 064/21.46.56

A Liège

- Date : 18 janvier 2011, de 9h à 13h
- Lieu : AEDL, Rue Sainte Walburge, 71 à 4000 Liège
- Renseignements et inscriptions : AEDL, info@aedl.be ou 04/223.69.07

A Namur

- Date : 28 octobre 2010, de 9h à 13h
- Lieu : FFEDD, Rue Saint Nicolas, 2 à 5000 Namur
- Renseignements et inscriptions : FFEDD, formation@ffedd.be ou 081/24.25.21.



COORDINATION DES ECOLES DE DEVOIRS DU BRABANT WALLON

Renseignements et inscriptions :

www.ecolesdedevoirs.be - 010/61.10.88 - info@ceddbw.be

→ AOUT - SEPTEMBRE 2010

Comment faire rimer lire, écrire et plaisir ?

Lire... écrire pour s'émerveiller, pour chercher des informations, pour rêver, pour son plaisir, pour communiquer, ... ; un enjeu important, essentiel dans notre civilisation de l'écrit. Or, en Écoles de Devoirs, nous sommes souvent confrontés à des enfants qui ont des difficultés à entrer dans l'écrit.

Cette formation visera d'une part, à s'y retrouver dans les différentes méthodes d'apprentissage de la lecture et d'autre part et surtout, à envisager des stratégies à mettre en œuvre pour « aider efficacement » et redonner le plaisir du lire et écrire aux enfants.

Les contenus aborderont les méthodes et stratégies de lecture (les différents courants méthodologiques, les stratégies de lecture, les difficultés rencontrées en lecture, les pistes de solutions) et le plaisir d'écrire (les difficultés rencontrées en écriture et les pistes de solutions).

La méthodologie utilisée par cette formation vise réellement à rendre les participants acteurs, en partant de situations concrètes, rencontrées sur leur terrain.

- **Formatrice** : Anne Bockstael, institutrice primaire licenciée en sciences de l'éducation, ancienne détachée pédagogique de la FFEDD.
- **Dates** : les 30 et 31 août, le 27 septembre 2010 ainsi qu'une quatrième date à déterminer, de 9h à 16h.
- **Lieu** : ASBL Rose-Eau, Grand'Place, 2 à 1370 Jodoigne.

→ NOVEMBRE - DÉCEMBRE 2010

Donner goût aux maths ? C'est possible !

Faire des maths en s'amusant, apprendre à différencier les méthodes, relever des défis transposables en EDD, tant de choses que vous proposez de vivre cette formation.

Le programme mathématique à l'école primaire étant très vaste, nous aborderons certains thèmes définis, tout en essayant de répondre à vos questions, à vos besoins.

Nous vous présenterons aussi, brièvement, la partie mathématique de l'épreuve externe, épreuve que passent tous les enfants de sixième en vue de l'obtention du CEB.

Au départ de devoirs, de défis, de situations problèmes, d'activités ludiques, d'activités que vous nous proposerez ..., nous referons ensemble des mathématiques en essayant de découvrir ce qui nous motive, les freins et les moteurs de l'apprentissage.

Nous vous proposerons et construirons ensembles des outils qui vous faciliteront la tâche lors de l'aide aux devoirs mathématiques.

- **Formatrices** : Sandrine Piron, détachée pédagogique à la FFEDD, Degroote Julie, formatrice à la FFEDD.
- **Dates** : Les 18 novembre, 2 et 9 décembre 2010, de 9h à 13h
- **Lieu** : CEDDBW, Rue des Deux Ponts, 1340 Ottignies.



COORDINATION DES ECOLES DE DEVOIRS DE BRUXELLES

Renseignements et inscriptions :

www.ecolesdedevoirs.be - 02/411.43.30 - cedd-bxl@yahoo.fr

→ SEPTEMBRE - NOVEMBRE 2010

Initiation à la Gestion Mentale

En explorant son propre fonctionnement mental, les participants seront amenés à prendre conscience de la vie évocative et de la dynamique des gestes mentaux. Ils seront invités à pratiquer le dialogue pédagogique. Cette formation sera aussi l'occasion de prendre conscience de la diversité des fonctionnements mentaux au sein d'un groupe et d'apprendre à adapter

ses propres pratiques pédagogiques à cette diversité. Les contenus qui seront principalement abordés dans ce premier niveau sont : les gestes d'attention et de mémorisation, les quatre temps de l'apprentissage, la mise en projet en Gestion Mentale.

- **Formatrice** : Karima El Manzah, formatrice en Gestion Mentale, coordinatrice de Couleurs Jeunes.
- **Dates** : 17 et 24 septembre; 1, 8 et 15 octobre; 12 novembre 2010 de 9h à 14h.
- **Lieu** : Le Piment, Rue de la Colonne, 56 à Molenbeek



COORDINATION DES ECOLES DE DEVOIRS DE BRUXELLES

Renseignements et inscriptions :

www.ecolesdedevours.be - 02/411.43.30 - cedd-bxl@yahoo.fr

→ SEPTEMBRE - NOVEMBRE 2010

Au delà des devoirs, faisons vivre la langue française

Il s'agit de rendre l'animateur créateur de démarches pédagogiques susceptibles de provoquer la prise de parole ou d'écriture en situation de communication. L'objectif est de rendre l'apprenant acteur de son apprentissage, de vivre la langue qu'il apprend. En interagissant avec les autres, l'enfant est mis en situation de comprendre, de dire, de lire et d'écrire. L'objectif de la formation est d'aider l'animateur à construire des activités riches, qui fassent appel à de multiples compétences en s'appuyant sur un cadre de référence méthodologique, sur une connaissance des besoins rencontrés par les enfants issus de l'immigration, dont la langue maternelle n'est pas le français.

Il s'agira également de mettre en évidence des difficultés spécifiques rencontrées par les enfants issus de l'immigration. Le Cadre européen de référence pour l'apprentissage des langues sera également présenté, et nous discuterons ces implications pédagogiques.

Enfin, nous approcherons les différentes compétences (linguistiques et communicatives) qui sont mobilisées lors d'une prise de parole, d'un acte de lecture, d'une production écrite.

- **Formatrice** : *Wivine Dreze*, chercheuse praticienne en didactique du français langue seconde et étrangère, formatrice d'adultes
- **Dates** : les 23, 24 et 30 septembre; 18 et 19 octobre; 8 novembre 2010 de 9h30 à 16h30
- **Lieu** : Centre de Formations Bonnevie - Rue de la Colonne 54 à Molenbeek

→ OCTOBRE - NOVEMBRE 2010

Renouvellement de reconnaissance : évaluation et élaboration du projet d'accueil

Ce module vise à soutenir les coordinateurs d'Ecoles de Devoirs devant renouveler leur reconnaissance en 2011 dans l'évaluation et l'élaboration de leur projet d'accueil en concertation étroite de leur équipe.

Une première matinée sera consacrée à la présentation du décret et du Code de Qualité de l'Accueil.

Une deuxième matinée sera consacrée au projet d'accueil. Nous en déterminerons les différentes composantes : projet pédagogique, règlement, etc.

Les deux matinées et journée suivantes seront consacrées à la présentation du référentiel psychopédagogique pour des milieux d'accueil de qualité.

Temps 1 - Visite guidée du référentiel.

Temps 2 - Mise en relation de situations vécues avec la thématique du référentiel.

Temps 3 - Approfondissement sur des questions amenées par les participants.

Un référentiel bien utile à mobiliser dans la rédaction du projet d'accueil !

- **Formateurs** : *Véronique Marissal* et *Martin Angenot*, CEDD pour la première partie; *Marie Vancappellen*, coordinatrice pédagogique de Badje pour la deuxième partie
- **Dates** :
Le mardi 19 octobre 2010 de 9h30 à 12h30
Le mardi 26 octobre 2010 de 9h30 à 12h30
Le mardi 9 novembre 2010 de 9h30 à 12h30
Le mardi 16 novembre 2010 de 9h30 à 12h30
Le mardi 23 novembre de 2010 9h30 à 16h30
- **Lieu** : Badje, rue de Bosnie 22 à Saint-Gilles

→ OCTOBRE 2010 - MARS 2011

Jouer en École de Devoirs : découverte des jeux de société

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, il n'est pas toujours facile de prendre le temps de jouer en École de Devoirs. Les devoirs nous envahissent, les parents attendent que l'on travaille les apprentissages et non qu'on joue, le temps est limité... Pourtant on apprend lors de ces matinées de jeux. Nous allons collectivement jouer ; jouer pour laisser la place aux jeux dans nos associations respectives!

Chaque matinée sera l'occasion de découvrir en les jouant des jeux autour de différentes compétences.

Matinée 1 - Jeux de langue

Matinée 2 - Jeux de coopération

Matinée 3 - Jeux de mémoire

Matinée 4 - Jeux de stratégie

Matinée 5 - Jeux de mathématiques

Matinée 6 - Jeux d'éveil

Nous analyserons différents jeux joués notamment dans les compétences transversales et particulières qu'ils mobilisent, nous construirons de propositions de variantes notamment dans des adaptations aux grands groupes ou d'autres tranches d'âges, tant d'éléments que nous vous proposons de vivre avec ces matinées jeux!

- **Formateurs** : *Véronique Marissal* et *Martin Angenot* de la CEDD; *Karim Bulif* des Ateliers du Baobab
- **Dates** : les 12 octobre, 2 novembre, 14 décembre 2010, 13 janvier, 22 février et 15 mars 2011, de 9h30 à 12h30
- **Lieu** : Coordination des Écoles de Devoirs de Bruxelles - Rue de la Colonne 54 à Molenbeek



COORDINATION DES ECOLES DE DEVOIRS DE BRUXELLES

Renseignements et inscriptions :

www.ecolesdedevours.be - 02/411.43.30 - cedd-bxl@yahoo.fr

→ NOVEMBRE 2010

A la rencontre de la différence : l'interculturalité

L'objectif de cette formation est de montrer comment prendre en compte les inégalités socio-culturelles dans les démarches pédagogiques et favoriser l'accès au savoir de tous les enfants. Sur quoi prendre appui dans les différentes cultures pour réussir à l'école ? Comment construire une culture commune dans des groupes multiculturels ?

La formation se déroule selon les trois étapes de la démarche interculturelle. La première permet à travers des jeux interactifs de travailler sur les préjugés et stéréotypes ; la seconde propose d'explorer les différences sociales et culturelles pour mieux

comprendre ce qui fait obstacle ou ce qui fait pont dans l'appropriation des codes culturels de l'école ; la troisième présente des projets et démarches interculturels réalisés à l'école et ailleurs.

La formation s'appuie sur des supports vidéos, textes, photos, jeux interactifs et donne une large part à l'analyse des situations concrètes apportées par les participants.

- **Formatrices** : Annick Bonnefond et Sandrine Dochain, formatrices à Cgé (ChanGements pour l'égalité)
- **Dates** : les 18 et 19 novembre 2010, de 10h à 17h
- **Lieu** : Musée de la Fonderie à Molenbeek, en lien avec une exposition interactive sur l'interculturel à l'école et ailleurs MELTING CLASSES, conçue et mise sur pied par CGé à l'occasion des 40 ans du mouvement



COORDINATION DES ECOLES DE DEVOIRS DU HAINAUT

Renseignements et inscriptions :

www.ecolesdedevours.be - 064/21.46.56 ou coordo_edd_hainaut@skynet.be

→ OCTOBRE - DÉCEMBRE 2010

Groupes de réflexion « Prendre du recul par rapport à sa pratique, évaluer et remodeler son projet pédagogique »

Au travers de quatre matinées, nous allons ensemble réfléchir autour du projet pédagogique : Comment suivre le canevas tout en restant en phase avec les réalités du terrain ? Quels sont les axes principaux à intégrer ? La présence de l'ONE lors de la première matinée permettra, entre autre, de situer le paysage des EDD et de définir les contenus du projet pédagogique. Les 3 matinées suivantes seront consacrées à la mise en œuvre de votre projet pédagogique.

Nous attirons votre attention sur le fait qu'en raison des nombreuses Écoles de Devoirs devant renouveler leur dossier de reconnaissance, nous ne pourrions aider à la rédaction du projet pédagogique que dans le cadre de ces groupes de réflexion. Par ailleurs, ces groupes constituent une excellente opportunité de réunir l'ensemble de l'équipe et de l'engager dans cette analyse réflexive.

- **Formatrices** : Caroline Salvatori, licenciée en psychologie, coordinatrice de la CEDDH, Armony Beaujeant, master en animation socio-culturelle, coordinatrice de la CEDDH
- **Dates et lieux** :
 - La Louvière : 21, 22, 28, 29 octobre 2010, à la CEDDH, Rue des Forgerons, 82/201
 - Charleroi : 22, 23, 29, 30 novembre 2010, lieu à

déterminer

- Tournai : 8, 9, 16, 17 décembre 2010, lieu à déterminer

- **Horaire** : de 9h à 13h

→ OCTOBRE 2010

Formation à l'animation de groupe

Cette formation s'adresse à toutes les personnes désireuses d'approfondir ses compétences dans le domaine de l'animation. Les participants seront amenés à vivre de nombreuses activités (jeux de société, de ronde, d'extérieur,... ; chants, danses,... ; activités corporelles ; activités manuelles, découverte du milieu,...), ils seront également invités à construire des jeux, diversifier et imaginer de nouvelles activités créatives,... Des grilles de lecture seront apportées et/ou élaborées, pour tenter de décoder les phénomènes de groupes.

Enfin, les participants seront invités à construire des activités qui pourront être concrètement utilisées dans leurs EDD, en tenant compte des différences de rythmes et de besoins, liées aux différents âges des enfants de leur groupe.

- **Formatrices** : Degroote Julie, formatrice à la FFEDD, Sandrine Piron, détachée pédagogique à la FFEDD.
- **Dates** : les 11, 12, 14 et 15 octobre 2010 de 9h à 15h
- **Lieu** : à déterminer à Mons

Aedl



COORDINATION DES ECOLES DE DEVOIRS DE LA PROVINCE DE LIEGE

Renseignements et inscriptions :

www.ecolesdedevours.be - 04/223.69.07 ou info@aedl.be

→ OCTOBRE - NOVEMBRE 2010

Formation à l'animation de groupe

Cette formation s'adresse à toutes les personnes désireuses d'approfondir ses compétences dans le domaine de l'animation. Les participants seront amenés à vivre de nombreuses activités (jeux de société, de ronde, d'extérieur,... ; chants, danses,... ; activités corporelles; activités manuelles, découverte du milieu,...), ils seront également invités à construire des jeux, diversifier et imaginer de nouvelles activités créatives,... Des grilles de lecture seront apportées et/ou élaborées, pour tenter de décoder les phénomènes de groupes.

Enfin, les participants seront invités à construire des activités qui pourront être concrètement utilisées dans leurs EDD, en tenant compte des différences de rythmes et de besoins, liées aux différents âges des enfants de leur groupe.

- **Formatrices** : Degroote Julie, formatrice à la FFEDD, Sandrine Piron, détachée pédagogique à la FFEDD.
- **Dates** : Les 19 et 26 octobre 2010 et les 9, 16, 23 et 30 novembre 2010 de 9h à 13h
- **Lieu** : asbl sainte Walburge, Rue sainte Walburge, 71 à 4000 Liège.

→ OCTOBRE 2010

Formation « Premiers Soins »

A partir d'un grand jeu, les participants seront amenés à explorer diverses situations d'accident, graves ou moins graves, toutes pouvant être potentiellement rencontrées en EDD. Parmi les contenus abordés, nous retrouvons des thématiques comme les blessures, les fractures, les brûlures, les piqûres et autres, ainsi que des situations liées à des maladies spécifiques (asthme, épilepsie,...). Des gestes plus précis, liés à des situations d'accident plus importants seront expérimentés par les participants. Nous aborderons également des questions concernant le contenu de la pharmacie, les numéros d'urgence et la façon spécifique de communiquer l'information.

Cette formation sera également un lieu d'échanges et de réflexions sur les questions que se posent les participants, ainsi que sur les diverses situations déjà rencontrées en EDD.

- **Formatrice** : Bernadette Peyskens, infirmière spécialisée en soins intensifs et aide médicale urgente.
- **Dates** : les 18 et 25 octobre 2010 de 9h à 15h.
- **Lieu** : Auberge de jeunesse de Liège, Rue Georges Simenon, 2 à 4020 Liège

→ NOVEMBRE 2010 - JANVIER 2011

Accueillir l'enfant venu d'ailleurs

Cette formation vise à analyser les types d'obstacles affectifs, culturels et systémiques pouvant intervenir dans les apprentissages chez les enfants venus d'ailleurs et analyser le fonctionnement du système que constitue l'EDD afin d'identifier la manière avec laquelle ces obstacles sont pris en compte. La formation tentera aussi de mettre en place des stratégies éducatives pour contrer ces obstacles, d'imaginer des partenariats éducatifs entre l'EDD et les familles.

La formation portera plus spécifiquement sur les contenus suivants :

- Les obstacles aux apprentissages et la gestion de la diversité.
- Les stratégies éducatives.
- Les relations avec les familles.
- Élaboration d'un projet éducatif global intégrant une gestion proactive de la diversité.
- Exploration des enjeux des relations écoles/familles populaires dans les langages « hors les mots » : représentations du temps, de l'espace, de l'être/l'avoir, de l'autorité... .
- Décodage des codes culturels implicites enfouis dans la langue française et dans les normes scolaires : comment agir sur les dissonances linguistiques ?
- Quelles méthodes pour aider les enfants à s'adapter aux exigences scolaires ?

- **Formatrices** : Dina Sensi, Dr. en Sciences de l'éducation, formatrice en gestion de la diversité, coach parental, EDEN Academia ; Dany Crutzen, enseignante, romaniste, directrice d'un centre d'accueil pour mineurs, chercheuse durant quinze années à l'ULg (Centre Interdisciplinaire de Formation de Formateurs de l'Université de Liège) et à l'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations.
- **Dates** : les 25 novembre, 9, 14 et 21 décembre 2010, 11, 25 et 31 janvier 2011 de 9h à 13h.
- **Lieu** : AEDL, Rue Sainte Walburge, 71 à 4000 Liège
- **Date limite d'inscription** : le 10 novembre 2010

Aedl



COORDINATION DES ECOLES DE DEVOIRS DE LA PROVINCE DE LIEGE

Renseignements et inscriptions :

www.ecolesdedevours.be - 04/223.69.07 ou info@aedl.be

→ OCTOBRE 2010 - JUIN 2011

Les Lundis Créa-Sciences

Les lundis Créa-Sciences font leur apparition pour 2010-2011. En effet, l'AEDL met la créativité scientifique au menu en proposant cinq rendez-vous bimestriels qui nous entraîneront à la découverte de l'astronomie, des couleurs et de la lumière, des nouvelles technologies, du son ainsi qu'au cœur d'une station météo et d'un volcan. Comment donner le goût des matières

scientifiques aux enfants de façon ludique et créative ? C'est ce que nous vous proposons de découvrir au travers d'un panel d'animations variées.

Dates et thématiques :

le 4 octobre 2010 : les nouvelles technologies

le 6 décembre 2010 : l'astronomie

le 7 février 2011 : les sons

le 4 avril 2011 : la lumière et les couleurs

le 06 juin 2011 : la météo et les volcans



COORDINATION DES ECOLES DE DEVOIRS DE LA PROVINCE DE NAMUR

Renseignements et inscriptions :

www.ecolesdedevours.be - 081/23.03.37 - coordoedd_namlux@skynet.be

→ OCTOBRE 2010

Bosses et bobos

Cette formation tente d'outiller animateurs et coordinateurs en École de Devoirs afin que chacun se sente plus à l'aise face aux ennuis de santé des enfants dont ils ont la responsabilité. L'objectif étant d'acquérir les bons réflexes pour poser les soins appropriés.

Durant cette journée, vous apprendrez à :

- soigner les blessures bénignes (petite plaie, brûlure, piqûre, problème locomoteur, saignement de nez, crampe, contusion,...) ;
- réagir correctement face aux malaises fréquents des enfants (maux de tête, état fébrile, insolation, intoxication, évanouissement, constipation,...) ;
- composer et organiser efficacement une trousse de secours ;
- gérer les fiches de santé des enfants dont on a la responsabilité.

Organisé en 2 parties, le module se compose d'une matinée de mises en situation sous forme ludique et d'une après-midi consacrée aux synthèses, compléments d'informations et échanges sur des cas vécus.

De plus, suite à cette journée, un certificat, homologué par la croix rouge sera délivré aux participants.

- **Formateur** : Philippe Cuvelier, formateur à la croix rouge.
- **Date** : le 21 octobre 2010 de 9h à 15h.
- **Lieu** : Hall Polyvalent de Plomcot, Avenue des Champs Élysées à 5000 Namur.

→ OCTOBRE - NOVEMBRE 2010

Formation alpha : construction d'une boîte à outils (niveau 2)

Cette formation vise à sensibiliser les animateurs des Écoles de Devoirs à la question de l'illettrisme et outiller les personnes ayant suivi le niveau 1 en avril 2010.

La création de ces « outils » d'alphabétisation sera réalisée dans une perspective d'émancipation du jeune.

Les éléments suivants seront travaillés :

- le développement de la confiance en soi;
 - l'ouverture au monde extérieur;
 - la rencontre de différentes cultures et leur confrontation;
 - l'autonomie et la solidarité;
 - le développement des capacités d'analyse critique;
 - le développement de la participation sociale;
 - une alternative aux rapports dominants-dominés qui caractérisent les modes traditionnels de transmission de savoir;
 - une réelle appropriation de l'oral, de l'écrit et des mathématiques dans la diversité de leurs aspects.
- Cette formation permettra de développer des outils de remédiation pour répondre aux difficultés des enfants qui fréquentent les Écoles de Devoirs. Partant des représentations et du vécu des participants, cette action a pour objectif d'élargir le champ de la perception individuelle pour poser le meilleur diagnostic possible et ainsi pouvoir utiliser les approches, les techniques et les outils appropriés.

- **Formatrice** : Dreze Wivine, chercheuse praticienne en didactique du français langue seconde et étrangère, formatrice d'adultes
- **Dates** : les 8, 15 octobre et 19 novembre 2010, de 9h à 13h
- **Lieu** : Hall Polyvalent de Plomcot, avenue des Champs Élysées à Namur

Le système éducatif belge

POUR LES NULS

A la rencontre de notre système scolaire belge

Le dossier que vous avez sous la main a pour but de décortiquer les méandres de l'enseignement en Belgique et de clarifier certaines notions de base afin de vous permettre de mieux comprendre quels peuvent être les différents parcours scolaires possibles pour les enfants, jeunes que vous accueillez dans votre EDD.

Afin d'approfondir ce travail, il nous semble important de pouvoir vous rencontrer. C'est pourquoi, nous allons organiser des **déjeuners-débats dans différentes régions** qui vous permettront d'approfondir vos connaissances sur notre système scolaire belge et de découvrir les différentes structures qui peuvent aider l'enfant en difficultés au niveau scolaire.

Vous voulez en savoir plus sur l'enseignement en Belgique ?

Notez donc que nous vous rencontrerons les matinées de 9h30 à 12h30 à :

- **Namur** le 28 octobre ;
- **La Louvière** le 25 novembre 2010 ;
- **Liège** le 18 janvier 2011 ;
- **Ottignies** le 26 avril 2011.

Ces déjeuners-débats se veulent être le point départ d'un projet que nous souhaitons réaliser sur deux années dont l'objectif final sera de rencontrer les enseignants et d'entamer avec eux une réflexion, discussion autour du devoir et de la remédiation.

Apprendre à s'y retrouver dans notre système éducatif complexe

Le système éducatif belge

POUR LES NULS



À mettre dans toutes les mains !

SOMMAIRE

P. 28 - LES TEXTES FONDATEURS DE L'ENSEIGNEMENT EN COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

P. 37 - LES NIVEAUX ET TYPES D'ENSEIGNEMENT EN COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

P. 56 - LES DIFFÉRENTS RÉSEAUX DE L'ENSEIGNEMENT EN BELGIQUE

P. 58 - LES DIFFÉRENTES PÉDAGOGIES

P. 60 - LES DIFFÉRENTS ACTEURS AU SEIN DE L'ÉCOLE

P. 62 - LES AUTRES PARTENAIRES GRAVITANT AUTOUR DE L'ÉCOLE

P. 70 - LES INFORMATIONS UTILES POUR LES JEUNES ET LES PARENTS

P. 72 - LEXIQUE ET ABRÉVIATIONS

P. 73 - BIBLIOGRAPHIE



Les textes fondateurs de l'enseignement en Communauté française

Stéphanie DEMOULIN, coordinatrice à la FFEDD

L'enseignement belge est régi par de nombreux textes législatifs.

Le tout premier texte de référence est la Constitution belge, datée de 1831, dont les articles 24 et 127 traitent de l'enseignement. Ce texte reconnaît la légitimité, voire la priorité, de l'initiative privée en matière d'enseignement. Il précise qu'une double liberté est consacrée : la liberté pour tous d'organiser un enseignement et celle de choisir l'école à laquelle confier ses enfants.

Vers 1878, des divergences de points de vue entre catholiques et libéraux concernant le rôle à jouer par l'État en matière scolaire apparaissent.

En 1879, l'adoption par les libéraux d'une loi supprimant le cours de religion dans les écoles primaires et obligeant chaque commune à construire et entretenir une école primaire officielle, laïque et neutre déclenche une guerre scolaire qui s'achèvera en 1884 par le retour au pouvoir des catholiques et l'annulation des décisions antérieures.

Ensuite, une seconde guerre éclate dans les années 1950 autour du subventionnement des écoles secondaires catholiques. C'est ainsi qu'on verra promulguer **le Pacte scolaire, second texte de référence**, adopté en 1958, qui rétablit la paix par un compromis: l'État étend son offre scolaire afin de satisfaire les besoins de la population, et s'engage par ailleurs à subventionner les écoles des autres réseaux.

Ce Pacte scolaire réaffirme la liberté de choix et consolide ainsi un système dans lequel les options des usagers influencent fortement l'ouverture ou la fermeture des écoles et des moyens qui leur sont attribués.

L'obligation scolaire voit le jour en 1914 : la scolarité est un droit fondamental et l'obligation scolaire est envisagée comme un moyen d'émancipation et d'intégration des

classes populaires. Mais à cette époque, l'obligation concerne les jeunes âgés de 6 à 14 ans. Il faut attendre 1983 pour qu'elle soit prolongée jusqu'à 18 ans afin de faire face au chômage des jeunes et aux

besoins technologiques de l'économie mondialisée.

En 1997, le Décret « Missions » est voté afin de définir les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

En juin 1998 est voté le **Décret « Discriminations positives »** qui vise à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives.

Par la suite, de nombreux autres textes et décrets organisant l'enseignement vont voir le jour :

- le décret de 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental ;
- le décret de 1998 portant sur l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement ;
- la loi de 1971 relative à la structure générale et l'organisation de l'enseignement secondaire ;
- AR de 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire ;
- ...

Enfin **en 2005**, le Gouvernement adopte le **« Contrat pour l'École »** qui s'articule autour de dix priorités et doit servir à ce que les efforts de tous aillent dans la même direction: **aller chercher chaque enfant là où il est et l'amener au maximum de ses potentialités.**

Afin de vous permettre de mieux comprendre la manière dont est régi l'enseignement en Belgique, nous avons décidé de vous présenter plus en détails, mais sans être exhaustifs, deux des principaux textes de loi à savoir : le décret « Missions » et le « Contrat pour l'École ».

D'autres décrets auraient été intéressants à développer tels que celui sur la discrimination positive ... mais nous avons dû faire des choix! Si vous souhaitez obtenir davantage de renseignements sur ces textes fondateurs, nous vous conseillons de vous rendre sur le site www.enseignement.be et d'aller dans la rubrique « Système éducatif - textes fondateurs » et vous pourrez alors visualiser tous les textes fondateurs et retrouver l'entièreté des décrets qui régissent notre système scolaire belge.





Le décret « Missions »

Stéphanie DEMOULIN, coordinatrice à la FFEDD

En juillet 2007 est voté le décret « Missions » qui est le premier texte législatif énonçant et expliquant les objectifs de l'enseignement obligatoire.

Ce décret est vu comme un tournant pour le milieu scolaire car il capitalise et annonce d'autres initiatives décrétales dont la visée explicite est de réformer le système. C'est un grand pas pour l'enseignement en Belgique.

➔ En quoi consiste le décret « Missions » ?

Définition des objectifs de l'enseignement

Le décret « Missions » définit d'abord les quatre grands objectifs de l'enseignement qui doivent être poursuivis simultanément et sans hiérarchie (art. 6 du décret). Ces objectifs sont les suivants :

1. promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves ;
2. amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle ;
3. préparer tous les élèves à être citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures ;

4. assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale.

Réformes structurelles de l'enseignement

Le décret « Missions » organise ensuite les structures devant permettre d'atteindre ces objectifs, ce qui engendre d'importantes réformes structurelles.

Les différents éléments importants que l'on retrouvera dans le décret « Missions » sont les suivants :

1. La structure par **cycles** afin de permettre à l'élève de progresser plus facilement à son rythme (art. 15).
2. La promotion d'une **école de la réussite**.
3. Un **parcours scolaire continu** est prévu dans le cadre d'un « **continuum pédagogique** » entre l'entrée en maternelle et la fin de la 2^e secondaire. A la fin du premier cycle secondaire (à suivre en 3 ans maximum), le conseil de classe prend une décision en matière d'orientation vers les filières générale, technique ou professionnelle.

Suite à ces 2 premiers points, la structure de l'enseignement obligatoire devient la suivante :

Continuum pédagogique	1 ^{re} étape	1	Enseignement maternel
		2	
		3	
	2 ^e étape	1	Enseignement primaire
		2	
		3	
		4	
	3 ^e étape	5	Enseignement secondaire
		6	
		1	
		2	
		3	
		4	
		5	
		6	

4. L'approche par **compétences** (art. 5): socles de compétences, compétences transversales, compétences disciplinaires, etc. qui servent de fondement aux programmes d'études élaborés par chacun des réseaux.

5. Le renforcement des **droits** et de l'**égalité des élèves** en organisant un contrôle plus strict des conditions de :
 - refus d'inscriptions : il **impose à toute école d'inscrire un élève** qui en fait la demande (s'il est majeur) ou dont les parents en font la demande (s'il est mineur), sous la condition qu'il reste de la place dans l'école et que les demandeurs acceptent les 3 projets (projet éducatif, pédagogique et d'établissement) et les 2 règlements de l'école (le règlement des études et le Règlement d'Ordre Intérieur).
 Pour faciliter les inscriptions des élèves (suite à un refus d'inscription ou à un renvoi) des commissions décentralisées sont instaurées dans chaque réseau ;
 - renvoi et décisions des conseils de classe : le décret « Missions » reconnaît le **droit de recours** des jeunes et de leurs parents en matière de renvoi (art. 89, 90) et, dans l'enseignement secondaire, aux décisions du conseil de classe (art. 96, 97) ;
 - participation financière: rappel de la **gratuité** de l'accès à l'enseignement et la liste des frais qui peuvent être demandés aux parents est strictement limitée (art. 100).

6. Le **conseil de participation est obligatoire** dans chaque établissement scolaire depuis 1997.
 Ce Conseil de participation comprend le chef d'établissement, des délégués de la Communauté française, des membres du personnel, des parents et élèves élus par leurs pairs.

Le Conseil de participation se réunit au moins deux fois par an.

Les missions du Conseil de participation sont, entre autres, les suivantes :

- débattre du projet d'établissement et évaluer périodiquement sa mise en oeuvre;
- remettre un avis sur le rapport d'activités et formuler dans ce cadre des propositions pour l'adaptation du projet d'établissement;
- mener une réflexion globale sur les frais réclamés en cours d'année, notamment ceux liés à des activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet d'établissement;

- étudier et proposer la mise en place d'un mécanisme de solidarité entre les élèves pour le paiement des frais visés au point précédent.

7. Les documents reprenant le fonctionnement des écoles : le **projet éducatif** (art. 63), le **projet pédagogique** (art. 64), le **projet d'établissement** (art. 67), les **règlements d'ordre intérieur** (art. 76) et **des études** (art. 78) et le **rapport annuel d'activités** (art. 72).

Enfin, le décret « Missions » jette aussi les bases d'**autres décrets importants** qui ont été mis en application plus tard et qui prévoient la gestion :

- des compétences (art. 16, 25, 35) ;
- des « discriminations positives » pour assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale (art. 6) ;
- du « pilotage » (art. 61) ;
- de la formation initiale des instituteurs et des régents pour laquelle il est prévu le développement de 13 compétences ;
- de l'évaluation externe des compétences (art. 16, 25, 35) ;
- des missions d'information et d'orientation des Centres PMS (art. 21, 22, 23, 32, 59, 60) ;
- de la promotion de la santé à l'école.



Concrètement, comment a-t-il été mis en place ?

L'étude de l'UFAPEC, « L'évolution de l'enseignement en Communauté française de Belgique depuis le décret « Missions » (1997) dans le contexte européen » (Étude UFAPEC 2009 n°24), nous permet de voir quelles ont été les grandes nouveautés de l'enseignement depuis le décret « Missions ». Nous en pointerons ici quelques-unes mais si vous voulez en savoir plus, nous vous conseillons de lire cette étude que vous pourrez télécharger sur le site de l'UFAPEC dans la rubrique « Études et analyses » (www.ufapec.be).

Les effets concrets du décret « Missions » sont donc :

1. Tenter de réduire les redoublements :

Le taux de redoublements reste important en Communauté française. L'un des moyens trouvés par le Gouvernement pour diminuer ce taux est le **cycle « à l'intérieur duquel l'élève parcourt sa scolarité de manière continue, à son rythme et sans**

redoublement ». Le redoublement doit donc être exceptionnel.

Mais en pratique, cette formule est-elle la plus adéquate? Cela n'engendre-t-il pas des retards scolaires et qui se terminent par un redoublement en fin de cycle avec des lacunes plus importantes à récupérer?

Pour que cela fonctionne, il faut absolument revoir le processus afin de développer une réelle individualisation des parcours de formation, fondée sur une structure scolaire et didactique, et qui permette cette différenciation de l'enseignement, un meilleur suivi du jeune, une évaluation formative et des méthodes actives dans toutes les classes. Pour ce faire, les enseignants doivent être plus soutenus et mieux formés au décèlement rapide des difficultés rencontrées par les jeunes. Ces jeunes devraient alors être rapidement pris en charge par un service de remédiation compétent.

Il en est de même pour les **apprentissages par compétences** qui doivent être réellement revus et mis en adéquation par rapport aux évaluations. En effet, il faudrait réinterroger le statut de l'erreur dans les apprentissages, la place que l'on réserve à l'évaluation formative mais aussi la manière de certifier les compétences.

Parler en terme de compétences est un grand changement mais les enseignants doivent y être formés.

2. Faciliter la transition du primaire au secondaire :

Le passage entre l'enseignement primaire et secondaire reste un moment difficile à vivre pour bon nombre de jeunes qui doivent, souvent, quitter un environnement familial, sécurisé, qu'ils connaissent bien afin de s'adapter à l'univers inconnu et complexe du secondaire. Des études ont montré que ce changement pouvait être une des causes du décrochage scolaire. C'est pourquoi le décret « Missions » invite les écoles à faciliter cette transition dans le cadre des projets d'établissement et insiste sur la nécessité d'assurer la continuité entre l'école maternelle et les deux premières années du secondaire, ce que l'on appelle le **continuum pédagogique**. Ce dernier doit être structuré en trois étapes visant à assurer à tous les élèves les socles de compétences nécessaires à leur insertion sociale et à la poursuite de leurs études :

- de l'entrée dans l'enseignement fondamental à la fin de la deuxième année primaire ;
- de la troisième à la sixième année primaire ;
- les deux premières années de l'enseignement secondaire.

Le Gouvernement a également, en vue de faciliter cette transition, réformé le **premier degré du secondaire qui est devenu un**

premier différencié qui remplace donc la 1^{re} B (année d'accueil) et la 2^e professionnelle. Ce degré vous est expliqué plus en détails dans un autre article.

Mais malgré toutes ces mesures, le constat sur le terrain est que toutes les écoles ne sont pas toujours vigilantes à l'importance de faciliter cette transition qui reste encore trop souvent mal vécue par nos jeunes. C'est ici que les Écoles de Devoirs ont un rôle à jouer comme facilitateur.

3. Réduire les abandons scolaires prématurés:

Comme énoncé plus haut, le redoublement est souvent la cause de décrochages et abandons scolaires. En voulant diminuer le taux de redoublement, le Gouvernement souhaite également enrayer le processus de décrochage scolaire mais les mesures mises en place jusqu'à présent pour lutter contre le redoublement n'étant pas suffisantes, d'autres mesures ont été organisées pour lutter contre le décrochage scolaire. C'est ainsi qu'on a vu apparaître des dispositifs tels que **les SAS (Service d'Accrochage Scolaire) mais aussi les médiateurs scolaires, les équipes mobiles** et la création d'une cellule administrative de coordination des actions de prévention du décrochage scolaire et de la violence. Ces différents dispositifs, à l'exception de la cellule administrative, vous sont présentés dans un autre article concernant les acteurs autour de l'école.

La question aujourd'hui est de savoir si, au lieu de multiplier ces dispositifs, il ne vaudrait pas mieux renforcer la formation des enseignants, mettre du personnel qualifié pour la remédiation et le soutien des enfants en difficulté au sein des écoles? Ne serait-ce pas là le moyen de donner à tous les mêmes chances de réussite?

4. Favoriser les traitements différenciés:

Suite au décret « Missions », des mesures ont été prises afin de traiter différemment des situations distinctes : le financement différencié, les discriminations positives et les classes-passerelles.

- Le financement différencié

Depuis 2005, une certaine proportion des subventions de fonctionnement des écoles est mise en commun au sein de réserves. Cette réserve est redistribuée de manière solidaire entre les établissements selon des critères de taille et d'indice socio-économique des élèves fréquentant l'école.

- Les discriminations positives

« La discrimination positive ne vise pas l'égalité formelle mais l'égalité de résultats. Cet objectif justifie que les moyens employés puissent être en contradiction avec le principe de l'égalité de traitement des citoyens. Dans certains cas, il s'agit seulement de 'donner plus à ceux qui ont moins' (traitement différencié); dans les cas où les ressources sont limitées et les biens rendus accessibles rares, les critiques de la discrimination ont estimé que l'on 'deshabillait Pierre pour habiller Paul'. »¹

Les écoles, reconnues en « discrimination positive », se sont vues accorder des moyens supplémentaires pour mettre en oeuvre la différenciation des apprentissages tels que des moyens humains supplémentaires et des moyens de fonctionnement.

Au niveau de l'encadrement différencié, un décret organisant un encadrement différencié a été voté en avril 2009 mais les moyens pour le mettre en place n'ont pas été dégagés. C'est ainsi qu'on a vu proposer cette année le décret « Robin des Bois » selon lequel les écoles dites riches doivent donner aux plus pauvres, mais cette proposition n'aurait eu pour conséquence que de déforer les écoles ayant les moyens nécessaires pour fonctionner. Le Gouvernement doit dégager des fonds et cela sans diminuer d'autres subsides de l'enseignement.

- Les classes-passerelles

L'objectif des classes-passerelles est d'assurer l'accueil, l'orientation et l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement fondamental et secondaire.

Une classe-passerelle peut être ouverte à partir de 8 élèves dans le fondamental et de 10 dans le secondaire et doit être créée, en Wallonie, près des centres d'accueil.

Les jeunes y sont accueillis pour une période qui varie d'une semaine à six mois ou un an. Les compétences du jeune seront alors évaluées par le conseil d'intégration qui l'orientera vers une année de l'enseignement primaire ou secondaire adapté.

Le problème, à l'heure d'aujourd'hui, est le manque de structures organisant ces classes-passerelles et la localisation de celles-ci. C'est pourquoi les EDD sont de plus en plus souvent appelées à jouer ce rôle de classes-passerelles, or ce n'est pas leur rôle. Là aussi, il y a une réflexion à mener.

5. Les inégalités persistantes:

En Belgique, l'enseignement en Communauté française figure parmi les plus inégalitaires au niveau de l'Union Européenne. Il se caractérise par :

- De grandes inégalités entre les élèves

En Belgique, l'écart-type entre les meilleurs élèves et les moins bons est très important. C'est le plus élevé de toute l'Europe occidentale.

On constate également que les résultats des élèves sont directement liés au statut socioprofessionnel des parents. Ce qui veut donc dire que notre système scolaire ne parvient pas à pallier ces inégalités. De fait, à partir du moment où un véritable soutien des jeunes dans leurs apprentissages n'est pas organisé par les écoles et que bon nombre de parents doivent payer des cours particuliers à leurs enfants, comment pourrait-il en être autrement? C'est ici que les EDD jouent un rôle primordial, mais elles se voient aussi attribuer une mission qui n'est pas la leur!

- De grandes inégalités entre les établissements

On aborde ici le problème des écoles dites « élitistes » et des autres, dites « poubelles ». En effet, il n'est pas rare de constater que des écoles, essentiellement dans le secondaire, ont tendance à générer des échecs et de les exporter. Tandis que d'autres n'ont parfois pas d'autres choix que d'accueillir les élèves en situation d'échec.

Afin de lutter contre ce fait, le Gouvernement a mis en place des décrets « inscription » et « mixité », mais est-ce vraiment la solution à la mixité sociale? Ces décrets n'ont-ils justement pas renforcé et mis en avant les écoles « élitistes »?

Le décret « Missions » stipulant bien que toute demande provenant d'enfants majeurs ou de parents doit être acceptée pour autant que l'établissement en ait la capacité, ne faudrait-il pas prévoir plus de contrôle et ce à tous les stades de l'enseignement, que ce soit en primaire ou en secondaire? N'y aurait-il pas aussi un travail de réflexion et de formation à mener auprès des directions et des pouvoirs organisateurs des établissements scolaires?

6. L'apprentissage par compétences:

Comme cela a déjà été évoqué précédemment,

¹ ROBERT Bénédicte, « Les politiques de discrimination positive », dans « Sociologie du système éducatif, les inégalités scolaires », éd. Paris : PUF, août 2009.

le décret « Missions » a fait naître la notion d'apprentissage par compétences. L'enseignement ne doit plus être centré sur les contenus à dispenser mais plutôt sur les capacités des élèves à apprendre.

Des nouveaux programmes ont donc été rédigés et sont en application depuis septembre 2001. Au lieu d'utiliser les mots « leçons » et « exercices », on emploiera plutôt les « situations », « projets » et « tâches ».

Mais la mise en place de cet apprentissage n'est pas chose aisée car, comme nous l'avons vu plus haut, il faut revoir également le système des évaluations mais aussi la formation des enseignants. Certains enseignants soulèvent les difficultés de mobiliser les jeunes face à ces apprentissages par projet mais les enseignants sont-ils suffisamment formés à ces apprentissages par compétences?

En effet, différentes études montrent le rôle primordial qu'exercent les enseignants dans le développement de la qualité de l'enseignement. « L'enseignant ne peut se contenter de préparer des leçons, cours ou séquences d'apprentissage, il doit sans cesse interroger son enseignement du point de vue de l'apprentissage effectif de ses élèves, pris dans leur diversité. Cela nécessite une décentration permanente qui requiert, pour sa formation, un entraînement systématique à l'analyse des situations d'apprentissage. »²

Dans le décret définissant la formation initiale des instituteurs et des régents, de décembre 2000, treize compétences à développer chez les enseignants ont été définies :

- **mobiliser des connaissances en sciences humaines** pour une juste interprétation des situations vécues en classe et autour de la classe et pour une meilleure adaptation aux publics scolaires ;
- entretenir avec l'institution, les collègues et les parents d'élèves **des relations de partenariats efficaces** ;
- être informé sur **son rôle au sein de l'institution scolaire** et exercer la profession telle qu'elle est définie par les textes légaux de référence ;
- maîtriser les savoirs disciplinaires et interdisciplinaires qui justifient l'**action pédagogique** ;
- maîtriser la **didactique disciplinaire** qui guide l'action pédagogique ;
- faire preuve d'une **culture générale** importante afin d'éveiller l'intérêt des élèves au monde culturel ;
- développer des **compétences relationnelles** liées aux exigences de la profession ;
- mesurer les **enjeux éthiques** liés à sa pratique quotidienne ;
- **travailler en équipe** au sein de l'école ;

- **concevoir des dispositifs d'enseignement**, les tester, les évaluer et les réguler ;
- entretenir un rapport critique et autonome avec le **savoir scientifique** passé et à venir ;
- planifier, gérer et évaluer des **situations d'apprentissage** ;
- porter **un regard réflexif sur sa pratique** et organiser sa formation continuée.

Ces compétences ne sont pas à remettre en cause, mais peut-on vraiment acquérir toutes ces compétences en trois ans? L'étude de l'UFAPEC pointe la durée de la formation initiale des enseignants du primaire et du secondaire inférieur qui est, en Communauté française, la plus courte de toute l'Europe. Par contre la durée de la formation des enseignants du secondaire supérieur est équivalente aux autres pays européens. N'est-ce pas là le travail à mener? Ne doit-on pas revoir cette formation de base et prôner encore plus la formation continue afin qu'elle soit réellement porteuse?



En conclusion...

Toutes les réformes de l'enseignement ont été mises en place pour lutter contre deux constats alarmants:

- l'école est inéquitable car il y a de grands écarts entre les établissements scolaires mais aussi parce que la réussite des élèves dépend de leur origine socioculturelle ;
- l'école est inefficace car le taux de redoublement et le nombre de jeunes quittant l'enseignement sont élevés.

Ces constats prouvent que l'école tend à renforcer les inégalités entre les élèves et non à les abroger. En effet, dès leur entrée en maternelle ou en primaire, les enfants n'ont pas les mêmes bagages culturels, les mêmes compétences et l'école a tendance à renforcer ces inégalités.

C'est pourquoi le Gouvernement a promulgué différents décrets tels que le décret « Missions » afin d'enrayer ce processus et de favoriser une meilleure mixité sociale dans les écoles mais aussi en redonnant du sens aux apprentissages. Car la transmission des savoirs ne doit plus être une fin en soi mais l'important est bien le développement chez les jeunes de compétences leur permettant d'acquérir ces savoirs.

Nous ne pouvons que saluer ces intentions, ces décrets mais constatons que sur le terrain, il y a encore un grand chemin à parcourir...

Nous n'en sommes encore qu'aux prémices d'un enseignement efficace et égalitaire mais nous mettrons tout en œuvre pour que cela soit le cas assez rapidement!

² MEIRIEU Philippe, « Communications aux journées de travail organisées par le Conseil supérieur de l'Éducation d'Espagne sur la formation des enseignants », 25 et 26 octobre 2005.



Le contrat pour l'école

Julie DEGROOTE, animatrice à la FFEDD

Le 21 janvier 2005, le Gouvernement de la Communauté française adopte le « contrat pour l'école ». Ce dernier est composé d'une série de mesures visant une réforme profonde du système scolaire belge francophone.

Ce « contrat pour l'école » est basé sur le constat de quatre difficultés majeures que rencontre le système scolaire belge francophone. Suite à ce constat, 6 objectifs sont énoncés, et 10 priorités fixées d'ici 2013. Le « contrat pour l'école » s'est ainsi laissé huit ans pour atteindre ses objectifs. Que dit ce contrat? Aujourd'hui, 5 ans plus tard, où en est-on?

Le constat de quatre difficultés majeures inhérentes à l'institution scolaire

Le Gouvernement de la Communauté française fait le constat de quatre difficultés qui influencent la qualité, l'efficacité et l'équité de l'enseignement.

Ces difficultés sont les suivantes :

1. Les apprentissages de base ne sont pas suffisamment maîtrisés par tous nos élèves. Ces apprentissages sont pourtant nécessaires aux apprentissages ultérieurs, et permettent à chacun de devenir un citoyen actif.
2. Le taux de diplômés du secondaire est trop faible et le taux de redoublement est trop élevé dans notre enseignement.
3. Les différents établissements scolaires ne garantissent pas un enseignement optimal pour chacun des élèves. Cette différence de qualité entre les établissements renforce une ségrégation scolaire inacceptable dans notre société.
4. Certains choix d'options ou de filières sont vécus comme une forme d'échec, de relégation.

Les six objectifs fixés par le contrat pour l'école

Pour tenter de pallier efficacement les quatre difficultés pointées par le Gouvernement de la Communauté française, le « contrat pour l'école » fixe six objectifs quantifiés qui devront être atteints pour 2013.

► Objectif 1 : augmenter le niveau d'éducation de la population scolaire

L'idée étant de doter les jeunes d'un diplôme reconnu. D'ici 2013, le « contrat pour l'école » vise :

- 100% d'élèves obtenant le Certificat d'Etudes de Base (C.E.B.) à 14 ans ;
- 85% des jeunes diplômés de l'enseignement secondaire supérieur qualifiant ou de transition ;
- Moins de 10% de jeunes quittant prématurément l'école.

► Objectif 2 : améliorer les performances de chaque enfant

Le contrat souhaite une amélioration des performances des élèves les plus faibles en math, lecture et sciences. L'objectif visé ici est bien de diminuer la proportion d'élèves ayant de mauvais résultats et de rejoindre la moyenne européenne dans l'acquisition des performances citées ci-dessus.

► Objectif 3 : augmenter le nombre d'élèves « à l'heure »

Le nombre d'élèves « à l'heure » signifie le nombre d'enfants ayant atteint les compétences terminales sans avoir doublé une année. Le redoublement est ainsi pointé



© ramonzarat

comme une mesure inefficace, et le contrat entend proposer des alternatives pédagogiques et des structures crédibles afin d'offrir d'autres possibilités que le redoublement.

► Objectif 4 : favoriser la mixité sociale dans chaque établissement scolaire et dans chaque filière

La mixité sociale à l'école reste quelque chose de très compliqué. Effectivement, le regroupement des élèves se fait selon le niveau, l'aisance sociale ou l'origine culturelle. Cependant, si l'école est un lieu où l'on forme des futurs citoyens, cela nécessite forcément une mixité sociale et culturelle. Le « contrat pour l'école » entend mettre en place des stratégies permettant aux enseignants de détecter les mécanismes de ségrégation et aux pouvoirs organisateurs de les supprimer.

► Objectif 5 : mettre sur pied d'égalité les différentes filières d'enseignement afin que le choix de la filière soit un choix positif

Aujourd'hui, on constate une dévalorisation massive des filières professionnelles. De plus, le choix de la filière se fait généralement à partir d'un échec ou d'une incapacité à poursuivre dans la filière actuelle.

L'objectif visé ici par le contrat est :

- d'une part, réduire progressivement le nombre d'attestations d'orientation restrictive délivrées à l'issue du premier degré de l'enseignement secondaire;
- d'autre part, permettre à chaque élève d'atteindre des performances semblables dans les matières de base quelle que soit la filière choisie.

► Objectif 6 : lutter contre tous les mécanismes de relégation qui existent au niveau des établissements d'enseignement

Comme nous l'avons déjà dit les mécanismes de relégation sont courants au sein du système scolaire : orientation des élèves faibles vers des écoles réputées plus faciles, vers des classes plus aisées, vers des options réputées moins exigeantes.

Le « contrat pour l'école » vise l'intégration. Un des indicateurs de cette ségrégation est le nombre de changements d'écoles en cours de scolarité, voire au sein d'un même cycle. Ce nombre doit diminuer drastiquement.

Les 10 priorités

Afin d'atteindre les 6 objectifs cités ci-dessus, le Gouvernement s'est fixé 10 priorités. Pour ce faire, il s'est appuyé sur les milliers de contributions de directions, d'enseignants,

d'inspecteurs... qui ont collaboré pour définir les priorités. Ces priorités ont été évaluées en termes de moyens financiers et de temps. Ainsi, c'est ce « contrat pour l'école » qui doit mobiliser le gouvernement jusqu'en 2013.

Première priorité : plus d'enseignants pour nos enfants

Comme les premières années sont déterminantes dans l'acquisition des savoirs de base, l'encadrement sera augmenté en maternelle et dans les deux premières années du primaire.

Concrètement, le contrat prévoit, entre autres :

- 160 enseignants supplémentaires en maternelle dès la rentrée 2005;
- 360 enseignants supplémentaires pour les deux premières années du primaire, ou comme poste de remédiation dès la rentrée 2005.

Deuxième priorité : conduire chaque jeune à la maîtrise des compétences de base

Pour ce faire, le contrat propose :

- Afin d'assurer une meilleure transition de l'enseignement primaire vers le secondaire, les enseignants des deux dernières années du primaire travailleront en collaboration avec ceux des deux premières années du secondaire.
- Une grille commune de 28h de cours est prévue dans toutes les écoles. La 28^e heure sera affectée au français ou aux maths en fonction des besoins.
- Proposer des activités au choix qui devront renforcer l'acquisition des compétences de base par d'autres méthodologies (théâtre, expression, laboratoire...).
- Mettre en place une épreuve commune proposée en fin du tronc commun et qui portera principalement sur les compétences de base en français et en math.

Troisième priorité : orienter efficacement le jeune

Diverses pistes d'actions sont proposées : valoriser le travail des centres PMS, former mieux les intervenants qui y travaillent à l'orientation, proposer une information sur les métiers et professions dès le début de l'enseignement secondaire, sensibiliser les enseignants à la problématique de l'orientation, etc...

Quatrième priorité : choisir et apprendre un métier à l'école

Apprendre un métier donne du sens à l'école pour beaucoup de jeunes. Il est donc grand temps de valoriser les filières techniques et professionnelles. Le contrat propose de

renforcer les équipements de base dans les écoles professionnelles, de les doter d'un matériel plus à la pointe, de proposer davantage de stages, d'organiser l'enseignement plutôt par modules, etc...

Cinquième priorité : mieux préparer les enseignants

L'idée est d'améliorer la formation initiale des enseignants, de revoir les exigences du CAP, de valoriser la formation continue des enseignants, de revisiter chacune de ces formations à la lumière des objectifs visés par le « contrat pour l'école ».

Sixième priorité : doter les élèves et les enseignants des outils du savoir

L'idée est de créer un fonds de prêt de matériel scolaire et de diffuser largement des outils pédagogiques auprès des enseignants.

Septième priorité : valoriser les enseignants

Parmi d'autres idées, le contrat prévoit d'uniformiser les titres et les fonctions pour tous les réseaux d'enseignement, pour le fondamental et pour le secondaire, pour l'ordinaire et le spécialisé. Avec un même diplôme on pourra prétendre aux mêmes cours et aux mêmes conditions salariales.

Huitième priorité : piloter les écoles en permanence

Divers mécanismes seront mis sur pied afin d'accompagner au mieux les écoles dans les changements proposés par le « contrat pour l'école ». Il s'agit aussi de pouvoir évaluer dans quelle mesure les objectifs fixés ont bien l'impact escompté sur le terrain :

- mettre sur pied une commission de pilotage qui jouera un rôle pivot entre le gouvernement et les acteurs de terrain;
- réformer les services d'inspection afin qu'ils se concentrent sur l'évaluation et le renforcement de la qualité des écoles;
- renforcer le dispositif d'évaluation externe;
- réaliser une épreuve commune en lien avec l'octroi du CEB;
- valoriser la fonction de directeur d'école, afin qu'elle soit porteuse du changement.

Neuvième priorité : non aux écoles ghettos

Des mesures telles que la régulation des refus d'inscription, la limitation de changements d'écoles au sein d'un cycle, etc...

Dixième priorité : renforcer le dialogue école-famille

Nous savons que la qualité de la relation entre école et famille influence considérablement la réussite du jeune. Un appel à projets sera donc lancé aux écoles, et les projets intéressants pour la création de ce dialogue bénéficieront d'un accompagnement.

Et le contrat pour l'école aujourd'hui...?

En mars 2009, le Ministre Dupont affirmait dans une de ses interviews parues dans "Le soir" que le « contrat pour l'école » était une véritable réussite. Parmi les réformes citées, on pouvait noter: la mise sur pied d'une épreuve certificative commune pour la fin du primaire, 1000 enseignants de plus en maternelle et en primaire, l'extension des classes en immersion linguistique, la réforme du premier degré de l'enseignement secondaire, etc. Ces réussites ne peuvent néanmoins pas cacher un certain nombre d'échecs cuisants : le décret mixité est certainement l'un des plus flagrants, nous noterons aussi l'enrayement de la pénurie d'enseignants, l'absence d'heures de remédiation dans de nombreuses écoles, etc. Ainsi, si le "contrat pour l'école" semblait porteur de promesses et de belles perspectives d'avenir, les changements observés sur le terrain ne semblent pas, quant à eux, atteindre les objectifs fixés. Manque de moyens octroyés par le gouvernement? Manque de dialogue avec les acteurs de terrain? Coutumes et traditions du système scolaire trop ancrées culturellement? Tant de pistes qui peuvent venir expliquer le peu de changements observés par les acteurs de terrain.

Il reste 3 ans au « contrat pour l'école » pour faire ses preuves... Il s'agira ensuite d'évaluer son impact sérieusement.

Quelques sites intéressants :

Pour tout savoir sur le « contrat pour l'école » :
<http://www.contrateducation.be>

Pour un oeil critique sur le « contrat pour l'école » :
<http://www.changement-egalite.be>
<http://www.ligue-enseignement.be>



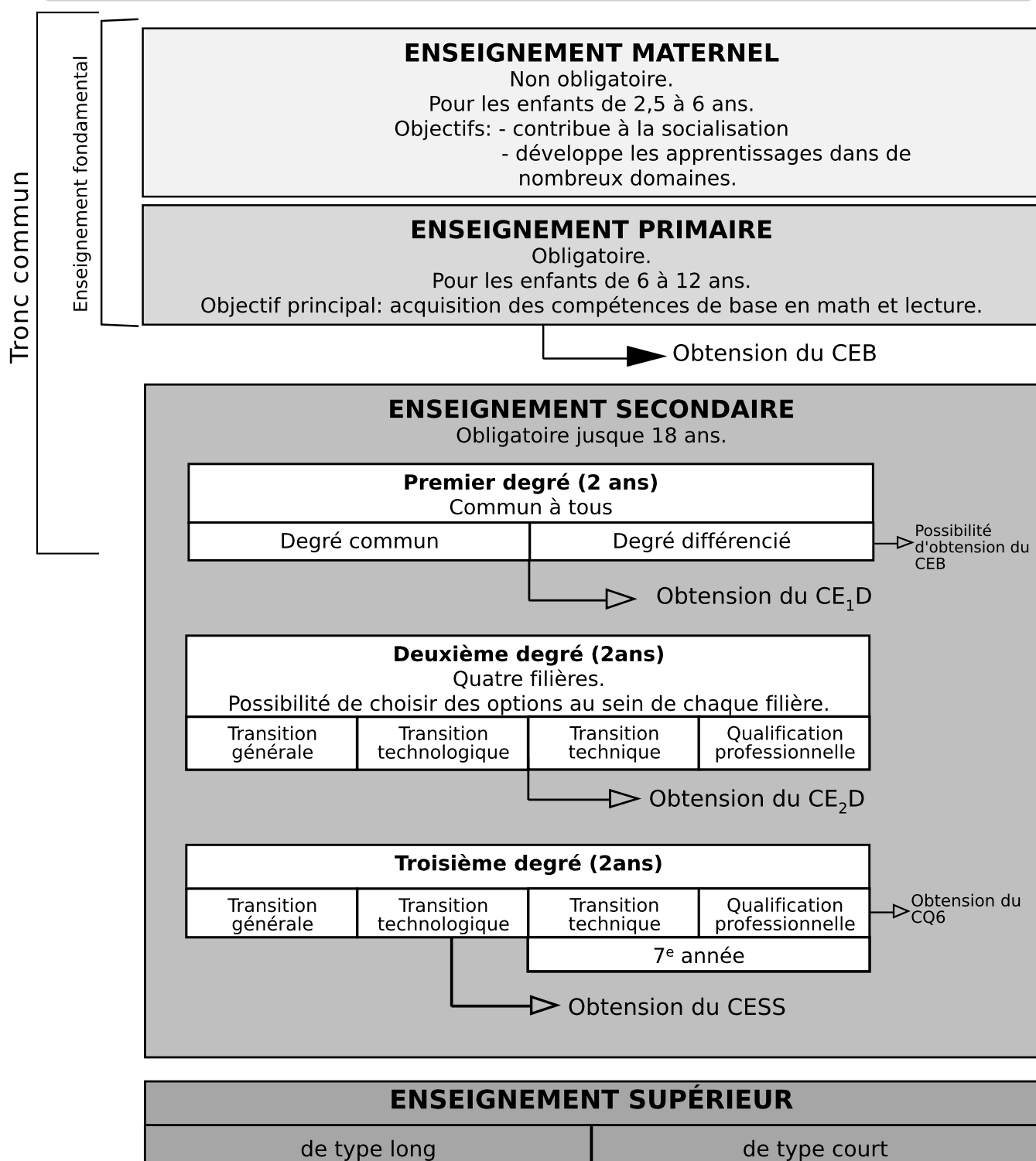
Les niveaux et types d'enseignements en Communauté française

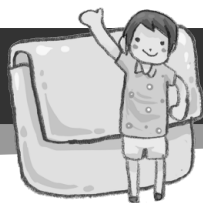
En Communauté française, l'enseignement est subdivisé en plusieurs catégories : l'enseignement fondamental qui comprend le niveau maternel et primaire; l'enseignement secondaire; l'enseignement supérieur; l'enseignement universitaire ainsi que l'enseignement spécialisé; les CEFA; l'enseignement à distance et les classes passerelles.

Au travers des articles qui vont suivre, nous avons tenté de vous montrer, de manière simplifiée, comment fonctionnaient ces différentes catégories à l'exception de l'enseignement universitaire et de promotion sociale qui concernent moins directement les Écoles de Devoirs.

Le schéma ci-dessous vous permettra de mieux visualiser le fonctionnement de notre enseignement depuis le maternel jusqu'au supérieur.

Pour plus de renseignements, n'hésitez pas à surfer sur www.enseignement.be





L'enseignement maternel

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

POUR QUI ?

L'enseignement maternel s'adresse aux enfants de 2 ans et demi à 6 ans. Il n'est pas obligatoire mais il contribue à développer la socialisation et permet dans certains cas de déceler les difficultés et éventuels handicaps des enfants avant leur entrée à l'école primaire.

savoir-faire indispensables à acquérir pour la poursuite de la scolarité en primaire.

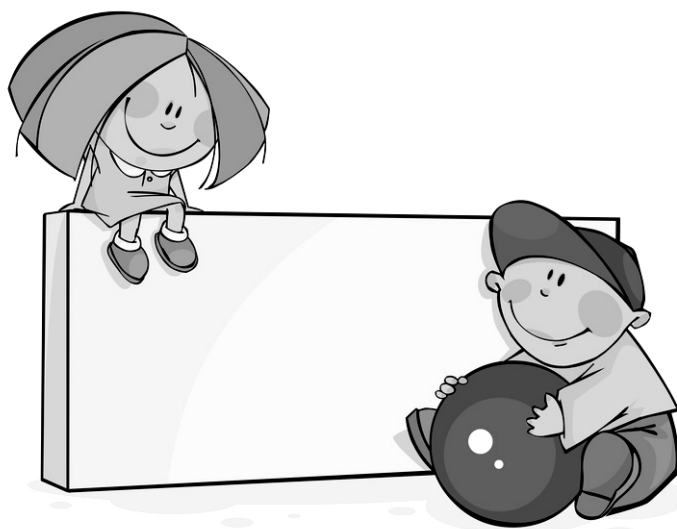
ET APRÈS ?

Après ses années dans l'enseignement maternel, l'enfant entame l'enseignement primaire.

POURQUOI ?

Les objectifs de l'enseignement maternel sont les suivants :

- développer la prise de conscience par l'enfant de ses possibilités propres et favoriser, à travers des activités créatrices, l'expression de soi ;
- développer la socialisation ;
- développer des apprentissages cognitifs, sociaux, affectifs et psychomoteurs ;
- déceler les difficultés et les handicaps des enfants et leur apporter les remédiations nécessaires.



COMMENT ?

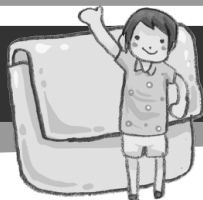
Dans l'enseignement maternel, l'apprentissage du « vivre ensemble » a autant d'importance que celui des



Bon à savoir

Les enseignements maternel et primaire forment ce qu'on appelle l'enseignement fondamental.

Dès l'entrée dans l'enseignement maternel, un centre PMS (Psycho-Médico-Social) est à la disposition de l'enfant et de ses parents. Il a pour mission d'accompagner l'enfant dans la construction positive de son projet de vie scolaire. Ce centre PMS communique des avis d'orientation. Il n'y a aucune obligation de passer par des tests PMS pour passer de l'enseignement maternel au primaire.



L'enseignement primaire

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

POUR QUI ?

L'enseignement primaire s'adresse en règle générale aux enfants de 6 à 12 ans et est obligatoire.

L'enseignement primaire compte 6 années d'études consécutives et se base principalement sur l'apprentissage de la lecture et des mathématiques.

POURQUOI ?

Les *objectifs généraux* de l'enseignement obligatoire en Communauté française, y compris l'enseignement primaire, en Communauté française, sont :

- promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves ;
- amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle ;
- préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures ;
- assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale.

Les *objectifs spécifiques* de l'enseignement primaire sont les suivants :

- accorder la priorité à l'apprentissage de la lecture, en privilégiant la maîtrise du sens, la production d'écrits et la communication ;
- maîtriser les outils mathématiques de base permettant la résolution de situations à problèmes ;
- amener l'enfant à atteindre les objectifs généraux de l'enseignement obligatoire à travers toutes les activités éducatives.

COMMENT ?

L'école de la réussite

La formation de l'enseignement maternel et les huit premières années de la scolarité obligatoire (six années de primaire et les deux premières années du secondaire) constituent un ensemble pédagogique cohérent et structuré en 3 étapes.

- 1^{re} étape : de l'entrée de la maternelle à la fin de la deuxième primaire.
- 2^e étape : de la troisième à la sixième année primaire.
- 3^e étape : les deux premières années de l'enseignement secondaire.

Dans ces différentes étapes, il s'agit de permettre à l'élève de parcourir sa scolarité à son rythme et sans redoublement (légalement on ne parle plus de « redoublement » mais d'année complémentaire).

ET APRÈS ?

A la fin de son parcours dans l'enseignement fondamental, l'enfant passe une épreuve externe.

S'il réussit cette épreuve, il obtient son CEB (Certificat d'Études de Base) et continue son parcours scolaire dans le premier degré de l'enseignement secondaire. L'élève qui a obtenu son CEB est intégré, l'année scolaire suivante, dans la première année commune (1C) de l'enseignement secondaire sans autre choix possible.

Un enfant qui n'obtient pas son CEB peut continuer en recommençant une année dans l'enseignement primaire ou peut poursuivre son parcours scolaire dans le premier degré différencié de l'enseignement secondaire.



Bon à savoir

L'obligation scolaire : le mineur est soumis à l'obligation scolaire pendant une période de douze années commençant avec l'année scolaire qui prend cours dans l'année où il atteint l'âge de 6 ans et se terminant à la fin de l'année scolaire, dans l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 18 ans.

Sous certaines conditions, l'enfant peut :

- fréquenter la première année de l'enseignement primaire dès l'âge de 5 ans ;
- fréquenter l'enseignement primaire pendant 8 années, voire 9 années exceptionnellement.





L'enseignement secondaire

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

POUR QUI ?

L'enseignement secondaire fait partie de l'enseignement obligatoire. Tout élève est tenu d'aller à l'école jusqu'à 18 ans. Il est également possible de suivre des cours à temps partiel à partir de 16 ans (à partir de 15 ans et demi si l'élève a suivi une deuxième année d'enseignement secondaire de plein exercice).

POURQUOI ?

Les objectifs généraux de l'enseignement fondamental et secondaire sont les suivants :

- promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves;
- amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle;
- assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale.

COMMENT ?

L'enseignement secondaire se divise en 3 degrés (un 4^e degré à vocation paramédicale existe dans l'enseignement secondaire professionnel). Chacun de ces degrés vous sera présenté plus spécifiquement dans les fiches suivantes.

Les deux premières années de l'enseignement secondaire constituent le premier degré, dit « degré d'observation ».

Le deuxième degré est dit « degré d'orientation » et le troisième, « degré de détermination ».

Dès le deuxième degré de l'enseignement secondaire, les choix dans l'orientation vont se faire plus précis. L'élève va pouvoir se diriger vers une section de « transition » ou de « qualification » dans une forme d'enseignement général, technique, artistique ou professionnel, voire s'orienter vers l'enseignement en alternance.

Chaque filière (transition générale, transition technologique, qualification technique ou qualification professionnelle) offre un choix d'options adaptées.

Pour s'y retrouver dans les documents officiels de l'enseignement en Communauté française, il est intéressant de savoir que :

- la filière communément appelée « *enseignement général* » porte officiellement le nom de « transition générale »;
- la filière communément appelée « *techniques de transition* » porte officiellement le nom de « transition technologique »;
- la filière communément appelée « *techniques de qualification* » porte officiellement le nom de « qualification technique »;
- la filière communément appelée « *professionnelle* » porte officiellement le nom de « qualification professionnelle ».

L'**enseignement général** prépare les élèves aux études supérieures. Il s'agit d'une formation essentiellement axée sur la théorie et les connaissances générales.

L'**enseignement technique de transition** dispense une formation théorique pratiquement identique aux humanités générales, mais propose des cours à option plus concrets et techniques. Elle prépare aussi aux études supérieures avec une formation encore plus poussée dans l'option.

L'**enseignement technique de qualification** dispense une formation autant pratique que théorique. Elle prépare aussi bien à l'entrée dans la vie active qu'à certains types d'études supérieures (NDLR : plus axées, selon moi, sur les études non universitaires de type court liées à l'option). Vu que l'étudiant reçoit son CESS (Certificat d'Enseignement Secondaire Supérieur), tout type d'études supérieures lui reste accessible.



L'**enseignement professionnel** permet d'accéder directement à une profession à l'issue du cycle d'études et est fortement axé sur la pratique. Cet enseignement propose aussi une 7^e année où, selon le type d'études, l'étudiant peut aussi obtenir son CESS.

L'**enseignement artistique** s'organise exactement de la même manière que l'enseignement technique, si ce n'est que les cours à option relèvent de disciplines artistiques et non techniques.

Remarques :

Une grille horaire comprend toujours une formation commune (cours généraux) obligatoire et une formation au choix (activités complémentaires ou options) . Le nombre de périodes par semaine de formation commune et de formation optionnelle varie d'après l'année, la filière d'enseignement et le choix

des options. Vous trouverez dans la fiche de présentation du 2^e degré toutes les informations nécessaires vous permettant de comparer les grilles horaires des filières générales, techniques de transition, techniques de qualification et professionnelles.

ET APRÈS ?

Après l'enseignement secondaire, les jeunes peuvent poursuivre des études supérieures universitaires ou non, de type court ou de type long, ou encore entrer dans la vie professionnelle.



Bon à savoir

Évaluation

L'évaluation de chacune des années de l'enseignement secondaire (à l'exception de la 1^{re}) se concrétise par des attestations appelées AOA, AOB ou AOC :

- l'attestation AOA stipule que l'élève a terminé l'année avec fruit;
- l'attestation AOB stipule que l'élève a terminé l'année avec fruit MAIS ne peut être admis dans l'année supérieure qu'avec restriction portant sur une section d'enseignement. Ce qui veut dire que le conseil de classe lui ferme l'accès à différentes filières. Même si le texte légal précise qu'avec une AOB, l'élève a réussi avec fruit, l'AOB est souvent délivrée à des élèves ayant rencontré des difficultés et ne maîtrisant pas toutes les compétences liées à son année scolaire;
- l'attestation AOC stipule que l'élève n'a pas terminé l'année avec fruit.

C'est le conseil de classe qui juge si l'élève maîtrise les compétences et s'il est apte à poursuivre ses études.

Il n'est plus autorisé de délivrer une attestation AOC à la fin d'une 2^e année commune ou complémentaire au premier degré.

A la fin de la première année commune, les trois attestations sont remplacées par un rapport sur les compétences acquises par l'élève. Ce rapport peut être accompagné d'un conseil que les parents sont libres de suivre. Il n'existe donc plus de redoublement officiel.

Certification

Voici différents certificats obtenus au terme d'années terminées avec fruit :

- CEB : Certificat d'Etudes de Base : fin de 6^e primaire, 1^{re} D, 2^e D, année différenciée supplémentaire;
- CE1D : Certificat d'Enseignement du 1^{er} Degré : fin de 2^e C ou année complémentaire du premier degré;
- CE2D : Certificat d'Enseignement Secondaire du 2^e Degré : fin 4^e année des humanités générales, technologiques, techniques et professionnelles;
- CQ6 : Certificat de Qualification de 6^e : fin de 6^e année d'humanités techniques et professionnelles;
- CESS : Certificat d'Enseignement Secondaire Supérieur : fin de 6^e année des humanités générales, technologiques, techniques et fin 7^e année d'humanités professionnelles de type B ou C.

Pour plus d'informations sur toutes ces filières, référez-vous aux pages suivantes consacrées aux différents degrés de l'enseignement secondaire.

L'enseignement secondaire

*Le premier degré : degré d'observation*1^{er} degré

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

POUR QUI ?

Le premier degré de l'enseignement secondaire se présente sous deux aspects : le degré commun qui comprend la 1^{re} et 2^e année commune et les années complémentaires à chacune (1C, 2C, 1S, 2S) et le degré différencié qui comprend la 1^{re} et 2^e année différenciée (1D, 2D) :

- tout élève titulaire du CEB (Certificat d'Études de Base) doit être inscrit en 1^{re} année commune : 1C;
- tout élève non titulaire du CEB qui a, soit suivi la 6^e année de l'enseignement primaire ou qui est âgé de minimum 12 ans avant le 31 décembre de l'année scolaire qui suit l'année scolaire se terminant, doit être inscrit en 1^{re} année différenciée (1D);
- le premier degré prévoit aussi l'organisation d'une année complémentaire en 1^{re} et 2^e pour les élèves qui, au terme de la 1^{re} année ou 2^e année commune ou différenciée, éprouvent encore des difficultés (1S, 2S). Cette année complémentaire ne constitue pas un redoublement de l'année antérieure.

Attention, l'élève ne peut redoubler aucune année du 1^{er} degré commun ou du 1^{er} degré différencié.

L'élève ne peut pas fréquenter le premier degré pendant plus de trois ans.

POURQUOI ?

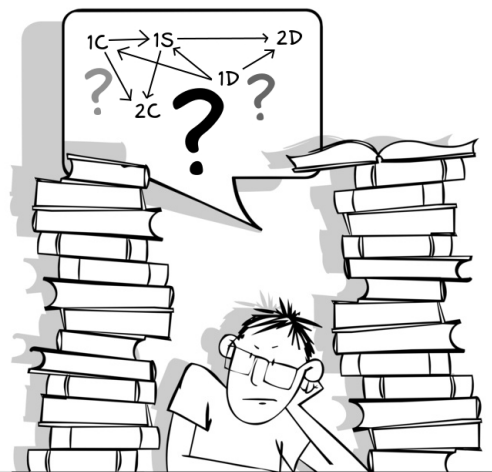
Les deux premières années de l'enseignement secondaire constituent le premier degré. Ce premier degré poursuit un double objectif :

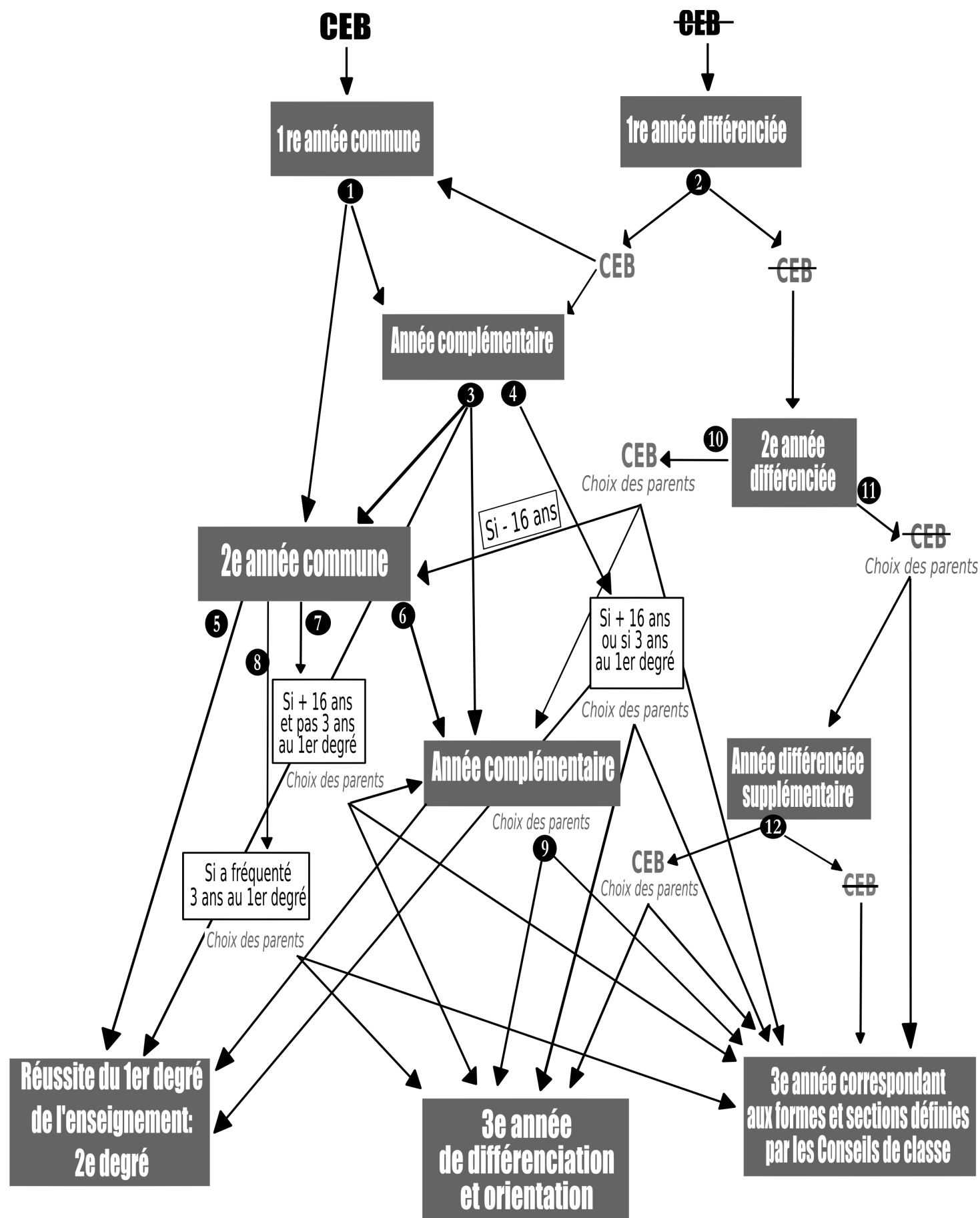
1. Assurer une large formation de base, en faisant acquérir à chaque élève, et selon son rythme propre, l'ensemble des compétences requises à l'obtention du CE1D (Certificat d'Enseignement du 1^{er} Degré). Pour ceux qui ne les auraient pas acquises en fin de primaire, les années différenciées visent à obtenir, au minimum, les socles de compétences de la 6^e primaire. Celles-ci acquises, le jeune réintègre le 1^{er} degré commun en vue de l'obtention du CE1D.
2. Observer et évaluer de façon continue les aptitudes et le comportement de chaque élève pour aider chacun à découvrir ses possibilités et ses affinités afin de lui permettre de choisir au second degré l'orientation la plus épanouissante possible.

COMMENT ?

Le premier degré de l'enseignement secondaire peut paraître très complexe et pour le moins indigeste à comprendre. Le mal de tête peut naître à la vue du tableau suivant présentant les différents parcours possibles qu'un jeune peut suivre dans le premier degré. Allez, on s'accroche, et je tente de vous expliquer tout cela. N'hésitez pas à poser des questions, à vous renseigner auprès des centres PMS ou des enseignants.

Les numéros entre parenthèses sur le schéma correspondent aux numéros des paragraphes dans le texte qui suit.





1 Au terme de la 1^{re} année commune (1C), le conseil de classe conseille l'élève et l'oriente soit vers une 2^e année commune (2C), soit vers l'année complémentaire (1S). Le conseil de classe rend un rapport sur les compétences acquises par l'élève. Ce rapport est accompagné d'un conseil (2C ou 1S) que les parents sont libres de suivre.

2 Au terme de la 1^{re} année différenciée (1D), le conseil de classe oriente l'élève vers :

- une première année commune (1C) ou vers une année complémentaire (1S) si l'élève a obtenu son CEB.
- une deuxième année différenciée (2D) s'il n'a pas obtenu son CEB.

3 Au terme de la 1^{re} année complémentaire (1S), soit l'élève n'a pas épuisé 3 ans au premier degré et il n'a pas atteint l'âge de 16 ans au 31 décembre de l'année scolaire suivante, alors le conseil de classe oriente l'élève vers :

- la 2^e année commune (2C);
- l'année complémentaire (2S) s'il avait suivi auparavant une 1^{re} année différenciée (1D) et obtenu le CEB;
- une 3^e (générale, technique de transition, technique de qualification ou professionnelle), avec certification de sa réussite du premier degré. (NDLR Attention, passer d'une 1S en 3^e générale, technique de transition ou technique de qualification est légalement permis, mais très rare et fort peu évident pour le jeune...).

4 Au terme de l'année complémentaire (1S), si l'élève a épuisé 3 ans au premier degré (exemple de parcours de ce cas : 1D, 1C, 1S) ou s'il a atteint l'âge de 16 ans au 31 décembre de l'année scolaire suivante, le conseil de classe :

- certifie la réussite du premier degré : l'élève s'inscrit alors dans la 3^e de son choix;
- définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter en 3^e. Les parents ont le choix entre une 3^e année parmi celles désignées par le conseil de classe ou la 3^e année de différenciation et d'orientation (3S-DO)

5 Au terme de la 2^e année commune (2C), le conseil de classe peut :

- soit certifier de la réussite du premier degré : l'élève s'inscrit alors dans la 3^e de son choix;
- soit ne pas certifier et prendre une des

décisions suivantes :

6 Si l'élève n'a pas épuisé 3 ans au premier degré et s'il n'a pas atteint l'âge de 16 ans au 31 décembre de l'année scolaire suivante, le conseil de classe oriente l'élève vers l'année complémentaire organisée à l'issue de la 2^e année : (2S).

7 Si l'élève n'a pas épuisé 3 ans au premier degré et s'il n'a pas atteint l'âge de 16 ans au 31 décembre de l'année scolaire suivante, le conseil de classe définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter en 3^e. Les parents ont le choix entre une 3^e année parmi celles désignées par le conseil de classe ou la 3^e année de différenciation et d'orientation (3S-DO) ou l'année complémentaire prévue à l'issue de la deuxième année (2S) .

8 Si l'élève a épuisé 3 ans au premier degré, le conseil de classe définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter en 3^e. Les parents ont le choix entre une 3^e année parmi celles désignées par le conseil de classe ou la 3^e année de différenciation et d'orientation (3S-DO).

9 Au terme de la 2^e année complémentaire (2S) (prévue après une 2^e C ou D) , le conseil de classe :

- certifie la réussite du premier degré : l'élève s'inscrit alors dans la 3^e de son choix.
- ne certifie pas la réussite et définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter en 3^e. Les parents ont le choix entre une 3^e année parmi celles désignées par le conseil de classe ou la 3^e année de différenciation et d'orientation (3S-DO).

10 Au terme de la 2^e année différenciée (2D), sur base du rapport sur les compétences acquises, deux cas peuvent se présenter si l'élève a son CEB :

- soit l'élève n'a pas atteint l'âge de 16 ans au 31 décembre de l'année scolaire suivante, le conseil de classe définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter en 3^e et il l'oriente vers une 2C ou vers une 2S. Les parents ont le choix de l'inscrire dans une 3^e définie par le conseil de classe ou vers la 2^e définie aussi par le conseil de classe ;
- soit l'élève a 16 ans au 31 décembre de l'année scolaire suivante, le conseil de classe définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter en 3^e ou il l'oriente vers une 2S. Les parents ont le choix de l'inscrire dans une 3^e définie par le conseil de classe ou vers la 2S.

11 Au terme de la 2^e année différenciée (2D), pour l'élève non titulaire du CEB, le conseil de classe définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter en 3^e. Les parents ont le choix de l'inscrire dans une 3^e définie par le conseil de classe (3P) ou dans une année différenciée supplémentaire (2D-S) .

12 Au terme de l'année différenciée supplémentaire (2D-S),

- si l'élève a obtenu le CEB, le conseil de classe définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter en 3^e. Les parents ont le choix de l'inscrire dans une 3^e définie par le conseil de classe ou une 3^e année de différenciation et d'orientation (3S-DO) .
- si l'élève n'a pas obtenu le CEB, le conseil de classe définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter en 3^e. Les parents choisissent parmi celles-ci.

ET APRÈS ?

Au terme du premier degré, la structure de l'enseignement secondaire permet un choix parmi 2 grandes sections (TRANSITION et QUALIFICATION) qui définissent 4 filières d'humanités (transition générale, transition technologiques, qualification technique et qualification professionnelle) .

La section de « transition » : elle prépare aux études supérieures mais permet aussi l'entrée dans la vie active. Elle comprend :

- soit les humanités générales;
- soit les humanités technologiques (techniques de transition).

La section de « qualification » : elle prépare à l'entrée dans la vie active par l'attribution d'un certificat de qualification mais permet aussi l'accès aux études supérieures. Elle comprend :

- soit les humanités techniques (techniques de qualification);
- soit les humanités professionnelles.

Pour plus d'informations, se référer à l'article sur le deuxième degré de l'enseignement secondaire.



Bon à savoir

Explications de quelques termes fréquemment utilisés :

- CEB : Certificat d'Etudes de Base
- CPMS (ou PMS) : Centre Psycho-Médico-Social
- Conseil de classe : ensemble des membres du personnel directeur et enseignant chargés de former un groupe déterminé d'élèves, d'évaluer leur formation et de prononcer le passage dans l'année supérieure.
- CE1D : Certificat d'Enseignement du 1^{er} degré

Remarques :

- L'élève dispose de 3 ans maximum pour parcourir le 1^{er} degré.
- Tout ceci est assez compliqué, n'hésitez pas à vous renseigner, osez poser des questions aux centres PMS ou aux enseignants ou autres membres du personnel directeur et enseignant.
- Pour des informations sur différents termes ou abréviations, n'hésitez pas à parcourir le lexique de vocabulaire de l'enseignement que nous vous proposons en fin de dossier.

L'enseignement secondaire

*Le deuxième degré : degré d'orientation*2^e degré

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

COMMENT ?

Dès le deuxième degré de l'enseignement secondaire, les choix dans l'orientation vont se faire plus précis. L'élève va pouvoir se diriger vers une section de « transition » ou de « qualification » dans une forme d'enseignement général, technique, artistique ou professionnel, voire s'orienter vers l'enseignement en alternance.

Chacune de ces deux sections (transition ou qualification) propose deux filières.

A partir de la 3^e année, l'organisation de l'enseignement secondaire propose donc 4 catégories d'humanités ou filières :

- **les humanités générales et technologiques** qui constituent la section de **TRANSITION**;
- **les humanités techniques et professionnelles** qui constituent la section de **QUALIFICATION**.

Chaque filière (transition générale, transition technologique, qualification technique ou qualification professionnelle) offre un choix d'options adaptées.

Petit rappel qui peut aider à comprendre le deuxième degré :

- la filière communément appelée « **enseignement général** » porte officiellement le nom de « transition générale »;
- la filière communément appelée « **techniques de transition** » porte officiellement le nom de « transition technologique »;
- la filière communément appelée « **techniques de qualification** » porte officiellement le nom de « qualification technique »;
- la filière communément appelée « **professionnelle** » porte officiellement le nom de « qualification professionnelle ».

La section de transition générale, technique ou artistique prépare principalement aux études supérieures mais permet aussi l'entrée dans la vie active.

La section de qualification technique ou artistique prépare plus directement à l'entrée dans la vie active mais permet aussi l'accès aux études supérieures.

La section de qualification professionnelle prépare à l'exercice d'une profession déterminée mais l'accès aux études supérieures est possible moyennant la réussite d'une 7^e professionnelle.

Le deuxième degré de l'enseignement comprend 2 années d'études (3^e et 4^e années secondaires).

Le choix de la catégorie d'études en 3^e année est évidemment très important. Ce choix dépend parfois aussi des résultats obtenus au premier degré et des sections que l'élève pourra suivre en troisième définies par le conseil de classe précédent.

L'élève qui obtient son CE1D (Certificat d'Enseignement du 1^{er} Degré) et peut s'inscrire dans la troisième de son choix devra à ce moment-là effectuer un choix correspondant au mieux à ses intérêts et aptitudes.

- En section **TRANSITION** (humanités générales ou technologiques), le programme comprend une formation commune (cours généraux) de 25 périodes et une formation optionnelle de 4 à 11 périodes. Ces sections sont communément appelées « générale » ou « techniques de transition ».
- En section de **QUALIFICATION** technique, le programme comprend une formation commune (cours généraux) de 10 à 17 périodes et une formation optionnelle de 16 à 24 périodes. Cette section est communément appelée « techniques de qualification ».
- En section de qualification **PROFESSIONNELLE**, le programme comprend une formation commune (cours généraux) de 7 à 11 périodes et une formation optionnelle de 18 à 25 périodes. Cette section est communément appelée « professionnelle ».

Le tableau ci-dessous indique la proportion variable entre la formation commune et la formation optionnelle pour chacune des 4 catégories d'humanités :

TRANSITION		QUALIFICATION	
HUMANITÉS GÉNÉRALES	HUMANITÉS TECHNOLOGIQUES		HUMANITÉS PROFESSIONNELLES
	TECHNIQUES	ARTISTIQUES	
FORMATION COMMUNE (COURS GÉNÉRAUX)	FORMATION COMMUNE (COURS GÉNÉRAUX)		FORMATION COMMUNE (COURS GÉNÉRAUX)
			18 À 25 PÉRIODES DE FORMATION OPTIONNELLE
AU MOINS 1 OPTION DE BASE SIMPLE DE 4 PÉRIODES	OPTION GROUPÉE DE 7 À 11 PÉRIODES		16 À 24 PÉRIODES DE FORMATION OPTIONNELLE
28 À 34 PÉRIODES	28 À 34 PÉRIODES		28 À 36 PÉRIODES

(1 PÉRIODE = 50 MIN)



Bon à savoir

Passerelles possibles :

Passage d'une 3^e professionnelle vers une 3^e technique : pour les élèves qui ont terminé avec fruit la 3^e année professionnelle et qui font l'objet d'un avis favorable du conseil de classe.

Passage d'une 4^e professionnelle vers une 4^e technique : pour les élèves qui ont terminé avec fruit la 4^e année professionnelle et qui font l'objet d'un avis favorable du conseil de classe.

Autre passage d'une forme vers une autre : le passage d'une 3^e ou 4^e TQ (technique de qualification) vers une forme technologique ou générale, de même que le passage d'une 3^e ou 4^e TT (technique de transition) vers une forme générale est possible pour les élèves qui ont terminé avec fruit leur année et qui font l'objet d'un avis favorable du conseil d'admission. Contrairement aux passerelles précédentes, ce passage donne accès à l'année supérieure dans la forme souhaitée.

L'enseignement secondaire

*Le troisième degré : degré de détermination*3^e degré

COMMENT ?

Le troisième degré de l'enseignement secondaire, appelé degré de détermination comprend deux années d'études (5^e et 6^e secondaires).

Les étudiants déterminent leur choix parmi les orientations d'études qui leur sont offertes. Mais attention, les deux années de ce degré doivent être suivies dans les mêmes sections, formes et options d'enseignement. La date limite de changement en 5^e est fixée au 15 octobre.

A l'issue de la 6^e année d'humanités générales et technologiques, d'humanités techniques et fin de la 7^e année d'humanités professionnelles de type B ou C (pour plus d'informations sur les 7^e professionnelles, voir paragraphe ci-dessous), l'étudiant obtient son **CESS** (Certificat d'Enseignement Secondaire Supérieur).

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

A l'issue du troisième degré technique de qualification et professionnel, ainsi qu'au terme des 7^e années qualifiantes, un CERTIFICAT DE QUALIFICATION (CQ6 ou CQ7) est délivré aux élèves qui réussissent une épreuve de qualification destinée à tester leurs aptitudes à entrer dans la vie active.

A l'issue de certaines années de qualification et professionnelles, un CERTIFICAT COMPLEMENTAIRE DE CONNAISSANCE DE GESTION est décerné aux élèves qui ont suivi un programme spécifique prévu. Ce titre leur permet d'accéder aux professions réglementées et donc de s'installer à leur compte.

Selon la filière suivie, les étudiants terminant leur enseignement secondaire avec fruit, quittent donc l'enseignement secondaire avec un ou plusieurs certificat(s). Un même étudiant sortant de qualification technique peut obtenir son CESS et sa qualification (CQ6). Un autre étudiant, sortant de 7^e professionnelle, peut avoir obtenu son CESS, sa qualification et son diplôme de gestion.



Bon à savoir

Les septièmes secondaires

A la fin du troisième degré, l'étudiant peut décider de suivre encore une année dans l'enseignement secondaire avant d'envisager les études supérieures ou l'entrée dans la vie professionnelle.

Plusieurs possibilités existent :

- les préparatoires à l'enseignement supérieur (spéciales math, sciences, littéraires...). Ces 7^e font partie de la section de transition de l'enseignement. Elles préparent aux études supérieures et ne délivrent aucun certificat. Il s'agit juste d'une préparation supplémentaire et poussée dans un domaine particulier. Exemple : une spéciale math pour préparer aux études d'ingénieur.
- les 7^e techniques (qualifiantes ou complémentaires) . Ces 7^e délivrent le CQ7 (certificat de qualification de 7^e).
- les 7^e professionnelles (permettant selon le type, l'octroi du CQ7 et/ou CESS). Il existe trois types de 7^e professionnelles : les types A (qui ne délivrent pas le CESS) et les types B et C (les plus fréquemment suivis) qui délivrent le CESS et le CQ7.

Il existe aussi un 4^e degré

Cet enseignement n'existe plus que dans un domaine : infirmier(e) hospitalier(e). Ce degré de l'enseignement est administrativement de niveau secondaire, cependant, il s'adresse à des étudiants qui ne sont plus en obligation scolaire. Pour y avoir accès, il faut être détenteur, soit du CESS, soit de l'attestation de réussite de la 6^e professionnelle, soit avoir réussi l'épreuve préparatoire donnant accès à cet enseignement.



L'enseignement supérieur

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

Depuis septembre 2004, l'enseignement supérieur, qu'il soit universitaire ou non, a été profondément modifié par la mise en place de la réforme de Bologne. Il est articulé autour de 3 cycles : les bacheliers (1^{er} cycle) remplacent les graduats et candidatures; les masters (2^e cycle) succèdent aux licences. Un 3^e cycle, le doctorat, est proposé uniquement dans les universités.

POUR QUI ?

Le Certificat d'Etudes Secondaires Supérieures (CESS) permet l'accès à toutes les études supérieures, quelle que soit l'option suivie dans le secondaire.

Il y a quelques exceptions à cette règle :

Pour entamer des études d'ingénieur civil, il faut passer un examen d'entrée qui vérifie les connaissances en mathématiques.

Pour s'inscrire dans l'enseignement supérieur artistique, il faut passer une épreuve d'admission qui vérifie les capacités de l'étudiant à suivre avec fruit les études dans ce secteur.

POURQUOI ?

Avoir un diplôme de l'enseignement supérieur, c'est une formidable occasion d'approfondir ses connaissances et ses compétences, mais aussi d'élargir les possibilités de carrière professionnelle.

COMMENT ?

La grande richesse de notre enseignement supérieur réside dans la diversité de l'offre. L'étudiant a la possibilité de s'orienter vers des formations soit courtes, soit longues.

Ces formations sont proposées dans différents établissements classés selon l'enseignement qu'ils organisent : l'enseignement universitaire ou l'enseignement supérieur hors université.

L'enseignement supérieur hors université :

- Les formations de type court sont organisées en un seul cycle sanctionné par le grade académique de bachelier. Elles comprennent de 180 à 240 crédits qui peuvent être acquis respectivement en trois ou, exceptionnellement, quatre années d'études. Ces formations sont à la fois pratiques et théoriques et mènent souvent directement à l'exercice d'un métier spécifique. Certaines hautes écoles offrent en outre une année de spécialisation à l'issue du 1^{er} cycle.

- L'enseignement supérieur de type long est organisé en deux cycles : le 1^{er} cycle comprend 180 crédits qui peuvent être acquis en trois années d'études. Il conduit au diplôme de bachelier. Le 2^e cycle comprend 60 ou 120 crédits qui peuvent être acquis respectivement en une ou deux année(s) d'études au moins et mène au diplôme de master.

L'enseignement supérieur universitaire :

Les études de 1^{er} cycle ont une durée de 3 ans (180 crédits).

Elles conduisent au diplôme de bachelier.

Les études de 2^e cycle mènent au diplôme de :

- master après 1 an (60 crédits) ou 2 ans (120 crédits) ;
- médecin vétérinaire après 3 ans (180 crédits) ;
- médecin après 4 ans (240 crédits).

Les études de 3^e cycle mènent au doctorat.



Bon à savoir

A la différence de l'enseignement primaire et secondaire, l'enseignement supérieur n'est pas rendu obligatoire par la Loi.





Les CEFA Centres d'Education et de Formation en Alternance

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

POUR QUI ?

L'enseignement secondaire en alternance est né de la volonté d'offrir aux jeunes une alternative aux formes de scolarité traditionnelles. Ce type d'enseignement propose ainsi de combiner formation générale et pratique professionnelle.

Pour accéder aux Centres d'Education et de Formation en Alternance (CEFA), le jeune doit avoir au minimum 15 ans et doit avoir fréquenté au minimum les deux premières années du secondaire (ce qui ne veut pas dire qu'il doit les avoir réussies), sinon il doit être âgé de 16 ans.

POURQUOI ?

L'enseignement en alternance n'est pas un horaire réduit : c'est un horaire complet réparti autrement, c'est une variante au sein de l'enseignement secondaire. Les grilles horaires proposent aux jeunes qui ne trouvent pas un enseignement leur convenant dans l'enseignement secondaire traditionnel de plein exercice, une formation générale (donnée au CEFA) et l'apprentissage de pratiques professionnelles (au sein d'une entreprise).

COMMENT ?

L'enseignement secondaire en alternance est organisé selon deux modalités :

- l'alternance « article 49 » vise les mêmes options, les mêmes objectifs en terme de compétences et les mêmes certifications que le plein exercice de qualification.

Attention, seule cette alternance peut délivrer un CESS (Certificat d'Enseignement Secondaire Supérieur);

- l'alternance « article 45 » est organisée sur la base des profils de formations spécifiques et délivre des certificats de qualifications spécifiques.

Conditions d'inscription :

Peuvent s'inscrire dans un CEFA :

- les jeunes âgés, au moment de l'inscription de 15 ans minimum s'ils ont suivi au moins deux années de l'enseignement secondaire;
- les jeunes ayant 16 ans accomplis;
- les majeurs qui ont eu 18 ans dans l'année civile;
- les majeurs de plus de 18 ans et de moins de 21 ans sous certaines réserves;
- les majeurs de plus de 21 ans et de moins de 25 ans sous d'autres réserves.

ET APRÈS ?

Sous certaines conditions, l'enseignement en alternance délivre les mêmes certifications et qualifications que dans l'enseignement secondaire de qualification de plein exercice.



Bon à savoir

Tout au long de sa formation, le jeune perçoit une indemnité progressive mensuelle de formation.



L'enseignement spécialisé

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

POUR QUI ?

L'enseignement spécialisé s'adresse aux élèves qui présentent un handicap (physique ou mental, temporaire ou permanent) ou qui rencontrent des difficultés scolaires dans l'enseignement ordinaire nécessitant un environnement adapté. Ce type d'enseignement respecte les besoins et le rythme d'apprentissage de chaque élève par des programmes individualisés.

COMMENT ?

L'enseignement spécialisé est organisé de la maternelle au secondaire.

En maternelle et primaire, l'enseignement spécialisé est divisé en 8 types, chaque type correspondant à une catégorie d'élèves :

- type 1 : arriération mentale légère;
- type 2 : arriération mentale modérée ou sévère;
- type 3 : troubles du comportement et/ou de la personnalité;
- type 4 : déficiences physiques;
- type 5 : maladies ou élèves convalescents;
- type 6 : déficiences visuelles;
- type 7 : déficiences auditives;
- type 8 : troubles instrumentaux, troubles de l'apprentissage.

Chaque type d'enseignement n'est pas nécessairement organisé dans tous les niveaux d'études (maternel, primaire ou même secondaire).

En secondaire, l'enseignement spécialisé est organisé en 4 formes de façon à prendre en compte le projet personnel de chaque jeune. On ne parle pas non plus d'année scolaire, mais de phase.

- **Forme 1** : Enseignement secondaire spécialisé d'adaptation sociale. Cet enseignement :
 - vise une formation sociale rendant possible l'insertion en milieu de vie protégé;
 - peut accueillir des élèves relevant des types 2, 3, 4, 5, 6 et 7;
 - vise le développement des possibilités sensori-motrices des élèves et de leurs possibilités de communication, d'autonomie et de socialisation, dans le but d'épanouissement personnel;
 - vise l'intégration dans un milieu de vie adapté;
 - des stages peuvent y être organisés au cours de l'année scolaire.
- **Forme 2** : Enseignement secondaire spécialisé d'adaptation sociale et

professionnelle. Cet enseignement :

- vise à donner une formation générale et professionnelle pour rendre possible l'insertion en milieu de vie et/ou travail protégé;
- peut accueillir des élèves relevant des types 2, 3, 4, 5, 6 et 7;
- est axé sur la formation générale, sociale et professionnelle;
- vise l'intégration dans un milieu de vie et de travail adapté;
- est organisé en deux phases;
- des stages peuvent y être organisés au cours de l'année scolaire.

- **Forme 3** : Enseignement secondaire professionnel spécialisé. Cet enseignement
 - vise à donner une formation générale, sociale et professionnelle pour rendre possible l'insertion socioprofessionnelle;
 - peut accueillir des élèves relevant des types 2, 3, 4, 5, 6 et 7;
 - est axé sur la formation générale, sociale et professionnelle;
 - vise l'intégration dans un milieu de vie et de travail ordinaire.
- **Forme 4** : Correspond à l'enseignement secondaire ordinaire avec un encadrement différent, une méthodologie adaptée et des outils spécifiques. Cet enseignement :
 - peut accueillir des élèves relevant des types 3, 4, 5, 6 et 7;
 - prépare à la vie active.

ET APRÈS ?

Selon son handicap, l'enfant peut donc poursuivre toute sa scolarité dans l'enseignement spécialisé. A l'issue de cette scolarité, et selon la forme d'enseignement suivie, le jeune pourra donc soit être intégré dans un milieu de travail ordinaire, soit dans un milieu de travail et/ou de vie adapté.

Passage de l'enseignement spécialisé à l'enseignement ordinaire :
Ce passage nécessite :

- la demande écrite des parents ou de l'élève s'il est majeur;
- l'avis motivé du centre PMS;
- l'avis de la commission consultative compétente de l'enseignement spécialisé quand elle a été saisie;
- le dossier pédagogique issu de l'école d'enseignement spécialisé.

Les élèves issus des formes 1 et 2 ne sont pas concernés par ce passage.



Bon à savoir

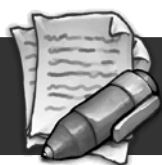
L'inscription des enfants et des adolescents dans un établissement d'enseignement spécialisé nécessite un **rapport** précisant le niveau et le type d'enseignement spécialisé qui correspondent aux besoins de l'élève.

Ce rapport est réalisé par un Centre PMS ou un autre organisme agréé sauf en ce qui concerne le type 5 où il est effectué par le médecin. Pour les types 6 et 7, ce rapport peut également être réalisé par un médecin spécialiste.

Le rapport comprend :

- l'attestation précisant le type d'enseignement;
- le protocole justificatif;
- un document attestant un enseignement adapté (polyhandicapé, autisme, aphasie/ dysphasie ...).

Les études dans l'enseignement secondaire spécialisé peuvent se poursuivre jusqu'à l'âge de 21 ans (dérogation possible pour plus de 21 ans accordée par le gouvernement de la Communauté française).



L'enseignement à distance

Céline GENOT, animatrice à la FFEDD

L'enseignement à distance (EAD) propose de multiples formations destinées à tous les publics. Les raisons de s'y inscrire sont très variées : l'envie d'apprendre une langue étrangère, le besoin de se remettre à niveau à l'école, des enfants qui vivent à l'étranger ou qui sont hospitalisés, le désir de se réinsérer dans la vie sociale et professionnelle, la volonté de se préparer à un examen pour travailler dans l'administration ou pour obtenir son CESS...

Cet enseignement par correspondance est organisé par la Communauté française et s'adresse aux enfants de l'enseignement primaire et secondaire qui se trouvent à l'étranger ou à l'hôpital par exemple, et il propose aussi des cours préparant aux jurys secondaires (les 3 degrés).

Sachez que l'enseignement à distance forme mais ne délivre pas de diplôme. A la fin de chaque cours, une attestation de suivi est délivrée.

Le candidat choisit lui-même son rythme de travail. Il reçoit régulièrement une série de leçons comportant un ou plusieurs devoirs ou travaux variés qu'il renvoie et reçoit corrigés. Une nouvelle leçon est ensuite envoyée. Et ainsi de suite.

Une fois toute la matière assimilée et le jeune se sentant prêt, il peut s'inscrire aux jurys pour passer son examen et obtenir un diplôme qui sera reconnu.

Chacun peut s'inscrire à n'importe quel moment de l'année et choisir le programme qui l'intéresse. L'apprenant reçoit à son domicile, à un rythme convenu lors de l'inscription, une série de leçons comprenant la matière à étudier, des Tests d'Auto-Contrôle (les TAC) et un ou plusieurs devoirs à rédiger et à renvoyer à l'EAD.

Des formations sont également disponibles via Internet.

Le coût lié à l'inscription s'élève à 37.50 euros, ce qui comprend les cours, le matériel (cassettes audios, cd...), le suivi individualisé par un professeur. Des dispenses du droit d'inscription sont possibles.

Pour tout renseignement:

Enseignement à Distance
Boulevard du Jardin botanique, 20-22
1000 Bruxelles
Tel: 02/690 82 82 - Fax: 02/690 82 99
Mail: ead@cfwb.be
Site internet: www.ead.cfwb.be



Les Jurys de la Communauté française

Céline GENOT, animatrice
et Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

POUR QUI ?

Certains jeunes ou adultes, pour différentes raisons (décrochages scolaires, problèmes personnels ou de santé) ont, à un moment donné de leur parcours, arrêté leur scolarité. D'autres ont envie de poursuivre leur formation ou de changer complètement de voie. Un jour, ils peuvent émettre le souhait de reprendre les chemins de l'école. Ce jour-là, ils auront besoin d'être informés des différentes possibilités qui s'offrent à eux. Ils auront naturellement la possibilité de reprendre leurs études et de réintégrer le circuit ordinaire, mais ils pourront aussi **passer des examens devant les jurys de la Communauté française**. Ces jurys constituent une possibilité pour le jeune d'obtenir un certificat ou un diplôme de l'**enseignement secondaire** (général, technique, artistique ou professionnel) voire même de l'**enseignement supérieur de type court, de type long ou universitaire**.

Dans cet article, nous allons vous présenter ces différents jurys afin que vous puissiez transmettre ces informations aux jeunes qui pourraient en avoir besoin.



COMMENT ?

Les Jurys de la Communauté française sont une **filière alternative d'examens** permettant d'obtenir un diplôme en dehors des voies traditionnelles de l'enseignement de plein exercice. Ils s'adressent à ceux et celles qui se sentent capables d'apprendre seuls tout un programme d'études, qui ont abandonné leurs études et qui désirent les reprendre, ceux et celles qui n'ont plus la possibilité de s'inscrire dans un établissement, etc.

Néanmoins, il importe de savoir que ces épreuves nécessitent une bonne préparation personnelle dans la mesure où le jeune sera livré à lui-même.

Diverses possibilités s'offrent au jeune pour se préparer à cette épreuve :

- **Soit, il peut se préparer aux jurys en autodidacte.** Pour ce faire, il devra rechercher seul la documentation servant de base aux examens car les jurys ne délivrent ni manuels, ni cours scolaires. Pour l'aider, les **services éducatifs du Ministère de la Communauté française** ont mis sur pied des **cours par correspondance (l'Enseignement à Distance)** en vue de la préparation de ces examens. Pour recevoir ces cours, le jeune devra s'inscrire à l'Enseignement à Distance, en précisant bien quel jury il souhaite présenter. (Pour plus d'informations sur l'Enseignement à Distance, voir le chapitre se rapportant à ce sujet).
- **Soit, il peut suivre une formation.** L'**enseignement privé** peut l'aider à se préparer, mais cette possibilité demande au minimum une année de préparation, souvent plus. Certains établissements tels que l'Institut Taisnier d'Etterbeck, l'Institut Dominique Pire d'Auderghem, ou l'Ecole Montgomery de Woluwé Saint-Lambert proposent un enseignement privé (ceux-ci ne reçoivent aucune subvention publique). Ils fonctionnent grâce au "minerval" payé annuellement par chaque élève, celui-ci est assez élevé vu l'absence de subvention. Cela va de 500 euros par mois à plus, en fonction de l'établissement choisi. L'enseignement privé ne délivre pas de diplôme officiel.

Quels sont les différents jurys organisés par le Ministère de la Communauté française?

• Pour le secondaire

En principe, tous les certificats décernés par les établissements d'enseignement secondaire de plein exercice peuvent être obtenus de cette manière.

C'est-à-dire :

- le **Certificat du premier degré** de l'enseignement secondaire (1^{re} & 2^e année);
- le **Certificat du deuxième degré** de l'enseignement secondaire (3^e & 4^e) pour les filières de transition générale, transition technologique, qualification technique et qualification professionnelle;
- le **Certificat de l'Enseignement Secondaire Supérieur** (5^e, 6^e et 7^e) pour les filières de transition générale, transition technologique, qualification technique et qualification professionnelle (obtention du CESS).

• Pour le supérieur de type court et de type long

Les jurys proposés ici sont :

- les épreuves préparatoires aux études pour l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) ou du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e), orientation santé mentale et psychiatrie ;

- les épreuves préparatoires aux études supérieures paramédicales de type court (infirmier(e), accoucheuse, ergothérapie, logopédie, diététique, assistant(e) de laboratoire clinique niveau A1). Mais aussi professeur de sténographie et dactylographie, traitement de texte, bureautique et professeur d'éducation musicale ;
- les épreuves préparatoires aux études supérieures de type long (architecture, ingénieur industriel et les sciences commerciales).

Ces épreuves préparatoires permettent aux élèves de passer une épreuve devant le jury central de la Communauté française afin d'obtenir le Certificat d'Enseignement Secondaire Supérieur (CESS). Cette section est destinée aux candidats de 17 ans et plus ne possédant pas les diplômes requis.

• Pour l'universitaire

Les jurys d'enseignement universitaire concernent les 1^{er} et 2^e cycles, à savoir tous les grades de bachelier et master organisés par les universités, à l'exception du master en psychologie qui ne permet pas l'inscription au jury. Les autres catégories d'études sont exclues.



Bon à savoir

Pour en savoir plus sur les programmes, les dates des épreuves et les conditions d'inscription aux Jurys, le jeune peut s'adresser directement aux Jurys de l'Enseignement secondaire de la Communauté française de Belgique.

Pour toutes informations complémentaires, n'hésitez pas à consulter et à contacter les organismes suivants qui nous ont servi de sources pour réaliser cet article :

- **Ministère de la Communauté française - Jurys de la Communauté française** : <http://www.jurys.cfwb.be/accueil.asp>
- **Enseignement à Distance** : <http://www.ead.cfwb.be>
- **Infor Jeunes** (différents billets d'Infor Jeunes traitant du sujet et le guide « l'Enseignement dans tous les sens ») : <http://www.inforjeunes.be>



Classes-passerelles ou accueil des élèves primo-arrivants

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

POUR QUI ?

Pour être considérés comme primo-arrivants, les élèves doivent réunir trois conditions liées à l'âge, au statut et au temps de présence sur le territoire belge;

- l'élève doit être âgé de 2 ans et demi au moins et de moins de 18 ans;
- l'élève doit remplir différentes conditions en qualité de réfugié ou d'apatride;
- l'élève doit se trouver sur le territoire national depuis moins d'un an.

POURQUOI ?

Parce qu'ils ont des besoins spécifiques, une structure spécifique est mise au service des élèves primo-arrivants. Il s'agit de la classe-passerelle. C'est une structure d'enseignement visant à assurer l'accueil, l'orientation et l'insertion optimale de l'élève primo-arrivant dans l'enseignement fondamental ou secondaire.

COMMENT

La durée du passage en classe-passerelle est comprise entre une semaine et six mois. Cette durée peut être portée à un an

maximum sur décision du conseil d'intégration. Mais attention, cette durée commence à la date d'arrivée sur le territoire belge.

Ce conseil d'intégration est créé dans chaque établissement organisant une classe-passerelle. C'est à ce dernier qu'il appartient de décider quand le jeune est prêt à intégrer une classe ordinaire (il faudra déterminer la classe, l'année, la filière ...)

Les compétences visées en classe-passerelle sont adaptées à l'âge des élèves. Il s'agit de :

- tout ce qui concourt à rencontrer les objectifs généraux prioritaires de l'enseignement fondamental et secondaire;
- l'apprentissage intensif de la langue française;
- la remise à niveau adaptée pour que l'élève rejoigne le plus rapidement possible le niveau d'étude approprié.

ET APRÈS ?

Une fois intégré dans l'année d'étude décidée par le conseil d'intégration, le jeune suit un parcours scolaire totalement ordinaire.



Bon à savoir

La liste des établissements autorisés à organiser des classes-passerelles est établie par la Communauté française et peut être modifiée à chaque rentrée scolaire.

Il existe aussi des classes-passerelles dans l'enseignement primaire.

Les classes-passerelles sont organisées dans des écoles situées près de centres d'accueil d'immigrés.



Les différents réseaux de l'enseignement en Belgique

Le système scolaire belge a été fortement marqué par les « guerres scolaires » entre catholiques et laïques. Une des conséquences de ces guerres est la division de l'enseignement en réseaux. Par la suite, le Pacte scolaire a renforcé financièrement ces réseaux, ce qui a contribué à leur maintien. La définition et la distinction entre ces « réseaux » vous sont expliquées ci-dessous. Comme vous le constaterez, la définition n'est pas commune à tous et varie en fonction des personnes. Il n'est donc pas toujours aisé de s'y retrouver, mais cet article vous permettra tout de même de comprendre la logique des réseaux.

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

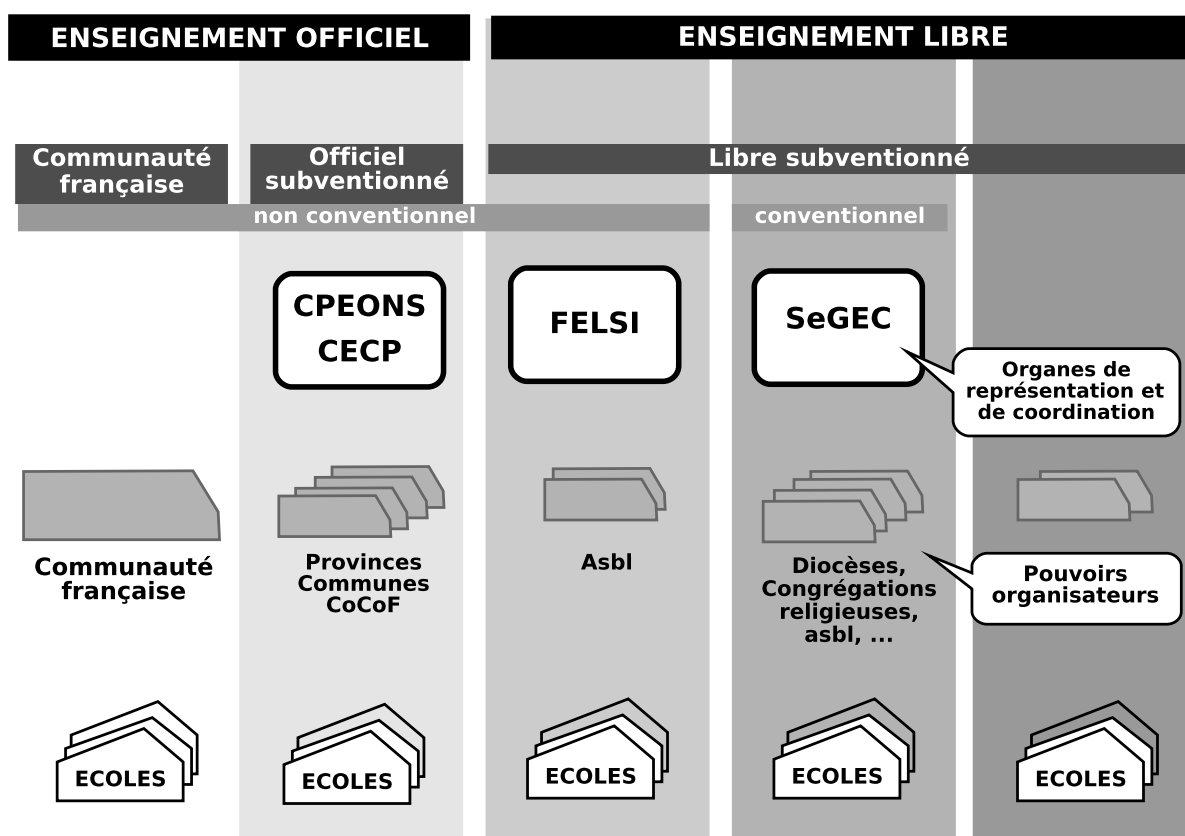
Les enfants résidant en Communauté française de Belgique sont soumis à l'obligation scolaire. La Constitution belge garantit une liberté de choix aux parents en matière d'instruction. Il existe différents réseaux d'enseignement en Belgique francophone.

Bien que le terme "réseau" soit très souvent utilisé dans le milieu scolaire, il n'existe pas de définition juridique de ce terme. On parle aussi bien de :

- deux réseaux : l'officiel - le libre;
- trois réseaux: Communauté française - officiel subventionné - libre subventionné;
- quatre réseaux: Communauté française - officiel subventionné - libre subventionné confessionnel - libre subventionné non confessionnel

Un réseau d'enseignement est « un ensemble d'écoles appartenant à un même pouvoir organisateur (pour plus d'informations au sujet des pouvoirs organisateurs, voir l'article sur ce sujet) ou un ensemble d'écoles organisées par des pouvoirs organisateurs de même nature juridique » :

- le réseau de la Communauté française est composé de toutes les écoles organisées par la Communauté française, pour lesquelles le pouvoir organisateur et le réseau se confondent ;
- le réseau officiel subventionné est composé des écoles organisées par d'autres pouvoirs organisateurs publics (ville, commune, province, Commission communautaire française de la région bruxelloise) et subventionnées par la Communauté française;



- le réseau libre subventionné est composé des écoles organisées par des pouvoirs organisateurs qui sont des associations de droit privé (asbl, congrégation par exemples), confessionnelles ou non confessionnelles, et subventionnées par la Communauté française.

Deux, trois ou quatre réseaux selon la manière de voir les choses... encore une complexité de notre système éducatif !

Et pourquoi différents réseaux? Quelles différences pour les enfants?

Les réseaux sont définis selon plusieurs critères. Le premier est le fait d'être organisé ou non par la Communauté française. Ainsi, toutes les écoles ont des subventions de la Communauté française, mais certaines sont directement organisées (choix méthodologiques, engagement des enseignants, valeurs principalement véhiculées...) par elle ou un organe administratif tel que la commune, la province, ... Ces écoles (athénées, écoles provinciales et écoles communales) relèvent de l'enseignement officiel. Les autres écoles sont organisées par des ASBL ou des congrégations religieuses. Les valeurs véhiculées, par exemple, distinguent ces écoles des précédentes. Ces écoles dont le nom est souvent précédé de « Saint » ou « Sainte » sont celles de l'enseignement libre, dans lequel on retrouve celles qui relèvent plutôt d'une religion, principalement les écoles catholiques, qui sont donc l'enseignement libre subventionné confessionnel.

On retrouve aussi des écoles qui ne se réclament d'aucune religion et se distinguent de l'enseignement officiel par le choix des méthodologies, notamment les écoles « Decroly »... Celles-ci sont donc de l'enseignement libre subventionné non confessionnel.

Information du 7 mai 2010

Le Centre d'Étude et de Défense de l'École Publique (CEDEP) propose de regrouper tous les réseaux d'écoles subventionnées par l'autorité publique (officiel et libre) en un seul réseau de service public et la création d'un cours commun incluant l'étude rationnelle des religions, de la morale laïque, du civisme et de la philosophie. Le centre est composé de onze associations de pouvoirs organisateurs, directeurs d'écoles, enseignants et parents. Il s'agit pour eux d'une piste de solution très concrète à l'état « extrêmement préoccupant » de notre système éducatif.

A la source des difficultés rencontrées par notre système éducatif, le CEDEP pointe l'esprit de compétition entre les établissements scolaires (parfois relevant du même réseau!) et le système de sélection des élèves. Il encourage les écoles à choisir plutôt la voie de la coopération. Le CEDEP propose donc de regrouper, à terme, tous les réseaux d'écoles subventionnées par l'autorité publique en un seul réseau de service public. Son objectif est bien de transformer l'enseignement en un service non marchand d'intérêt général, dans lequel la concurrence entre réseaux publics et privés n'aura plus de raison d'être.

Mais rien n'est encore fait ou décidé à ce sujet, pas de conclusions hâtives donc.

Cette information peut être trouvée sur le site : <http://www.enseignons.be>

Sources

- Guide pratique de l'enseignement primaire et maternelle en Belgique
- <http://www.biereau.be/po/47555>
- <http://www.enseignons.be>
- <http://www.enseignement.be/index.php?page=25568>



Bon à savoir

Chez nous, l'enseignement officiel et l'enseignement libre se partagent chacun la moitié des élèves à quelques pourcents près et les coûts de l'enseignement libre ne sont pas démesurément plus élevés que l'officiel.



Les différentes pédagogies

Céline GENOT, animatrice à la FFEDD

Comment vous parler d'école, d'enseignement, d'apprentissage sans vous parler de pédagogie? L'un va difficilement sans l'autre. Appliquer une pédagogie revient à comprendre l'individu, à interpréter ses attitudes, à l'aider à développer ses potentialités. « En apprenant, on s'éduque, c'est-à-dire on développe ses capacités, et en s'éduquant, on développe les conditions affectives et cognitives de tout apprentissage futur »¹.

Quelles définitions pouvons-nous proposer concernant ce terme fréquemment utilisé?

- «La pédagogie serait la science de l'éducation. Le mot pédagogue, d'origine grecque, signifie conducteur d'enfants. On appelait d'abord pédagogue l'esclave chargé de conduire les enfants à l'école. Aujourd'hui, le pédagogue est celui qui dirige intellectuellement et moralement les plus jeunes ».²
- « Le terme pédagogie désigne les méthodes et pratiques d'enseignement et d'éducation ainsi que toutes les qualités requises pour transmettre un savoir quelconque. La pédagogie serait donc l'art d'éduquer, d'enseigner, de transmettre un savoir ou une expérience par des méthodes adaptées à un individu ou un groupe d'individus ».³

Si vous faites quelques recherches, vous vous rendrez compte qu'il existe un grand nombre de pédagogies. On parle souvent de pédagogies traditionnelles, actives, technologiques et socialisées.

Chacune a ses particularités, ses spécificités mais 5 éléments principaux reviennent systématiquement : l'apprenant, l'enseignant, le savoir, la communication et la situation. Tous ces éléments étant ordonnés vers une finalité : instruire, éduquer, former... Du côté du maître, de l'enseignant, il s'agit d'apprendre, socialiser, ... et du côté de l'apprenant, de l'élève, de s'épanouir, de s'autonomiser...

Ces pédagogies ont été créées, pensées, réfléchies et développées par des personnes qui se sont posé des questions face aux difficultés que certains enfants pouvaient rencontrer dans leurs apprentissages et ce, tout au long de l'Histoire. Ces personnes

étaient souvent des instituteurs, des pédagogues, des médecins, des psychologues, des psychopédagogues, des psychiatres... mais surtout des précurseurs pour leur époque. Il s'agissait de personnes qui n'ont pas eu peur de chambouler, de remettre quelque peu en question les idées reçues. Leur objectif était de s'adapter à chaque individu et de trouver des techniques, des méthodes spécifiques et adaptées pour les aider à surmonter leurs difficultés d'apprentissages.

De nos jours, certaines de ces pédagogies sont appliquées dans des établissements scolaires, des organismes spécialisés dans l'aide et l'accompagnement des jeunes.

Parmi les pédagogies existantes, nous rencontrons :

La pédagogie DECROLY

Ovide Decroly, médecin et psychologue belge (1871/1932), en est le fondateur. Sa théorie trouve son fondement dans la relation. Selon lui, la relation est nécessaire pour assurer les trois besoins fondamentaux : se nourrir, affronter le milieu et se défendre contre les dangers.

L'intérêt et la motivation au travail vont naître de l'implication de l'enfant dans le rapport social et de la découverte de lui-même comme sujet actif dans la société. Ce sens (désir de relation) qui apparaît aux yeux de l'enfant va le stimuler à observer, associer et s'exprimer. Selon Decroly, l'école doit se constituer en petite communauté, au sein de laquelle la discipline est assurée par le groupe et les charges réparties entre les élèves.

Cette pédagogie préconise « l'initiative et la responsabilité personnelle et collective, le respect de la personne dans la singularité, la solidarité, la valorisation des rapports sociaux, la tolérance, le respect de la différence ». La priorité est donnée à l'épanouissement personnel, à la créativité et au plaisir.

La pédagogie MONTESSORI

La pédagogie Montessori, créée en 1907 par Maria Montessori, est une méthode d'éducation dite ouverte. Sa pédagogie repose sur l'observation de l'enfant qui amène l'éducateur à poser les gestes appropriés pour favoriser

1 « Les pédagogies Nouvelles », Que sais-je?; Jean-Paul Resweber

2. www.meirieu.com/PATRIMOINE/marion_pedagogie.pdf

3. <http://fr.wikipedia.org/wiki/P%C3%A9dagogie>

son apprentissage.

La méthode Montessori vise à favoriser le développement de l'enfant en le plongeant dans une ambiance créée sur mesure et adaptée à ses besoins psychologiques. Les outils sont : la manipulation d'objets, le matériel « Montessori » (outils pédagogiques), le jeu. Ils sont adaptés à l'âge de l'enfant et tiennent compte des étapes successives d'évolution de sa personnalité. L'enfant est libre de choisir son activité parmi celles qui lui sont proposées et il l'effectue à son rythme.

Cette pédagogie part du principe que la « débilite » chez l'enfant est due au manque d'intérêt de celui-ci pour les sensations.

La pédagogie ACTIVE, dont fait partie FREINET

Cette pédagogie a pour objectif de rendre l'apprenant acteur de ses apprentissages, afin qu'il construise ses savoirs à travers des situations de recherche. Pour Piaget, théoricien du constructivisme, « on ne connaît un objet qu'en agissant sur lui et en le transformant ».

La pédagogie active se réfère historiquement à Adolphe Ferrière qui, dès 1918, est parmi les premiers à utiliser l'appellation "école active". En 1921, il crée la Ligue internationale pour l'éducation nouvelle.

Freinet, dès 1924, est un autre acteur important de l'évolution des pratiques pédagogiques françaises. Il est le père de la dynamique de groupe et de la pédagogie institutionnelle. Il institue les promenades scolaires (1922), la méthode nouvelle d'éducation populaire basée sur l'expression libre par l'imprimerie à l'école (1924), la coopérative scolaire (1924), la correspondance inter-scolaire (1926), la publication de textes et de dessins d'enfants (1927), le dessin libre (1931), les fichiers auto-correctifs (1932), le tâtonnement expérimental (1943), etc.

En bref: l'enseignant n'a pas un statut de « maître » détenteur du savoir en face de l'élève qui « ignore ». L'enfant apprend au départ de ses connaissances; il avance par tâtonnements et se construit une méthode de recherche, un esprit critique, d'analyse et de synthèse.

La pédagogie DIFFERENCIEE

La recommandation de différencier ses enseignements remonte, en 1963 aux U.S.A., et en France en 1973, avec Louis Legrand, qui essaie de la faire appliquer dans le secondaire en 1983.

Cette pédagogie part du constat que dans une classe, un professeur doit enseigner à des élèves ou des étudiants ayant des capacités et des

modes d'apprentissages très différents. Elle tente de donner une réponse à cette hétérogénéité des classes par des pratiques adaptant à chaque élève les programmes d'études, l'enseignement et le milieu scolaire. Bien souvent, l'enseignant ne va plus être le centre de la classe, mais va mettre l'enfant ou l'activité comme intérêt central.

La pédagogie de PROJET

Historiquement, la pédagogie de projet (project-based learning) remonte à William Heard Kilpatrick, en 1918, dans un article intitulé *The Project Method*. Mais l'idée revient au philosophe, John Dewey vers 1900.

La pédagogie de projet fait passer des apprentissages à travers la réalisation d'une production concrète.

Le projet peut être individuel (exposé, maquette) ou collectif (organisation d'une fête, voyage, spectacle). C'est une « *entreprise qui permet à un collectif d'élèves de réaliser une production concrète, socialisable, en intégrant des savoirs nouveaux.* »⁴

Dans notre pays, des écoles proposent ce type de pédagogie; le SIEP a réalisé une publication, le « *Guide des Ecoles Nouvelles* », dans laquelle vous retrouverez les coordonnées d'un échantillon de ces écoles. Certains enfants de votre EDD peuvent peut-être fréquenter ces d'établissements, c'est pourquoi il était intéressant de vous en dresser une brève présentation.

Pour conclure, « apprendre » sert toujours à quelque chose, même quand l'apprentissage ne devrait avoir aucun résultat pratique. Il faudrait encore respecter les recherches spéculatives de celui qui veut s'instruire : il forme son esprit, agrandit son intelligence, ouvre des nouvelles possibilités...

Savoir n'est pas un moyen, savoir est un but, c'est un besoin de notre intelligence, et quand bien même savoir ne servirait qu'à satisfaire cette aspiration intellectuelle, il faudrait encore dire que c'est la jouissance la plus élevée et la plus durable : « *On se lasse de tout, excepté de comprendre.* »⁵

SOURCES

- Wikipédia: <http://fr.wikipedia.org/wiki/P%C3%A9dagogie>
- Que sais-je? « *Les Pédagogies Nouvelles* » de Jean-Paul Resweber
- « *Guide des Ecoles Nouvelles* » édité par le S.I.E.P.

4. Michel Huber, 1984

5. www.meirieu.com/PATRIMOINE/marion_pedagogie.pdf

Dans la foulée du Pacte scolaire, on voit apparaître de nouveaux termes qui caractérisent les établissements scolaires et leur appartenance à des catégories d'établissements. C'est ce que nous appelons les « réseaux » dont la distinction vous est expliquée ci-dessous.



Les pouvoirs organisateurs

Le pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement est « l'autorité, la ou les personne(s) physique(s) ou morale(s), publique(s) ou privée(s), qui en assume(nt) la responsabilité ».

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

On peut l'assimiler au Conseil d'Administration d'une entreprise ou d'une association, terme habituel pour désigner l'organe décisionnel d'une communauté.

- L'enseignement officiel est organisé par la Communauté française.
- L'enseignement officiel subventionné est organisé par les provinces, les communes ou encore la CoCoF (pour Bruxelles) et subventionné par la Communauté française. C'est la députation permanente qui préside le P.O pour l'enseignement des provinces et c'est l'Echevin de l'Instruction publique qui est le président du P.O. pour l'enseignement communal.
- L'enseignement libre est lui organisé par des associations (ASBL) et subventionné lui aussi par la Communauté française.

La majorité des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné adhèrent à une fédération de pouvoirs organisateurs « Organe de représentation et de coordination ». Ces fédérations les représentent auprès du gouvernement de la Communauté française, sont un lieu d'échange et de rencontre, coordonnent activités et programmes, organisent des formations continuées, conseillent...

Quelles sont les missions des PO?

La première tâche du PO est d'instituer l'école, d'être le garant d'un projet d'éducation. Le PO exerce une fonction essentielle. Il assume de grandes responsabilités : instituant de l'école, garant du projet, juridiquement responsable, employeur, interlocuteur social, gestionnaire, partenaire éducatif. C'est pour cela qu'il ne peut être le fait d'un seul homme et que son action doit émaner d'une équipe de personnes qui travaillent en étroite collaboration.

Le PO est aussi le garant des projets d'établissement. A ce titre, il lui incombe de définir la stratégie et les grands objectifs de l'école (choix des cadres, types d'activités...).

Le PO est l'employeur des différents intervenants de l'équipe éducative au sens large (instituteurs, secrétaires, ALE...) même si ce n'est pas lui qui les rémunère (c'est la Communauté française). C'est le PO qui engage les enseignants et maîtres spéciaux, qui les nomme (selon les contraintes de la législation et des statuts), et, le cas échéant, qui les révoque.

Le PO est le gestionnaire et le responsable financier, il est garant de l'équilibre budgétaire et assume donc les projets de construction, les aménagements, l'entretien et/ou la location des bâtiments, les projets pédagogiques hors les murs (classes vertes, journées découvertes et visites...) etc.



Bon à savoir

Le président du PO intervient-il dans la réussite d'un élève ? Non, c'est le conseil de classe qui a le pouvoir de décision au sujet des passages de classe. Par conseil de classe, on définit « l'ensemble des membres du personnel directeur, enseignant, paramédical qui a la charge de l'instruction et de l'éducation des élèves d'une classe déterminée et qui en porte la responsabilité ». Il est présidé par le chef d'école (directeur) ou par son délégué.



Les associations de parents

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

Les Associations de Parents regroupent certains parents qui représentent l'ensemble des parents de l'école. Elles sont généralement membres de l'une des deux grandes fédérations des associations de parents : la FAPEO (Fédération des Associations de Parents pour l'Enseignement Officiel) et l'UFAPEC (Union des Fédérations des Associations de Parents de l'Enseignement Catholique).

Les missions de ces associations de parents sont les suivantes :

- la défense et la promotion des intérêts des élèves;
- la sensibilisation, l'information et l'aide aux parents et aux élèves sur les questions scolaires et les questions d'éducation;
- la coordination entre élèves, parents, enseignants, direction, centres PMS et pouvoir organisateur;
- la représentation des parents auprès des instances officielles s'occupant de l'éducation;
- le partenariat parents/école.

Comment cela se passe-t-il ?

Plusieurs parents d'une même école se rassemblent et forment une association. Cette dernière a pour objectif d'agir en faveur du bon fonctionnement de l'établissement. Les possibilités d'actions sont différentes selon les objectifs de ces ligues parentales.

Il existe en premier lieu les associations de parents fédérées par un organisme à l'échelon de la Communauté française (la FAPEO ou l'UFAPEC). Ces organismes représentent les associations de parents qui sont parfois sollicitées par les pouvoirs politiques, tant pour prendre des décisions que pour diffuser des informations.

Et leurs missions ?

Les missions des associations de parents (AP) sont par exemples : de stimuler les autres parents à prendre une place active dans la scolarité des élèves; de penser au bon fonctionnement de l'école pour tous les élèves (ceci de manière bien moins importante que l'inspection); d'établir des

liens entre les différents adultes; de recueillir l'avis des parents, y compris les non-membres de l'association et de les transmettre à l'école. Ces missions visent donc une meilleure connaissance de l'établissement par les familles et de ces dernières par les équipes éducatives. En outre, les AP ont pour mission de représenter les parents dans le conseil de participation (pour plus d'informations sur le conseil de participation, lire l'article sur ce sujet) et donc de prendre part dans quelques décisions comme celle d'avaliser le projet d'établissement.

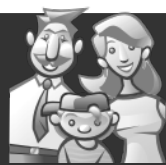
D'autres associations existent, mais avec d'autres interventions. Ces groupements ne sont pas affiliés à la FAPEO ou l'UFAPEC;

- il existe des regroupements de parents autour d'une idée ou d'un problème et dont le soucis est de revendiquer ou critiquer. Ils sont généralement éphémères et apportent souvent plus de discords que de résolutions de problèmes;
- d'autres sont dans une dynamique positive avec l'école lorsqu'un événement important est découvert (une famille est menacée d'expulsion ...) et qu'il faut agir vite, en manifestant, en se rendant au conseil communal ...;
- enfin, il existe aussi des associations non fédérées comme des « comités de soutien » à l'école. Ceux-ci n'ont pas comme objectif d'influer sur les projets d'établissement, ni sur les enseignants, ni sur les méthodes... Ce sont plutôt des parents, en accord avec l'équipe éducative, qui soutiennent celle-ci, sans se mêler de quoi que ce soit, mais apportent plutôt des coups de main ponctuels (organisation de fêtes, accompagnement en sortie, ...).



Bon à savoir

Ces associations peuvent vous renseigner sur l'école, et peut-être vous rassurer sur différents points. Ce sont aussi des parents. Vos questions, vos incertitudes, vos peurs ont peut-être été les leurs. Veillez toutefois à ce que votre interlocuteur soit objectif...



Les autres partenaires gravitant autour de l'école

Stéphanie DEMOULIN, coordinatrice à la FFEDD

À l'heure d'aujourd'hui, de nombreux services gravitent autour de l'école afin de soutenir les enseignants dans leur mission de préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures. Ces services sont souvent méconnus tant du monde enseignant que des autres acteurs de l'éducation informelle.

Au travers des pages qui suivent, nous avons choisi de vous présenter brièvement certains de ces services sachant que vous êtes souvent, vous aussi, interpellés par des parents en difficulté et parfois même par les jeunes directement. Il est donc important en tant que travailleur en École de Devoirs, que vous puissiez aiguiller au mieux les parents vers des organismes qui pourront les soutenir, les aider dans leur rôle de parents.

Nous n'avons pas pu présenter tous les services, mais avons choisi de vous présenter ceux qui nous semblent correspondre au mieux aux besoins des parents (ou des jeunes) que vous rencontrez.

Nous vous présenterons donc les Centres PMS. Qui sont-ils? Quelles sont leurs missions, leurs activités et les tarifs en vigueur? À qui s'adressent-ils?

Ensuite, vous serez invités à découvrir les SAS (Services d'Accrochage Scolaire) existant depuis 2001 et qui ont été créés dans l'objectif de (r)accrocher les jeunes au système scolaire.

Puis, nous avons souhaité vous parler des médiateurs scolaires et des équipes mobiles qui interviennent dans les écoles et qui peuvent être des intervenants intéressants en cas de difficultés rencontrées par des parents, des enfants ou bien vous-mêmes face à l'école.

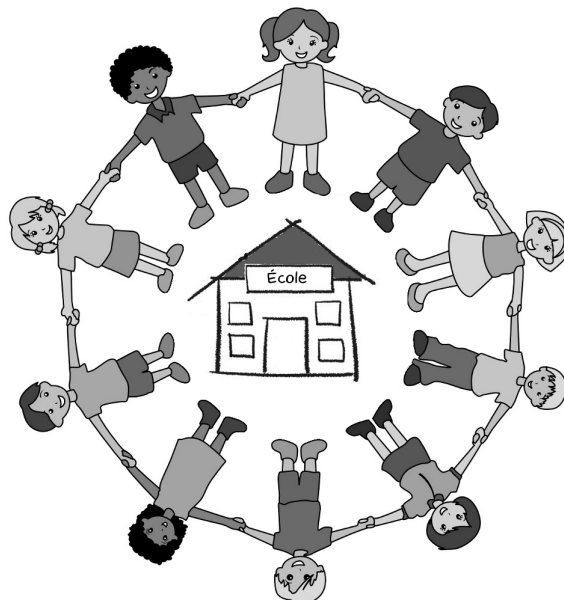
Enfin, vous pourrez (re)découvrir le monde de l'aide à la jeunesse (en tout cas une infime partie de ce dernier) en parcourant l'article consacré aux aides en milieu ouvert (AMO) qui peuvent avoir un rôle complémentaire au vôtre.

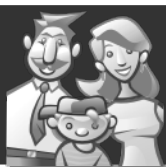
En réalisant ce relevé d'institutions et

d'associations gravitant autour de l'école (relevé plus qu'incomplet car nous pourrions aussi y ajouter les organisations de jeunesse, les centres culturels, tous les services de l'aide à la jeunesse, l'accueil temps libre, les centres de vacances, etc.), il est tout de même interpellant de constater qu'il en existe autant et que ces différentes structures n'arrivent souvent pas à répondre à la demande. Est-ce normal de devoir créer autant de structures pour lutter contre l'échec scolaire? L'argent qui est ingéré dans celles-ci ne devrait-il pas plutôt renforcer l'enseignement? Plutôt que de multiplier les services luttant contre l'échec scolaire, ne devrions-nous pas travailler au niveau de l'enseignement lui-même pour qu'il n'y ait plus autant d'échecs scolaires?

Comment les parents peuvent-ils s'y retrouver alors que nous-mêmes, professionnels, avons des difficultés à y voir clair?

Il s'agira là d'un des futurs combats de notre secteur : interpellier la Ministre de l'Enseignement par rapport au décrochage scolaire et à l'émergence grandissante de structures externes à l'école devant (r)accrocher les jeunes au système scolaire. Il n'est pas normal de voir qu'avec 360 EDD réparties sur toute la Communauté française, il y ait encore de nombreuses demandes que nous devons refuser et que ces EDD, qui ont d'autres missions que le soutien scolaire, n'aient parfois pas beaucoup de temps à consacrer au travail en dehors de l'école. Il est temps que cette situation change!!!





Les centres P.M.S

Lever les préjugés, toucher la réalité, collaborer

Lara JOCHEMS, de l'AEDL

Dans le cadre de notre travail en Ecoles de Devoirs, nous sommes amenés à collaborer avec une multitude de partenaires. Cette collaboration nous permet d'appréhender au plus près l'environnement et le vécu de l'enfant dans le but d'orienter au mieux nos pratiques.

La collaboration avec les familles est essentielle. La mise en place de relations de confiance et de qualité entre les professionnels et les proches des enfants est indissociable de notre travail. Les animateurs en Ecoles de Devoirs accompagnent et soutiennent les premiers éducateurs des enfants que sont les parents en se plaçant en partenaires. Dans la même optique, la collaboration avec l'école et les différents acteurs présents dans la scolarité de l'enfant est une ressource qu'il serait dommage de sous-estimer. Cette collaboration pouvant permettre de débroussailler ensemble certaines situations et de s'apporter mutuellement des pièces de puzzles qui peuvent être manquantes.

Si la collaboration « Ecole de Devoirs-Familles-Ecoles » a fait son bout de chemin depuis plusieurs années, il convient également de souligner la présence des acteurs PMS dans la vie des enfants. Ces derniers peuvent en effet constituer un relais appréciable par rapport à diverses situations problématiques que nous ne sommes pas, en Ecoles de Devoirs, en mesure de gérer. Les échanges, les partages, les discussions... ne peuvent être que profitables au travail de chacun, avec pour but commun, le bien-être de l'enfant. Cela implique évidemment le respect du secret professionnel propre à chaque intervenant.

Rappelons-nous, comme l'a souligné Monsieur Manfredini, psychologue, lors d'un déjeuner-débat à Liège sur la déontologie, que ce n'est pas parce que nous travaillons avec un enfant que nous devons tout partager à son propos. Seules les informations utiles à notre pratique doivent être abordées ; il peut s'agir parfois simplement de l'évocation d'une fragilité et non du « déballage » de toute une situation. Il est donc important de prendre en compte cet aspect, afin de ne pas confondre le respect du secret professionnel des acteurs PMS avec un manque de collaboration.

Les centres PMS, qui sont-ils ?

« Les centres PMS contribuent à rendre optimales les conditions psychologiques, psychopédagogiques, médicales, paramédicales et sociales de l'élève lui-même et de son entourage éducatif immédiat afin de lui offrir les meilleures chances de développement harmonieux de sa personnalité et de son bien-être individuel et social ». (AR 13/08/62)

Les Centres - Psycho - Médico - Sociaux appartiennent à un réseau organisé ou subventionné par la Communauté française. Chaque école est rattachée à un centre PMS. Ils assurent la guidance des élèves en collaboration avec la communauté éducative de l'école, mais sont tout à fait indépendants par rapport aux autorités scolaires.

Un centre PMS peut se définir comme un organisme de prévention, un lieu d'accueil, d'écoute et de dialogue où le jeune et/ou sa famille peuvent aborder les questions qui les préoccupent en matière de scolarité, d'éducation, de vie familiale et sociale, de santé, d'orientation scolaire et professionnelle... Avec discrétion, le centre les accompagne dans la recherche de réponses à leurs questions, difficultés, problèmes...

Leurs équipes tri-disciplinaires se composent de psychologues (conseillers et assistants psychopédagogiques), d'assistants sociaux (auxiliaires sociaux) et d'infirmiers (auxiliaires paramédicaux) qui travaillent en équipe (un médecin est également attaché à chaque centre PMS). Les demandes qui leur sont adressées sont analysées de manière pluridisciplinaire. Chaque membre apporte son point de vue, ses données, en vue de l'élaboration du diagnostic, d'hypothèses de travail et en prévision de la détermination du suivi de la situation. Une grande richesse découle de la spécificité personnelle et professionnelle de chacun. Il s'agit d'un travail de terrain pour ces intervenants de première ligne.

Leurs missions s'inscrivent dans la ligne des objectifs généraux de l'enseignement :

→ promouvoir le développement de la personne en amenant chaque élève à construire ses savoirs ;

- les conduire à prendre une place active dans la vie économique;
- les amener à être des citoyens responsables dans une société libre.

Le but étant d'offrir à chaque enfant en âge de scolarité:

- un suivi sur les plans psychologique, médical et social;
- une évaluation continue du développement global et de l'adaptation face aux apprentissages;
- une mise en place d'activités de remédiation en cas de besoin;
- un accompagnement pour le développement du projet personnel et professionnel du jeune.

Missions et activités

Ils assurent les tâches de guidance sociale, psychologique, pédagogique et médicale au profit des élèves. Une prévention primaire est réalisée.

Des demandes émanant des consultants, des partenaires scolaires ou extérieurs leur sont adressées. Le traitement de situations d'urgence vient également bousculer la programmation des activités.

Leurs services sont gratuits, consultatifs et soumis au secret professionnel.

Trois grandes missions sont attribuées aux centres P.M.S (déclinées dans 8 axes d'activités) qui représentent le programme de base commun à tous les Centres Psycho-Médico-Sociaux. Chaque pouvoir organisateur définit ensuite ses priorités et élabore son programme spécifique.

- 1) Promouvoir les conditions psychologiques, psycho-pédagogiques, médicales et sociales qui offrent à l'élève les meilleures chances de développer harmonieusement sa personnalité et de le préparer à assumer son rôle de citoyen autonome et responsable et à prendre une place active dans la vie sociale, culturelle et économique.
- 2) Contribuer au processus éducatif de l'élève, tout au long de son parcours scolaire, en favorisant la mise en œuvre des moyens qui permettront de l'amener à progresser toujours plus et, ce, dans la perspective d'assurer à tous des chances égales d'accès à l'émancipation sociale, citoyenne et personnelle. A cette fin, les centres mobiliseront, entre autres, les ressources disponibles de l'environnement familial, social et scolaire de l'élève.
- 3) Dans une optique d'orientation tout au long de la vie, soutenir l'élève dans la

construction positive de son projet de vie personnelle, scolaire, professionnelle et de son insertion socio-professionnelle.

Pour qui ?

Pour les jeunes des écoles maternelles, primaires et secondaires, de plein exercice, de l'enseignement spécial et de l'enseignement à horaire réduit (ainsi que leurs familles).

En plus des réponses aux demandes et besoins ponctuels, des moments d'interventions sont systématisés en troisième maternelle, première et sixième secondaire.

Toute personne concernée par un enfant peut faire appel au centre PMS de l'école qui accueille cet enfant. Les centres travaillent en étroite collaboration avec les enseignants et les familles, mais aussi avec tous ceux qui participent directement aux processus éducatif et pédagogique des élèves. Un partenariat peut donc aisément s'établir avec des acteurs locaux de terrain tels que les Ecoles de Devoirs, les AMO, les CPAS,...

L'avis du centre PMS:

Le psychologue en centre PMS est appelé « conseiller psycho-pédagogique ». Le travail de celui-ci consiste donc à remettre des avis, à discuter, éclairer ou suggérer des lignes de conduite. Qu'il s'agisse du passage vers l'enseignement spécial, de l'orientation vers une filière d'étude, du redoublement de la troisième maternelle,... son avis n'est jamais contraignant, la décision finale appartient toujours aux parents et au jeune, s'il est en âge d'y participer.

Si les Ecoles de Devoirs se demandent parfois si elles peuvent faire appel à un centre PMS, nous leur répondons un grand « OUI ». Les centres PMS tentent en effet de répondre aux demandes de tous ceux qui participent au processus éducatif et pédagogique des élèves. Rappelons cependant que les parents doivent donner leur accord pour que leurs enfants soient vus par le centre PMS.

Dans le but d'éclairer les Ecoles de Devoirs sur le fonctionnement des centres PMS et pour tenter de répondre à un certain nombre de questions récurrentes, l'Association des Ecoles de Devoirs en province de Liège (AEDL) a réalisé une brochure¹ d'informations générales sur le sujet. Elle a été réalisée dans le but d'engendrer une meilleure connaissance, une collaboration fructueuse,... lesquelles permettront d'allier les spécificités de chaque secteur pour mieux avancer.

1. « Centres PMS – Lever les préjugés, toucher la réalité, collaborer », AEDL, Juin 2009.

Plusieurs extraits de cette brochure se retrouvent dans le présent article. Si vous désirez la consulter entièrement, n'hésitez pas à prendre contact avec l'Association des Ecoles de Devoirs en province de Liège : 04/223 69 07 – aed@live.be



Les services de Médiation scolaire en Wallonie et bruxelloise et les Equipes mobiles

Stéphanie DEMOULIN, coordinatrice à la FFEDD

*P*our lutter contre le décrochage scolaire et la violence à l'école, le Gouvernement a créé les Centres PMS qui vous ont été présentés dans un article précédent. Afin de renforcer et soutenir l'action de ces Centres PMS, deux nouveaux dispositifs ont été créés : la Médiation scolaire et les Équipes mobiles. Dans l'article qui va suivre, nous allons tenter de vous présenter ces dispositifs et de vous permettre par la même occasion de pouvoir mieux aiguiller les jeunes que vous accueillez ainsi que leurs parents.

Quelles sont les compétences de ces différents services?

- Les services de Médiation scolaire en Wallonie et en Région bruxelloise : ces services sont compétents pour intervenir lors de difficultés rencontrées entre des élèves, entre des parents d'élèves et les membres du personnel, entre les membres du personnel et des élèves ou groupes de classe. Ils ne peuvent pas intervenir pour les problèmes entre les membres du personnel des établissements.
- Les Équipes mobiles : ces équipes peuvent intervenir pour des problèmes rencontrés entre des élèves, entre des tiers et des élèves et/ou des membres du personnel, entre les membres du personnel et les élèves, entre adultes au sein du personnel.

Quelles sont leurs missions?

- Les services de Médiation scolaire ont pour missions, que ce soit en Wallonie ou en Région bruxelloise, de prévenir la violence et le décrochage scolaire en favorisant, en conservant, en rétablissant le climat de confiance dans les relations entre les élèves, leurs parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, et l'équipe pédagogique.
- Les Équipes mobiles ont pour missions d'agir pour un élève en situation de crise, d'agir de manière préventive afin d'éviter des tensions prévisibles, d'agir pour la reprise du dialogue au sein d'un

établissement qui a connu une situation de crise, d'offrir des actions de sensibilisation à la gestion de conflits.

Quels sont leurs champs d'action?

- Le service de Médiation scolaire en Wallonie intervient sur le territoire de la Wallonie. Ce sont des intervenants externes aux établissements scolaires qui couvrent une zone géographique déterminée et qui interviennent individuellement ou en groupe dans les établissements scolaires sans y être attachés.
- Le service de Médiation scolaire en Région bruxelloise intervient sur le territoire de la Région bruxelloise. Ce sont des intervenants internes qui sont présents dans les établissements scolaires tout au long de l'année.
- Les Équipes mobiles interviennent dans tous les établissements organisés et subventionnés par la Communauté française. Ce sont des intervenants externes dont les interventions sont gérées le plus souvent par 2 agents au minimum.

Quels sont les niveaux d'enseignement où ils peuvent intervenir?

- Les services de Médiation scolaire en Wallonie et Région bruxelloise : leurs actions se mènent prioritairement dans les établissements secondaires en Discrimination Positive. Ils peuvent intervenir dans l'enseignement fondamental ordinaire, lorsque des circonstances exceptionnelles, reconnues comme telles par le Gouvernement, nécessitent l'intervention d'une personne extérieure à l'école et à la demande du pouvoir organisateur et du directeur de l'établissement.
- Les Équipes mobiles : elles interviennent dans l'enseignement fondamental ordinaire, le secondaire ordinaire et le spécialisé.

Qui peut faire appel à ces services?

- **Les services de Médiation scolaire en Wallonie et en Région bruxelloise** : afin de pouvoir intervenir, ces services peuvent être appelés par la direction, un enseignant, un éducateur, un élève et/ou sa famille, un service extérieur (SAS, SAJ, AMO, EDD...), etc. Attention, comme énoncé précédemment, pour intervenir dans un établissement fondamental, la demande doit impérativement venir du chef d'établissement et du pouvoir organisateur.
- **Les Équipes mobiles** : elles peuvent être appelées par la direction dans le cas de l'enseignement organisé par la Communauté française et par le pouvoir organisateur pour l'établissement subventionné par la Communauté française.

Où doit-on introduire la demande?

- Le service de Médiation scolaire en Wallonie : la demande doit être adressée au coordinateur (trice) du service ou directement au médiateur de la zone.
- Le service de Médiation scolaire en Région bruxelloise :
 - * Pour l'obtention d'un médiateur à l'intérieur de l'école, la demande doit être adressée au responsable du Réseau dont relève l'établissement ou à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.
 - * Quand le médiateur est installé dans l'école, la demande peut lui être directement adressée.
- Les Équipes mobiles : la demande doit être envoyée par courrier ou par fax directement à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.



Bon à savoir

Les personnes de contact pour obtenir plus d'informations sont :

- **Le service de Médiation scolaire en Wallonie** :
Madame Thérèse LUCAS, coordinatrice pédagogique
Email: therese.lucas@cfwb.be
Tél: 02/6908369
Gsm: 0473/946455
- **Le service de Médiation scolaire en Région bruxelloise** :
Madame Yvonne VOUEE, coordinatrice pédagogique
Email: yvonne.voue@cfwb.be
Tél: 02/6908866
Gsm: 0476/762541
- **Les Équipes mobiles** :
Monsieur Claude PRIGNON, coordinateur pédagogique
Email: claud.prignon@cfwb.be
Tél: 02/6908865

Vous pouvez également contacter le service administratif général au 02/6908356.

Tout courrier peut être envoyé à :
Madame Lise-Anne HANSE

Directrice générale de l'Enseignement obligatoire

Bâtiment Les Ateliers
Rue Adolphe Lavallée, 1
1080 Bruxelles

Pour plus de renseignements, vous pouvez vous rendre sur www.enseignement.be et consulter la rubrique « service d'aide et de médiation - service de la médiation scolaire ».



Les SAS Services d'Accrochage Scolaire

Stéphanie DEMOULIN, coordinatrice à la FFEDD

*F*ace au constat alarmant d'un taux de décrochage scolaire de plus en plus important, des Services d'Accrochage ont été créés en 2001 afin d'assurer à tous les élèves les chances d'émancipation sociale. L'idée est de créer un sas entre la rue et l'école pour réintégrer les élèves dans le système scolaire. Mais qu'en est-il exactement? Est-ce la seule solution face au décrochage scolaire? Les lignes qui vont suivre ont pour objectif de vous décrire ces nouveaux dispositifs et de mieux vous expliquer leur fonctionnement et leurs objectifs.

Pour qui ?

Les Services d'Accrochage Scolaire s'adressent aux jeunes de 12 à 18 ans qui, pour différentes raisons, ont décroché de l'école ou de leur lieu de formation et cela peu importe le réseau d'enseignement dont ils proviennent.

Pour quelles missions ?

Les Services d'Accrochage Scolaire ont pour mission d'apporter aux jeunes qu'ils accueillent une aide sociale, éducative et pédagogique en les accueillant en journée. Ils peuvent également apporter une aide et un accompagnement dans le milieu familial.

Comment cela se passe-t-il ?

Les Services d'Accrochage Scolaire sont des lieux d'accueil transitoires qui ont pour objectif de (re)donner le goût d'apprendre aux jeunes, de leur faire découvrir de nouvelles compétences afin de rompre avec une dynamique d'échec, de proposer des apprentissages en lien avec des expériences vécues et par conséquent de (re)donner du sens aux apprentissages, de leur offrir une parenthèse dans le parcours scolaire, leur formation quand les difficultés personnelles sont telles que le parcours de vie du jeune est en total décalage avec les réalités scolaires.

La finalité des SAS est la réintégration des jeunes, dans les meilleurs délais et meilleures conditions possibles, dans une structure scolaire ou de formation agréée dans le cadre de l'obligation scolaire.

La prise en charge a une durée maximale de 3 mois renouvelables une fois, mais ne pouvant pas dépasser au total 6 mois par année scolaire et une année sur l'ensemble de leur scolarité.

Quels risques pour demain ?

Le décret relatif aux Services d'Accrochage Scolaire, qui est apparu en 2001, vient de s'achever en octroyant son agrément aux 3 derniers SAS en avril 2010 ce qui permet donc aux 12 SAS existant d'être pérennisés et ce pour une durée minimum de 5 ans. Mais cela en interpelle plus d'un de voir institutionnaliser un service qui se voulait au départ exceptionnel et temporaire.

En effet, il faudra être vigilant à ne pas se voir multiplier les SAS avec l'effet pervers suivant : les écoles vireraient plus facilement les élèves sachant que d'autres structures peuvent les prendre en charge!

Les SAS doivent bien, comme les EDD, rester une aide, une réponse au décrochage scolaire, mais il faut continuer à travailler avec les acteurs de première ligne que sont les enseignants, les directeurs, les Centres PMS afin qu'ils continuent à répondre à leur mission de prévention du décrochage scolaire et d'éviter qu'ils ne se déresponsabilisent.

Les SAS, ainsi que les EDD, doivent être vus comme des partenaires, un relais possible pour les enseignants, mais non pas comme l'unique solution aux difficultés rencontrées par les jeunes.

Les discussions avec la Ministre de l'Enseignement doivent donc être renforcées ces prochaines années afin de pouvoir établir de réels partenariats entre tous les dispositifs de lutte contre l'échec et le décrochage scolaire.



Bon à savoir

Pour en savoir plus sur ces Services d'Accrochage Scolaire, rendez-vous sur www.enseignement.be et www.jaccroche.be



Les aides en milieu ouvert

L'un des nombreux services de l'aide à la jeunesse

Stéphanie DEMOULIN, coordinatrice à la FFEDD

Dernièrement, le secteur de l'aide à la jeunesse a entrepris une vaste réforme des services privés, notamment en les diversifiant de manière significative. Parmi ces services, nous retrouvons les aides en milieu ouvert plus communément appelés AMO. Cette réforme a également vu apparaître de nouveaux services tels que les SAIE, SAAE, CJ, etc. Ce sont de nombreux services mis en place pour soutenir les jeunes et les parents en détresse. Au vu de la complexité de ces différents services, il n'était pas possible ici de tous les présenter. C'est pourquoi, nous avons choisi de vous parler uniquement de l'AMO. Ces services sont ceux avec lesquels vous serez le plus régulièrement amenés à travailler.

Qui sont-ils?

« Les services d'aide en milieu ouvert (AMO) proposent une aide préventive au bénéfice des jeunes dans leur milieu de vie et dans leurs rapports avec l'environnement social. Les AMO ne sont pas mandatées et interviennent uniquement à la demande du jeune, de sa famille ou des familiers. »¹

Concrètement, cela veut dire que l'objectif principal des AMO est de maintenir le jeune dans son milieu de vie en lui proposant une aide adaptée et en préconisant la prévention afin que le placement institutionnel reste exceptionnel.

Pour ce faire, ils vont développer des activités telles que l'aide individuelle, l'action communautaire et éventuellement l'action collective.

À qui s'adressent-ils?

Les AMO répondent « à la demande du jeune, de sa famille ou des familiers ».

Par jeune, il faut entendre les personnes âgées de moins de 18 ans, ou celles de moins de 20 ans pour lesquelles l'aide est

sollicitée avant 18 ans. Toutefois, les services répondent aussi à la demande d'adultes portant sur des difficultés rencontrées avec leurs enfants ou les jeunes dont ils sont responsables.

On peut donc dire que ce qui importe le plus pour qu'une AMO puisse intervenir est la nature du jeune et du problème, plus que l'âge du demandeur.

Et concrètement?

Comme on l'a vu précédemment, l'aide apportée est une aide individuelle qui doit pouvoir se prolonger dans une dimension collective: intervention au bénéfice de groupes de jeunes et actions communautaires. Inversement, les actions collectives et communautaires permettent également l'émergence de demandes individuelles.

• L'aide individuelle

« L'aide individuelle est une aide sociale et éducative qui vise à favoriser l'épanouissement personnel du jeune dans son environnement social et familial, afin notamment de prévenir la rupture avec cet



1. Définition du site: <http://www.aidealajeunesse.cfwb.be>

environnement ou toute dégradation de situation de rupture avec cet environnement. Par aide sociale et éducative, on entend principalement:

- un travail d'écoute, d'accompagnement, d'orientation et une intervention socio-pédagogique visant à aider le jeune à surmonter ses difficultés dans les domaines familial, social, scolaire, administratif, juridique... et le soutenir dans l'élaboration et la mise en oeuvre de projets personnels ainsi que de le préparer à l'exercice de ses droits et devoirs et à l'apprentissage de l'autonomie et de la citoyenneté responsable ;
- un travail de médiation entre le jeune et sa famille ainsi qu'un soutien à celle-ci dans l'exercice de ses responsabilités parentales. » ²

L'aide individuelle est un service gratuit.

• **L'action communautaire**

« L'action communautaire vise à améliorer l'environnement social des jeunes, à apporter une réponse globale à des problèmes individuels et à développer une dynamique

de réseau et de communication sociale. » ³

Les AMO doivent donc développer différentes actions concrètes qui permettent aux jeunes de s'insérer socialement dans la société.

Ils doivent permettre aux jeunes de s'exprimer et peuvent aussi servir de relais entre les jeunes et les instances politiques, sociales, administratives ou associatives.

• **L'action collective**

Par l'action collective, les AMO ont pour objectif, en utilisant entre autres la pédagogie du projet, de développer l'esprit de solidarité et de responsabilité entre les jeunes et leur environnement.

Il s'agira de mettre en place des projets qui seront menés par les jeunes, ce qui leur permettra d'être valorisés et, à terme, de les mener vers l'autonomie.



Bon à savoir

Les cadres légaux qui gèrent les aides en milieu ouvert sont:

- le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ;
- l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site: www.aidealajeunesse.cfwb.be

2. Extrait de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions par les services d'aide en milieu ouvert du 15/03/99 - chapitre III - Article 3 , §1 et 2.

3. Extrait de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions par les services d'aide en milieu ouvert du 15/03/99 - chapitre IV - Article 7.

En Belgique, l'enseignement est gratuit. Pourtant, s'il est vrai qu'une grande partie du coût réel d'un élève pour un établissement scolaire est pris en charge par la Communauté française, il existe tout de même des frais que les parents doivent prendre en charge. Face à ce constat, le Gouvernement a d'ailleurs décidé d'octroyer un supplément de l'allocation familiale à chaque rentrée scolaire afin de soutenir les familles mais cela est, pour bon nombre de familles, plus qu'insuffisant. En tant que travailleur en École de Devoirs, vous êtes souvent amenés à rencontrer des familles précarisées qui ne peuvent pas assumer les coûts engendrés par la scolarité de leurs enfants. Afin de pouvoir les aiguiller au mieux, vous trouverez ci-contre un article reprenant les conditions et procédures pour permettre aux parents d'obtenir une bourse d'études.

Une autre information qu'il nous semblait primordiale à vous transmettre est la procédure à effectuer en cas de recours contre une décision prise par un établissement scolaire. En effet, l'école n'est pas seule maître à bord et a parfois tendance à outrepasser ses droits dans l'espoir que les parents ne réagissent pas. Or eux aussi ont des droits et des procédures ont donc été mises en place pour qu'ils puissent les faire valoir lorsqu'ils s'estiment lésés. C'est cette procédure en cas de recours que nous avons choisi de vous présenter.

C'est en étant bien informés que vous pourrez soutenir et aiguiller au mieux les parents qui vous confient leurs enfants. Régulièrement, les parents vous voient comme un relais entre eux et le milieu scolaire et c'est donc tout naturellement vers vous qu'ils se dirigent pour avoir des conseils.



Conseils de recours

Yolande Mendes da Costa, préfète honoraire, présidente du Centre d'Aide à la Réussite

Les conseils de recours externes ont été instaurés voilà plus de 12 ans. Il y en a deux : un pour l'enseignement officiel et l'autre pour l'enseignement libre. Ils se réunissent à deux périodes : en août, à partir du 16, et à la mi-septembre. Ils ont pour objectif d'examiner les plaintes des parents ou des étudiants majeurs du secondaire au sujet des décisions prises par le Conseil de classe. Toute décision du Conseil de classe est un acte administratif et à ce titre doit être motivé. La motivation doit être, entre autres, adéquate et pertinente.

Il faut savoir que l'élève ou les parents doivent pouvoir consulter les épreuves qui ont fondé la décision du Conseil de classe. Ils sont même en droit d'obtenir copie de ces pièces à leurs frais.

Pour être recevables, les demandes ont dû d'abord faire l'objet d'un recours interne ou d'une conciliation interne : après les délibérations de juin ou de septembre et l'affichage des résultats, les parents peuvent s'adresser au chef d'établissement pour recevoir des éclaircissements sur les sanctions décidées par le Conseil de classe. La procédure de conciliation interne se termine le 30 juin (les parents doivent disposer d'au moins deux jours ouvrables après la communication des résultats) et 5 jours après la délibération de septembre. Le chef d'établissement réunit le Conseil de classe

concerné et soumet la requête.

Deux possibilités s'offrent :

- a) Le Conseil de classe accepte de modifier sa décision (ex. : un élève qui a reçu, en techniques de transition, une attestation AOC souhaite passer dans la classe supérieure de l'enseignement technique de qualification option automobile. Le Conseil de classe peut décider de lui attribuer une attestation AOB de réussite avec restriction de l'enseignement de transition générale et technique).
- b) Le Conseil de classe n'a pas connaissance d'éléments nouveaux (ex. : maladie ignorée ou), il maintient sa décision.

Dans les deux cas, le chef d'établissement avertit les parents et ces derniers peuvent alors introduire un recours externe, par recommandé, auprès de la Communauté française¹. Ils ont pour cela un délai de 10 jours (avant le 15 juillet). Ces recours sont examinés dès le 16 août.

Le bien-fondé de la demande est examiné en Conseil de recours, des documents complémentaires peuvent être demandés au chef d'établissement (ex. : copies d'examen, bulletins, etc.). Le chef d'établissement peut être convoqué avec ou sans les professeurs concernés.

1. Direction générale de l'enseignement obligatoire
Conseil de recours contre les décisions des conseils de classe de l'enseignement secondaire
Bureau 1F145, rue A. Lavallée, 1 - 1080 Bruxelles



Bourses d'études

Un jeune qui entreprend ou poursuit ses études dans l'enseignement secondaire ou supérieur peut bénéficier, sous certaines conditions, d'une aide financière de la Communauté française (allocation et/ou prêt d'études).

Nous n'envisagerons ici que les allocations d'études, appelées aussi "bourses".

Les conditions sont liées à l'âge, aux études entreprises, aux revenus et à la nationalité

- l'étudiant ne doit pas avoir atteint 35 ans au 31 décembre de l'année académique concernée, s'il s'agit d'une première année d'études;
- l'étudiant doit être admis en qualité d'élève régulier dans un enseignement de plein exercice organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française. En règle générale, il ne sera pas accordé d'allocation d'études à l'étudiant (ou l'élève) qui bisse une année d'étude, suit une année de niveau égal ou inférieur à celui d'une année déjà accomplie auparavant. Des dérogations à cette règle ont cependant été prévues aussi bien pour l'enseignement secondaire que pour l'enseignement supérieur;
- la troisième condition s'applique aux revenus. En effet, l'octroi d'allocations d'études est réservé à ceux dont les revenus sont limités. Ce sont les revenus des personnes qui assurent l'entretien de l'élève (parents, tierces personnes, voire l'élève lui-même) qui sont pris en considération. Il faut savoir que ce sont les revenus perçus deux ans avant le début de l'année scolaire qui sont examinés : les revenus pris en considération pour l'année 2010-2011 sont ceux de l'année 2008, exercice d'imposition 2009. Toutefois, des exceptions sont prévues en cas de décès, mariage, séparation, divorce, prépension, pension, chômage ou maladie...
- ces allocations sont accordées aux étudiants ou élèves belges. Si l'étudiant est de nationalité étrangère et étudie en Belgique, des conditions supplémentaires lui seront demandées.

Il n'existe pas de bourses d'études pour le primaire.

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

Les montants des allocations d'études

L'allocation est déterminée au cas par cas, selon une formule de calcul tenant compte du nombre de personnes à charge, des revenus du demandeur (ou de ceux qui en ont la charge), du niveau d'études de l'élève et de sa qualité d'interne (vivant en internat ou en "kot") ou d'externe (vivant chez ses parents ou responsables légaux) .

Comment introduire la demande d'allocations d'études?

Pour introduire une première demande, il faut se procurer le formulaire adéquat. Il peut être retiré auprès des établissements d'enseignement primaire ou secondaire ou, à défaut, auprès du Service des allocations d'études secondaires ou supérieures de la Province où se situe l'école fréquentée. Dans un certain nombre de cas, le formulaire est envoyé automatiquement... vous pouvez donc le réclamer si vous ne l'avez pas reçu.

Le document doit être complété et envoyé sous pli recommandé , au Service des allocations **avant le 31 octobre**.

Conseil pratique : vous avez intérêt à introduire au plus vite votre demande car elles sont traitées dans l'ordre d'arrivée.

Quand la bourse sera-t-elle payée ?

En règle générale, pour l'enseignement secondaire, le paiement des allocations d'études doit se faire avant le 1er janvier de l'année scolaire concernée.

Pour plus d'informations

Ministère de la Communauté française :
téléphone vert : 0800/20 000 ou www.cfwb.be
Bureau régional de Bruxelles et Brabant Wallon : 02 413 37 37

Bureau régional du Hainaut : 065 22 00 61
Bureau régional de Liège : 04 361 52 80
Bureau régional de Namur : 081 32 84 40
Bureau régional du Luxembourg : 063 23 22 02

Sources pour cet article :

- Fiches infor jeunes « Allocations et prêts d'études », enseignement secondaire et enseignement supérieur.
- <http://www.sambreville.be/culture-et-loisirs/jeunesse/infor-jeunes/enseignement/boursesetudes>



Lexique et abréviations

Sandrine PIRON, détachée pédagogique à la FFEDD

- ▷ **AOA** : l'attestation AOA est une attestation délivrée en fin d'année scolaire par le conseil de classe au cours des années de l'enseignement secondaire (à l'exception de la 1^{ère}) . L'attestation AOA stipule que l'élève a terminé l'année avec fruit.
- ▷ **AOB** : l'attestation AOB est une attestation délivrée en fin d'année scolaire par le conseil de classe au cours des années de l'enseignement secondaire (à l'exception de la 1^{ère}) . L'attestation AOB stipule que l'élève a terminé l'année avec fruit MAIS ne peut être admis dans l'année supérieure qu'avec restriction portant sur une section d'enseignement. Ce qui veut dire que le conseil de classe lui ferme l'accès à différentes filières. Même si le texte légal précise qu'avec une AOB, l'élève a réussi avec fruit, l'AOB est souvent délivrée à des élèves ayant rencontré des difficultés et ne maîtrisant pas toutes les compétences liées à son année scolaire.
- ▷ **AOC** : l'attestation AOC est une attestation délivrée en fin d'année scolaire par le conseil de classe au cours des années de l'enseignement secondaire (à l'exception de la 1^{ère}) . L'attestation AOC stipule que l'élève n'a pas terminé l'année avec fruit.
- ▷ **CEB** : Certificat d'Etudes de Base.
- ▷ **CEFA** : Centre d'Education et de Formation en Alternance.
- ▷ **CESS** : Certificat d'Enseignement Secondaire Supérieur.
- ▷ **Classe passerelle** : Classe accueillant des jeunes primo-arrivants.
- ▷ **Conseil d'admission** : Désigne l'ensemble des membres du personnel directeur et enseignant qui, pour chacune des années en cause, sont chargés d'apprécier les possibilités d'admission des élèves dans une forme d'enseignement, dans une section et dans une orientation d'études.
- ▷ **Conseil de classe** : L'ensemble des membres du personnel directeur, enseignant, paramédical qui ont la charge de l'instruction et de l'éducation des élèves d'une classe déterminée et qui en portent la responsabilité. Le conseil de classe est chargé d'évaluer la formation des élèves et de prononcer leur passage dans la classe supérieure.
- ▷ **CPMS** : Centre Psycho-Médico-Social.
- ▷ **Épreuve externe** : A la fin de son parcours dans l'enseignement primaire, l'enfant passe une épreuve externe commune à tous les élèves, tous réseaux confondus. S'il réussit cette épreuve, il obtient son C.E.B. (Certificat d'Etudes de Base).
- ▷ **FAPEO** : Fédération des Associations de Parents pour l'Enseignement Officiel.
 - Filières : L'enseignement secondaire ordinaire compte 4 filières (transition générale, transition technologique, qualification technique et qualification professionnelle) . Ces 4 filières sont communément appelées « générale, techniques de transition, techniques de qualification et professionnelle ».
 - Fondamental (Enseignement fondamental) : Les enseignements maternel et primaire forment l'enseignement fondamental.
- ▷ **Formes** : L'enseignement secondaire ordinaire comprend 4 formes d'enseignement (l'enseignement général, technique, professionnel et artistique) .
- ▷ **Libre** : (Enseignement libre) : L'enseignement libre est organisé par des associations (ASBL). L'enseignement catholique fait partie de l'enseignement libre.
- ▷ **Officiel** : (Enseignement officiel) : L'enseignement officiel est organisé par les pouvoirs publics, c'est-à-dire soit par la Communauté française, les provinces, les communes ou la CoCoF (Commission Communautaire Française).

- ▷ **Options** : L'option est en quelque sorte « le thème des études ». Exemples : animation, éducation physique, vente, esthétique.... Les options de base comportent des options simples (une seule branche dans l'enseignement général) et des options groupées (ensemble de cours en étroite connexion dans l'enseignement technique, artistique ou professionnel).
- ▷ **Plein exercice (Enseignement de plein exercice)** : L'enfant doit suivre au moins 15 heures de cours par semaine, réparties sur un minimum de 6 demi-journées. Il s'agit ici expressément d'enseignement de jour. Seuls les cours donnés avant 19 heures sont pris en considération.
- ▷ **Pouvoir organisateur** : Le pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement est l'autorité, la ou les personne(s) physique(s) ou morale(s), publique(s) ou privée(s), qui en assume(nt) la responsabilité. On peut l'assimiler au Conseil d'Administration d'une entreprise ou d'une association, terme habituel pour désigner l'organe décisionnel d'une communauté.
- ▷ **Premier degré différencié** : Regroupe les élèves des classes précédemment appelées 1ère accueil et 2ème professionnelle. S'adresse aux élèves qui n'ont pas obtenu leur CEB et qui ont moins de 16 ans.
- ▷ **Projet d'établissement** : Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement scolaire entend mettre en oeuvre pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur. Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte : des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et savoirs; des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études; de l'environnement social, culturel et économique de l'école; de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.
- ▷ **UFAPEC** : Union des Fédérations des Associations de Parents de l'Enseignement Catholique.
- ▷ **Sections** : L'enseignement secondaire ordinaire compte 2 sections (Transition et Qualification). Ces sections se subdivisent en 2 et forment 4 filières (Transition générale, transition technologique, qualification technique et qualification professionnelle).

Bibliographie

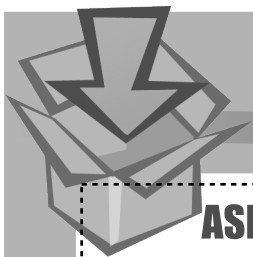
(Articles enseignement)

Ouvrages

- AGERS (Sous la dir. de), *Guide de l'enseignement obligatoire en Communauté française*, éd. Bruxelles : Agers
- VOZ G., *Guide pratique de l'école primaire et maternelle en Belgique*, éd. Bruxelles : Jourdan, 2008
- *Comprendre l'enseignement secondaire*, dossier du SIEP
- *Allocations et prêts d'études – enseignement secondaire*, Les fiches INFOR JEUNES
- *Allocations et prêts d'études – enseignement supérieur*, Les fiches INFOR JEUNES
- *L'enseignement dans tous les sens*, Guide INFOR JEUNES

Sites internet

- www.enseignement.be
- www.enseignons.be
- www.crisp.be
- www.biereau.be



ASBL Repères

Formations "des concepts à la pratique en promotion de la santé"

L'ASBL Repères organise, en partenariat avec les Centres Locaux de Promotion de la Santé concernés, des cycles de formation "Des concepts à la pratique en promotion de la santé" à Bruxelles, Namur et Liège de septembre 2010 à juin 2011.

Destinés aux intervenants de la santé, du social, du culturel, de l'éducation, du psycho-social, nos formations invitent donc des travailleurs aux activités et missions très variées à croiser leurs pratiques et les enrichir d'une réflexion commune sur la santé et le bien-être et sur la manière de les promouvoir auprès de leur public. La perspective de développer ou renforcer les ressources des collectivités et des personnes est centrale.

Animateurs et éducateurs, vous êtes souvent amenés à promouvoir la santé de votre public. C'est par le biais du soutien scolaire mais aussi de diverses activités que vous participez à améliorer la santé et le bien-être des enfants et jeunes. En effet, la santé des individus touche autant les aptitudes personnelles que le physique, le psychique, l'économique, l'éducation, la vie sociale, culturelle et politique, le mode de vie,... La promotion de la santé se situe au carrefour de ces réalités.

La formation se déroule en deux temps: 4 journées de formation suivies de 6 demi-journées d'ateliers mensuels d'échanges de pratiques. Elle valorise les réflexions, savoirs et questionnements des participants et s'appuie sur une méthodologie participative.

Infos : www.reperes.be, reperes.secr@gmail.com, 02/539.15.89 (du mardi au jeudi de 9 à 12h)

Appel à projets 2010

Lutte contre la pauvreté et les situations de précarité

2010 est l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le Fonds Houtman, qui a déjà lancé en 2009 un premier appel à projets sur ce thème, souhaite poursuivre son soutien aux enfants et aux familles les plus précarisés en Communauté française, en lançant un nouvel appel, destiné cette fois à différents publics précis.

Le Fonds Houtman soutiendra des actions ou des recherches-actions visant à repérer et à agir concrètement sur les facteurs de la paupérisation et ses conséquences sur l'enfance. Il s'agira aussi de sortir les familles et les enfants concernés de l'isolement dans lequel ils peuvent se trouver, et de leur permettre ainsi d'avoir les mêmes chances que tous les enfants, tant sur le plan psycho-médico-social que sur les plans scolaire, extrascolaire, culturel, etc.

Les dossiers de candidature (disponibles sur simple demande) devront être retournés au Secrétariat du Fonds Houtman (95 Chaussée de Charleroi, 1060 Bruxelles) avant le vendredi 29 octobre 2010 au plus tard.

Pour tout autre renseignement :
<http://www.fonds-houtman.be>

Emmanuelle Vermynen
Communication Fonds Houtman
02/543.11.72 (téléphone) - 02/543.11.78 (fax) - emmanuelle.vermylen@skynet.be

Des ateliers pour changer l'école et changer la société

Les Rencontres Pédagogiques d'été

Du 17 au 22 août 2010

Centre Culturel Marcel Hicter - La Marlagne - Chemin des Marronniers, 26 à 5100 WÉPION

Une envie de vous former et d'échanger vos expériences de travail ? Un besoin de vous ressourcer avant le début du mois de septembre ? Une envie de mettre l'école et l'éducation en mouvement ?

Les RPé vous proposent cette année 15 ateliers variés (de 3 ou de 6 jours), une soirée jeu pédagogique, une rencontre-débat, une librairie spécialisée et encore bien d'autres activités à découvrir.

À titre d'exemple :

- Ateliers 6 jours du 17 au 22 août 2010 - Rien à foutre de l'école ! Que fait-on ensemble ?
- Ateliers 3 jours du 17 au 19 août 2010 - module A - La classe multiculturelle.
- Mathématiques citoyennes
- Ateliers 3 jours du 20 au 22 août 2010 - module B - À l'école des familles populaires. Lever les malentendus.
- Sanctionner sans punir.
- La grammaire, outil pour apprendre. Le pouvoir de l'écrit.
- ...

Consultez le programme complet sur : <http://www.changement-egalite.be/>